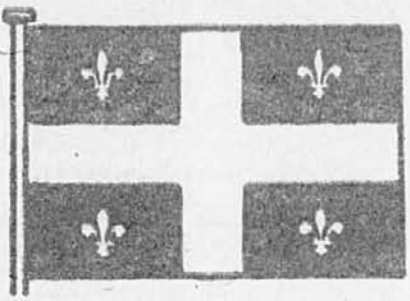

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 août 1957

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1957.

Québec, le 22 juin 1957.

L'Imprimeur de la Reine,
45197-25-10-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 17th, 1957

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate dealy for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1957.

Quebec, June 22nd, 1957.

RÉDEMPTI PARADIS,
45197-25-10-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoird, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure reers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12135-57)

A.B.C. Remnants & Drygoods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Ralph A. Cohen, Reuben Resin, tous deux avocats, et Ben Bernstein, avocat, C.R., tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer faire le commerce de coton, laine, filés et autres substances fibreuses, sous le nom

Letters Patent

(A.G. 12135-57)

A.B.C. Remnants & Drygoods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Ralph A. Cohen, Reuben Resin, both advocates, and Ben Bernstein, advocate, Q.C., all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cotton, woll, worsted and other fibrous substances, under

de "A.B.C. Remnants & Drygoods Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567 P. FRENETTE.

(P.G. 11670-57)

Amicale Mariste Beloeil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Bosselet, contremaître-machiniste, de McMasterville, Antonin Dion, finisseur de pianos, de Beloeil, et Jean-Paul Hébert, gérant-garagiste, de Beloeil Station, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et developper de toutes manières les intérêts culturels, matériels et sociaux des personnes qui ont fait leur cours d'études à l'École Saint-Mathieu de Beloeil, et/ou à l'École Supérieure Saint-Mathieu de Beloeil, et/ou à l'École Secondaire Saint-Mathieu de Beloeil, sous le nom de "Amicale Mariste Beloeil Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant de biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera dans la Ville de Beloeil, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12056-57)

Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Blanchet, Jean Têtu, Télesphore Pelletier, Maurice Morin et François Rhéaume, tous cinq opérateurs de Postes d'Essence, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des vendeurs-détaillants, des propriétaires et locataires de stations de service dans la région du Bas St-Laurent comprenant les comtés de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure, sous le nom de "Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 431, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciare de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

---

the name of "A.B.C. Remnants & Drygoods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,

45567-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11670-57)

Amicale Mariste Beloeil Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Bosselet, foreman-machinist, of McMasterville, Antonin Dion, piano finisher, of Beloeil, and Jean-Paul Hébert, manager-garage-keeper, of Beloeil Station, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the cultural, material and social interests of the people who have studied at the Saint-Mathieu school of Beloeil, and/or at the Saint-Mathieu High-School of Beloeil, and/or at the Secondary School of Saint-Mathieu of Beloeil, under the name of "Amicale Mariste Beloeil Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at town of Beloeil, county of Verchères, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12056-57)

Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Blanchet, Jean Têtu, Télesphore Pelletier, Maurice Morin and François Rhéaume, all five station operators, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To promote the interests of the retailers, proprietors and renters of service stations in the region of the Lower St-Lawrence comprising the counties of Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure, under the name of "Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 431 Lafontaine St., Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11260-57)

Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Lagueux, secrétaire-trésorier, Aurèle Drapeau, Edmond Comeau et Evano Jean, tous trois chauffeurs de taxis, tous de Forestville, pour les objets suivants:

Exploiter des kiosques de taxis dans la ville de Forestville et le droit d'avoir des règlements légaux, sous le nom de "Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Forestville, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12097-57)

Atam Paper Box Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Paul Leon Gordon, avocat, de la ville de Beaurepaire, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de papier, cartons, boîtes, sacs, enpaquetages et livres, sous le nom de "Atam Paper Box Ltd.", avec un capital total de $200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $25 chacune et 4,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567 P. FRENETTE.

(P.G. 12203-57)

Autobus Montmagny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Marc Angers, Jacques St-Martin, comptables agréés, et Marcel Têtu, comptable, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises, sous le nom de "Autobus Montmagny Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 11260-57)

Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Laurent Lagueux, secretary-treasurer, Aurèle Drapeau, Edmond Comeau and Evano Jean, all three taxi chauffeurs, all of Forestville, for the following purposes:

To operate taxi-stands in the town of Forestville and the right to have legal regulations under the name of "Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Forestville, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE.
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12097-57)

Atam Paper Box Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Paul Leon Gordon, advocate, of the town of Beaurepaire, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, cartons, boxes, bags, packages and books, under the name of "Atam Paper Box Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 4,000 common shares of $25 each and into 4,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12203-57)

Autobus Montmagny Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Marc Angers, Jacques St-Martin, chartered accountants, and Marcel Têtu, accountant, all three of Quebec, for the following purposes:

To operate a transportation business dealing in the transportation of passengers and merchandise under the name of "Autobus Montmagny Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50 common shares of $100 each, and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12121-57)

Brabant & Philips Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Marcel Brabant, commerçant, Maxime Philips, courtier, et Maurice Dostaler, avocat, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Brabant & Philips Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 310, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12121-57)

Brabant & Philips Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Marcel Brabant, dealer, Maxime Philips, broker, and Maurice Dostaler, advocate, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on abusiness dealing in hardware under the name of "Brabant & Philips Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 310 Notre-Dame, Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11676-57)

Centre Paroissial St-Denis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Judes, prêtre-curé, Théobald Desmarais, directeur, Jules Poudrette, Eugène Gagné, tous deux marchands, Dr. Albert Surprenant, chirurgien-dentiste, Jean-Louis Bélanger, boucher, Raymond Paré, principal d'école, Edouard Desrochers, épicier, Evariste Quesnel, secrétaire-gérant, et Ruben Lévesques, médecin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs; s'occuper en particulier des loisirs des jeunes gens, sous le nom de "Centre Paroissial St-Denis Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 11676-57)

Centre Paroissial St-Denis Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Judes, priest-pastor, Théobald Desmarais, director, Jules Poudrette, Eugène Gagné, both merchants, Dr. Albert Surprenant, dental surgeon, Jean-Louis Bélanger, butcher, Raymond Paré, school principal, Edouard Desrochers, grocer, Evariste Quesnel, secretary-manager, and Ruben Lévesque, physician, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center; to especially deal with recreations for young folk under the name of "Centre Paroissial St-Denis Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12193-57)

CHNC-TV Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1957, constituant en corporation: Charles-H. Houde, dentiste, de New-Carlisle, Claude Gagnon, et André Gagnon, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, de Sillery, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion, de TSF ou de télévision, sous le nom de "CHNC-TV Inc.", avec un capital total de $400,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à New-Carlisle, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12193-57)

CHNC-TV Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1957, incorporating: Charles H. Houde, dentist, of New Carlisle, Claude Gagnon, and André Gagnon, both advocates and Queen's Counsel, of Sillery, for the following purposes:

To establish, maintain and operate transmitting and receiving stations for radio, TSF or television under the name of "CHNC-TV Inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at New Carlisle, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11905-57)

Dallaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation: Albert Dallaire, Jean-Paul Dallaire, entrepreneurs, et Françoise Rivest, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-démolisseurs, peintres-décorateurs et constructeurs, sous le nom de "Dallaire Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 11905-57)

Dallaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, incorporating: Albert Dallaire, Jean-Paul Dallaire, contractors, and Françoise Rivest, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as demolishing contractors, painters-decorators and constructors, under the name of "Dallaire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12005-57)

Éthier et Duquette Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1957, constituant en corporation: Bernard Dorais, André Fauteux, tous deux avocats, de Ste-Thérèse, et Michel Côté, stagiaire, de Rosemère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Éthier et Duquette Compagnie Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciare de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12005-57)

Éthier et Duquette Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1957, incorporating: Bernard Dorais, André Fauteux, both advocates, of Ste-Thérèse, and Michel Côté, law-student, of Rosemère, for the following purposes:

To carry on as general building contractors under the name of "Éthier et Duquette Compagnie Limitée" with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11242-57)

Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Chanoine Louis-Joseph Gervais, prêtre-curé, Léon Martel, comptable et maire, Eugène Limoges, rentier, Marcel Jacques, quincaillier, Alexandre Denis, gérant de banque, Antonio Daunais, contreamître, et Jacques Aubin, épicier-boucher, tous sept de Terrebonne, pour les objets suivants:

Aider les oeuvres de charité, sous le nom de "Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera dans la Ville de Berrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 11242-57)

Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Canon Louis-Joseph Gervais, priest-pastor, Léon Martel, accountant and mayor, Eugènes Limoges, annuitant, Marcel Jacques, hardware dealer, Alexandre Denis, bank manager, Antonio Daunais, foreman, and Jacques Aubin, grocer-butcher, all seven of Terrebonne, for the following purposes:

To help in charitable works under the name of "Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be in the Town of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12191-57)

Fleurco Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1957, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Abraham Jacob Rosenstein, tous deux avocats, Mollie Schwartz et Fidélia Séguin, toutes deux secrétaires, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de stores pour fenêtres, portes pour douches, rideaux et accessoires, sous le nom de "Fleurco Industries Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567 P. FRENETTE.

(A.G. 12191-57)

Fleurco Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1957, incorporating: Samuel H. Shriar, Abraham Jacob Rosenstein, both advocates, Mollie Schwartz and Fidélia Séguin, both Secretaries, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in window-blinds, shower doors, curtains and accessories, under the name of "Fleurco Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12110-57)

Foyer du Cadeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Marcel Piché, marchant, Gilberte Venne Piché, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Piché, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Edmond Piché, commis, tous de la paroisse de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, nouveautés, appareils électriques ou électroniques, moteurs, canots-automobiles, instruments de musique, articles de sprot, système de chauffage, quincaillerie et du pétrole et de ses sous-produits, sous le nom de "Foyer du Cadeau Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12110-57)

Foyer du Cadeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Marcel Piché, merchant, Gilberte Venne Piché, housweife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Piché, and duly authrized by him for these purposes, and Edmond Piché, clerk, all of the parish of St-Jérôme, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture, novelties, electric or electronic apparatus, motors, motor-boats, musical instruments, articles of sprto, heating systems, hardware and in petrol and its by-products, under the name of "Foyer du Cadeau Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the parish of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12211-57)

Goyette Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1957, constituant en corporation: Georges Goyette, entrepreneur général, J.-Gaudias Bolduc, assistant-comptable, et Roméo Lachapelle, instituteur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Goyette Construction Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1965, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12211-57)

Goyette Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1957, incorporating: Georges Goyette, general contractor, J.-Gaudias Bolduc, assistant-accountant, and Roméo Lachapelle, teacher, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "Goyette Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1965 Bélanger St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12071-57)

Holiday Shoe Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Harvey Jack Krasnow, gérant, Goldie Warshaw Krasnow, ménagère, épouse séparée de biens de Morris A. Krasnow, et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, et Max Coblentz, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bottines, chaussures et marchandises en cuir, sous le nom de "Holiday Shoe Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567 P. FRENETTE.

(A.G. 12071-57)

Holiday Shoe Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Harvey Jack Krasnow, manager, Goldie Warshaw Krasnow, housewife, wife separate as to property of Morris A. Krasnow, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Max Coblentz, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes and leather goods, under the name of "Holiday Shoe Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorn y General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12146-57)

Jacques Martel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Jean-Charles Martel, de Pont-Viau, Jacques Martel, de Barraute, tous deux commerçants, et Jacques Bédard, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de systèmes de chauffage, appareils et accessoires électriques, meubles et nouveautés, sous le nom de "Jacques Martel Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12146-57)

Jacques Martel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Jean-Charles Martel, of Pont-Viau, Jacques Martel, of Barraute, both dealers, and Jacques Bédard, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To operate the industry and business of heating systems, electrical apparatus and appliances, furniture and novelties, under the name of "Jacques Martel Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 450 preferred shares of a par value of $100 each and into 5,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Barraute, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12130-57)

Laboratoires Pro Doc Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1957, constituant en corporation: Germain Boivin, de Montréal, Jean Lavallée et Louis Boivin, de Laval-des-Rapides, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, fabriquer, vendre et exercer le commerce en gros de spécialités médicatles et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes; faire affaires comme chimistes, sous le nom de "Laboratoires Pro Doc Limitée", avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 29, rue de Galais, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12130-57)

Laboratoires Pro Doc Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1957, incorporating: Germain Boivin, of Montreal, Jean Lavallée, and Louis Boivin, of Laval-des-Rapides, all three dealers, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Pharmaceutical Act of Quebec, sell and operate a wholesale business dealing in medical specialties and in pharmaceutical and medical preparations of all kinds; to carry on as chemists, under the name of "Laboratoires Pro Doc Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 29 Galais Street, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1957.

P. FRENETTE,

45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11956-57)

La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation: Trèfflé Ouellet, médecin, Delphis Roy, chef de gare, Renaud Guérette, gérant, Laurent Beaupré, courtier, Gaston Painchaud, maire, tous cinq d'Escourt, Louis-Marie Raymond, courtier, et Wilbrod Théberge, maire, tous deux de St-Éleuthère, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion, de T.S.F. et de télévision, sous le nom de "La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Estcourt, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 11088-57)

La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Huguette St-Amand, ménagère, épouse séparée de biens de Gilles Gaudette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Juliette Lafond, ménagère, épouse séparée de biens de Raoul Lassonde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes,et Madeleine Desnoyers, ménagère, épouse séparée de biens de Bernard St-Germain, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Aider les enfants pauvres et nécessiteux de la ville de Saint-Hyacinthe, sous le nom de "La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.".

Le siège social de la corporation sera 1395, boulevard Girouard, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12119-57)

Laval Fortin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation: Laval Fortin, entrepreneur, Denise Larouche Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Laval Fortin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Alma, et Léopold Claveau, menuisier, de St-Gédéon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Laval Fortin Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

(A.G. 11956-57)

La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Trefflé Ouellet, physician, Delphis Roy, station agent, Renaud Guérette, manager, Laurent Beaupré, broker, Gaston Painchaud, mayor, all five of Escourt, Louis-Marie Raymond, broker, and Wilbrod Théberge, mayor, both of St-Éleuthère, for the following purposes:

To operate transmitting and receiving stations for radio, T.S.F. and Television under the name of "La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Estcourt, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11088-57)

La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Huguette St-Amand, housewife, wife separate as to property of Gilles Gaudette, and duly authorized by him for these present purposes, Juliette Lafond, housewife, wife separate as to property of Raoul Lassonde, and uly authorized by him for these present purposes, and Madeleine Desnoyers, housewife, wife separate as to property of Bernanrd St-Germain, and duly authorized by him for these present purposes, al of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To help poverty-stricken children and the needy of the Town of Saint-Hyacinthe, under the name of "La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.".

The head office of the corporation will be at 1395 Girouard Boulevard, St. Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12119-57)

Laval Fortin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Laval Fortin, contractor, Denise Larouche Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Laval Fortin, and duly authorized by him for these present purposes, both of Alma, and Léopold Claveau, joiner, of St. Gédéon, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Laval Fortin Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 188, rue Levasseur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12227-57)

Le Pavillon Mercier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Jean-Guy Desjardins, courtier en immeubles, Yvon Côté, avocat, tous deux de Montréal, et Paul-Victor Belle-Isle, entrepreneur, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Construire, entretenir et administrer des maisons d'habitation, sous le nom de "Le Pavillon Mercier Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4035, boulevard St-Joseph, app. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 10641-57)

Les Loisirs de Ste-Adèle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Henri-Wilfrid Laurier, de St-Lambert, Guy Gagnon, de Ste-Adèle, et David Harry Wood, de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs des gens à Ste-Adèle et dans la région environnante, sous le nom de "Les Loisirs de Ste-Adèle Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12136-57)

Montrachet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold, avocat, Sidney Cutler, étudiant en droit, et Doris Goldman, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer et exploiter une ou des bâtisses en la cité de Montréal afin de réaliser des revenus, sous le nom de "Montrachet Inc.", avec un capital-actions divisé en 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le

The head office of the company will be at 188 Levasseur St., Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12227-57)

Le Pavillon Mercier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Jean-Guy Desjardins, real estate broker, Yvon Côté, advocate, both of Montreal, and Paul-Victor Belle-Isle, constructor, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To build, maintain, and administrate dwelling houses under the name of "Le Pavillon Mercier Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4035 St-Joseph Boulevard, app. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10641-57)

Les Loisirs de Ste-Adèle Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Henri-Wilfrid Laurier, of St-Lambert, Guy Gagnon, of Ste-Adèle, and David Harry Wood, of Westmount, all three advocates, for the following:

To organize recreational centres for the people of Ste-Adèle and in the neighboring region, under the name of "Les Loisirs de Ste-Adèle Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12136-57)

Montrachet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, Alan B. Gold, advocate, Sidney Cutler, student at law, and Doris Goldman, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To acquire, administer and operate a building or buildings in the city of Montreal for the sake of deriving revenue therefrom, under the name of "Montrachet Inc.", with a capital stock divided into 3,800 preferred shares of a par value of $10 each and into 300 shares having no nominal or

montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que $4,800.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, suite 918, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567 P. FRENETTE.

(P.G. 11989-57)

Nettoyeurs Sept-Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1957, constituant en corporation: Conrad Cloutier, Paul-Ernest LeBlanc, industriels, et Louis Paradis, avocat, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs et teinturiers, sous le nom de "Nettoyeurs Sept-Iles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 11991-57)

New Quebec Nickel Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, C.R., Lucile Rioux, Denise Demers, Louise Neiel, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous quatre de Québec, et Claire Miquelon, secrétaire, fille majeure, de Beauport, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "New Quebec Nickel Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 100 Carré d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567 P. FRENETTE.

(P.G. 12122-57)

Placements Laquerre Inc.
Laquerre Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1957, constituant en corporation: Raoul Laquerre, industriel, Frédéric Hébert et Jean-Paul Langlois, notaires, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

par value, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than $4,800.

The head office of the company will be at 132, St. James Street, West, Suite 918, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45567-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11989-57)

Nettoyeurs Sept-Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1957, incorporating: Conrad Cloutier, Paul-Ernest Leblanc, industrialists, and Louis Paradis, advocate, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate as cleaners and dyers, under the name of "Nettoyeurs Sept-Iles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11991-57)

New Quebec Nickel Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate, Q.C., Lucile Rioux, Denise Demers, Louise Neiel, all three secretaries, spinster, all four of Quebec, and Claire Miquelon, secretary, spinster, of Beauport, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "New Quebec Nickel Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 100 d'Youville Square, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45567-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12122-57)

Placements Laquerre Inc.
Laquerre Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1957, incorporating: Raoul Laquerre, industrialist, Frédéric Hébert and Jean-Paul Langlois, notaries, all three of Noranda, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Placements Laquerre Inc.— Laquerre Investments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

To carry on a business of an investment company under the name of "Placements Laquerre Inc.— Laquerre Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12129-57)

Roger Charbonneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: David Belhumeur, Pierre Beaudoin, comptables agréés, et Gaston Bellerive, comptable, tous trois des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et nouveautés, du bois et autres matériaux et leurs produits et de quincaillerie, sous le nom de "Roger Charbonneau Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 331, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12129-57)

Roger Charbonneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: David Belhumeur, Pierre Beaudoin, chartered accountants, and Gaston Bellerive, accountant, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture and novelties, lumber and other materials and the products and hardware, under the name of "Roger Charbonneau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 331 Notre-Dame St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12248-57)

Roland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1957, constituant en corporation: Noël Dorion, avocat, c.r., Louis Dorion, avocat, et Henri Dorion, étudiant, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Roland Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 177, rue Édouard Roy, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(A.G. 12248-57)

Roland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1957, incorporating: Noël Dorion, advocate, Q.C., Louis Dorion, adovcate, and Henri Dorion, student, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "Roland Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 177, Édouard Roy St., L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11868-57)

Rosemont Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1957, constituant en corporation: Jean Grenier, entrepreneur, Claude Picard, avocat, tous deux de Montréal, et Roger Picard, comptable, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Rosemont

(A.G. 11868-57)

Rosemont Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1957, incorporating: Jean Grenier, contractor, Claude Picard, advocate, both of Montreal, and Roger Picard, accountant, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors under the name of "Rosemont Construc-

Construction Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5545, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567-o P. FRENETTE.

(P.G. 12137-57)

St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum, tous deux avocats, et Milton Friefeld, comptable agréé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents, courtiers et expéditeurs maritimes, sous le nom de "St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567 P. FRENETTE.

(P.G. 12138-57)

Terry Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Samuel Hertz Shriar, Jack B. Bobrove, Abraham Jacob Rosenstein, tous trois avocats et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Terry Construction Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45567 P. FRENETTE.

tion Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5545 Beaubien St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45567 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12137-57)

St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum, both advocates, and Milton Friefeld, chartered accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as steamship agents, ship brokers and forwarders, under the name of "St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45567-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12138-57)

Terry Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Samuel Hertz Shriar, Jack B. Bobrove, Abraham Jacob Rosenstein, all three advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Terry Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45567-o Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 720

Québec, le 18 juillet 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la chasse et des pêcheries.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 729

Quebec, July 18, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNANT la chasse à la perdrix.

ATTENDU QUE la gélinotte à queue aiguë est encore rare;

ATTENDU QUE la population de perdrix grise et de perdrix de savane se maintient à un niveau tel qu'une saison de chasse est justifiée;

ATTENDU QUE pour la bonne administration, il y a lieu d'effectuer certains changements dans la saison de chasse à la perdrix;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la chasse à la gélinotte à queue aiguë soit prohibée en 1957;

QU'il soit défendu de chasser la perdrix grise et la perdrix de savane sauf du dernier samedi de septembre au quatrième dimanche de novembre, ces deux dates incluses, aux conditions suivantes: Personne ne pourra tuer ou capturer plus de cinq (5) perdrix par jour; personne ne pourra avoir en sa possession plus que la prise légale de trois (3) jours; personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession après le six (6) janvier suivant la saison de chasse précédente;

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 695, en date du 4 juillet 1956, concernant la gélinotte à queue aiguë et la perdrix grise et la perdrix de savane, soit abrogée.

CONCERNANT la mouffette.

ATTENDU QUE la mouffette est un prédateur qui cause beaucoup de dommage au cultivateur, en particulier dans les basses-cours;

ATTENDU QU'il y a lieu d'encourager, pour ces raisons, la chasse à ces prédateurs;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit permis de chasser la mouffette à l'année dans toute la province, sujet toutefois aux lois et aux règlements de chasse en vigueur dans cette province.

CONCERNANT la chasse au faisan.

ATTENDU QU'il se poursuit des expériences pour l'acclimatation des faisans dans les comtés de Lotbinière et de Mégantic;

ATTENDU QU'il y a lieu de défendre la chasse au faisan pour 1957 afin de laisser une chance à l'espèce de se reproduire;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus, de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser et de tuer le faisan durant l'année 1957, dans les Comtés de Lotbinière et de Mégantic et que pour les années subséquentes la chasse au faisan soit faite suivant les prescriptions de la partie de l'arrêté en conseil N° 847, en date du 3 août 1955, concernant la chasse au faisan.

CONCERNANT le chevreuil et l'orignal.

ATTENDU QUE le délai d'enregistrement d'un orignal ou d'un chevreuil tué dans la province est de huit (8) jours après la mort de l'animal;

CONCERNING the hunting of Partridge.

WHEREAS the Sharp-tailed Grouse is still scarce;

WHEREAS the population of Birch and Spruce Partridge maintains a level that justifies a hunting season;

WHEREAS that, for good administration, it has been deemed expedient to effectuate certain changes in the hunting season for Partridge;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the hunting of Sharp-tailed Grouse be prohibited during 1957;

THAT it be prohibited to hunt Birch and Spruce Partridge except from the last Saturday in September to the fourth Sunday in November, these two days inclusively, under the following conditions: No one may kill or capture more than five (5) partridges a day; no one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch; no one may have partridge in his possession after the sixth (6th) day of January, following the preceding hunting season;

THAT the part of Order in Council number 695, dated July 4, 1956, concerning the Sharp-tailed Grouse and Birch and Spruce Partridge, be repealed.

CONCERNING the Skunk.

WHEREAS the Skunk is a predator that causes a great deal of damage to the farmer, especially in poultry-yards;

WHEREAS it is deemed expedient to encourage, for these reasons, the hunting of these predators;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be permitted to hunt Skunk troughout the year in the whole of the Province subject, however, to the hunting laws and regulations in force in this Province.

CONCERNING the hunting of Pheasant.

WHEREAS experiments are being carried out on the acclimatization of Pheasants in the counties of Lotbinière and Megantic;

WHEREAS it is deemed expedient to prohibit the hunting of Pheasant for 1957 in order to allow the species to breed;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be prohibited to hunt, and to kill Pheasant during the year 1957, in the counties of Lotbinière and Megantic and that in subsequent years the hunting of Pheasant be done according to the prescriptions of Order in Council No. 847, dated August 3, 1955, concerning the hunting of Pheasant.

CONCERNING Deer and Moose.

WHEREAS the delay in registering a Moose or Deer killed in the Province is eight (8) days after the death of the animal;

ATTENDU QU'il y aurait lieu de fixer ce délai à quarante-huit (48) heures après la sortie du chasseur de la forêt;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

1° QUE toute personne qui aura tué un chevreuil ou un orignal sera tenue d'en faire rapport à un garde-chasse;

2° QUE ladite personne devra produire les cornes de tout orignal ou de tout chevreuil dans les zones où la femelle est protégée ou, simplement sur demande de l'officier qui procède à l'enregistrement;

3° Ces rapport et production de bois (cornes) devront se faire dans les quarante-huit (48) heures après la sortie du chasseur de la forêt;

QUE la partie de l'arrêté en conseil N° 448, en date du 28 avril 1949, concernant la chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou, ainsi que la partie de l'arrêté en conseil N° 777, en date du 28 juillet 1954, concernant l'orignal, le chevreuil et le caribou, soient abrogées.

CONCERNANT le chevreuil.

—

ATTENDU QUE les conditions biologiques du chevreuil ont changé considérablement dans la province ces dernières années;

ATTENDU QU'il y a lieu de reviser les règlements afin d'accorder au chevreuil la protection qu'il faut pour maintenir la population à un niveau raisonnable;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser ou tuer le chevreuil dans la province, sauf dans les sections suivantes:

1° Dans la section sud de Montréal, connue aussi sous le nom de Zone A, exceptions faites des comtés de Vaudreuil-Soulanges: Du deuxième samedi de novembre au premier dimanche de décembre, pour le mâle seulement;

2° Dans la section sud-est de Québec, connue aussi sous le nom de Zone B: Du deuxième samedi de novembre au premier dimanche de décembre;

3° Dans la section des Laurentides et de Gaspé, connue aussi sous le nom de Zone C: Du dernier samedi de septembre au quatrième dimanche de novembre;

De plus, sur les territoires de la Réserve Horton et du Club Tancrède, opérés par le gouvernement de la province, pour une saison additionnelle au tir à l'arc seulement; Durant les quatorze jours précédant le dernier samedi de septembre;

4° Dans la section ouest de la province, connue aussi sous le nom de Zone D: Du dernier samedi de septembre au troisième dimanche de novembre;

5° Dans l'Ile d'Anticosti: Du quinzième jour d'août d'une année au premier jour de février de l'année suivante.

QUE la partie de l'arrêté en conseil N° 695, en date du 4 juillet 1956, concernant la chasse au chevreuil dans les comtés de Vaudruil-Soulanges; la partie de l'arrêté en conseil N° 844, en date du 3 août 1955, concernant la chasse au chevreuil; la partie de l'arrêté en conseil N° 777, en date du 28 juillet 1954, concernant la chasse au chevreuil sur l'Ile d'Anticosti; la partie de l'arrêté en conseil

WHEREAS it is deemed expedient to fix this delay at forty-eight (48) hours after the hunter has left the forest;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT any person who has killed a deer or a moose shall report the fact to a game-warden;

2. THAT the said person shall produce the horns of any moose or of any deer within the zones where the female is protected or, simply upon the request of the officer in charge of the registration;

3. These reports, should be made, as well as the production of the horns, within the forty-eight (48) hours after the hunter has left the forest;

THAT the part of the Order in Council No. 448, dated April 28, 1949, concerning the hunting of moose, deer and caribou, as well as the part of the Order in Council No. 777, dated July 28, 1954, concerning moose, deer and caribou, be repealed.

CONCERNING Deer.

—

WHEREAS THAT the biological conditions of deer have considerably changed in the Province during these last years;

WHEREAS THAT it is deemed advisable to revise the regulations in or order to grant deer the necessary protection to maintain the population at a reasonable level;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be prohibited to hunt or kill deer in the Province, save in the following sections:

1. In the south section of Montreal, also known as Zone A, with the exception of the counties of Vaudreuil-Soulanges: From the second Saturday in November to the first Sunday in December, for the male only;

2. In the southeast section of Quebec, also known under the name of Zone B: From the second Saturday in November to the first Sunday in December;

3. In the section of the Laurentides and of Gaspé, also known under the name of Zone C: From the last Saturday in September to the fourth Sunday of November;

Moreover, on the territories of the Horton Reserve and of Tancrède Club, operated by the Government of the Province for an additional season for the bow and arrow only: During the fourteen days preceding the last Saturday of September;

4. In the west section of the Province, also known under the name of Zone D: From the last Saturday of September to the third Sunday of November;

5. On the Island of Anticosti: from the fifteenth day of August of a year to the first day of February of the following year.

THAT the part of the Order in Council No. 695, dated July 4, 1956, concerning the hunting of Deer in the counties of Vaudreuil-Soulanges; that part of the Order in Council No. 844, dated August 3, 1955, concerning the hunting of Deer; that part of the Order in Council No. 777, dated July 28, 1954, concerning the hunting of Deer on the Island of Anticosti; that part of the Order

N° 847, en date du 3 août 1955, concernant la chasse au chevreuil; la partie de l'arrêté en conseil N° 777, en date du 3 juin 1953, concernant la chasse au chevreuil; la partie de l'arrêté en conseil N° 1031, en date du 14 septembre 1949, concernant un amendement à l'arrêté ministériel N° 448, en date du 28 avril 1949; la partie de l'arrêté en conseil N° 448, en date du 28 avril 1949, concernant la défense de chasser la femelle du chevreuil dans la Zone B, soient abrogées; QUE l'arrêté en conseil N° 644, en date du 21 février 1946, soit amendé en conséquence.

L. DÉSILETS,
45484-o-x Greffier du Conseil Exécutif.

in Council No. 847, dated August 3, 1955, concerning the hunting of Deer; that part of the Order in Council No. 777, dated June 3, 1953, concerning the hunting Deer; that part of the Order in Council No. 1031, dated September 14, 1949, concerning an amendment to the Order in Council No. 448, dated April 28, 1949; that part of the Order in Council No. 448, dated April 28, 1949, concerning the defence of hunting the female of the deer in Zone B, be repealed; THAT Order in Council No. 644, dated February 21, 1946, be consequently amended.

L. DÉSILETS,
45484-x Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 767

Québec, le 12 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux chauffeurs de taxi dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le décret numéro 336 du 4 avril 1957, relatif aux chauffeurs de taxi dans l'Ile de Montréal, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

2° QUE la constitution et les règlements généraux de la Commission conjointe de l'industrie du taxi de Montréal, constituée pour surveiller et assurer l'observance dudit décret, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 417-A du 18 avril 1957, soient annulés et abrogés à toutes fins que de droit.

3° QUE le droit de prélèvement de ladite Commission conjointe, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 417-B du 18 avril 1957, soit également annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 767

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the taxi drivers in the region of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

1. THAT the decree No. 336 of April 4, 1957, relating to the taxi drivers in the Island of Montreal, be annulled and repealed for all purposes of the law.

2. THAT the constitution and general by-laws of the Joint Commission of the Taxi Industry of Montreal, formed for the administration of the said decree, approved by Order in Council No. 417-A of April 18, 1957, be annulled and repealed for all purposes of the law.

3. THAT the right to levy of the said Joint Commission, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 417-B of April 18, 1957, be also annulled and repealed for all purposes of the law.

(Document "A" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
45579-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 768

Québec, le 12 août 1957.
Present: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications au décret numéro 878 du 2 août 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 382-C et 894-B des 12 avril et 14 août 1951, 504-F du 7 mai 1952, 613-A du 20 mai 1953, 239-F du 2 mars 1955, 232-A du 14 mars 1956 et 215-A du 7 mars 1957, relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 768

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the glass industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 878 of August 2, 1950, amended by Orders in Council Nos. 382-C and 894-B of April 12 and August 14, 1951, 504-F of May 7, 1952, 613-A of May 20, 1953, 239-F of March 2, 1955, 232-A of March 14, 1956, and 215-A of March 7, 1957, relating to the glass industry in the region of Quebec;

ATTENDU QUE ledit avis a été donné dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 878, soit modifié comme suit:

1° L'article I est remplace par le suivant:

"I. *Juridiction territoriale:* Le décret s'applique aux cités de Québec, Lévis, et Sillery, aux villes de Québec-Ouest et Lauzon et aux districts électoraux de Portneuf, Québec, Montmorency, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Beauce et Lotbinière."

2° L'articel II est remplacé par le suivant:

"II. *Juridiction industrielle et professionnelle:* Le décret s'applique à tous les employeurs et salariés de l'industrie du verre. Entre autres, il s'applique aux biseauteurs, aux argenteurs, aux tailleurs, aux monteurs, aux polisseurs, aux expéditeurs, aux empaqueteurs, aux conducteurs de camion, aux hommes d'entrepôt et aux aides travaillant à la préparation, au posage, au montage, à l'installation de toute sorte de travaux ou surfaces en verre ou découlant des produits du verre, incluant en cela même, les structures ou charpentes nécessaires à l'installation ou au montage des surfaces de verre pour l'industrie de la construction ou l'industrie manufacturière, mais excluant le posage du verre à vitre dans les chassis par les peintres sur les chantiers de construction".

3° Le paragraphe "*h*" suivant est ajouté à l'article VI:

"*h*) Le salarié qui quitte son emploi ou est congédié avant le premier juin de chaque année, a droit à une indemnité de vacances calculée tel que prévu ci-haut, payable au moment de son départ, pour la période de travail accumulé depuis le premier juin précédent."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 878, be amended as follows:

1. Section I is replaced by the following:

"I. *Territorial jurisdiction:* The decree applies to the cities of Quebec, Levis and Sillery, to the towns of Quebec-West and Lauzon and to the electoral districts of Portneuf, Quebec, Montmorency, Bellechasse, Levis, Dorchester, Beauce and Lotbinière."

2. Section II is replaced by the following:

"II. *Industrial and professional juridiction:* The decree applies to each and every employer and employee of the glass industry. Without amiting the generality of the foregoing, it applies lo bevellers, silveers, cutters, setters, polishers, thippers, packers, truck drivers, warehouseman snd helpers working at the preparation, placing, setting, installation of all kinds of glass work or surfaces, or proceeding from glass products, comprising the structures or frames which are necessary for the installation or erection of glass surfaces for construction or manufacturing industry but not including the setting of window glass in the frames by painters on construction jobs."

3. The following subsection "*h*" is added to section VI:

"*h*) Employees who leave their employ or are dismissed before June 1 of each year are entitled to a vacation pay computed as above, payable at the time of their departure, for the period of work accumulated since the preceding June 1."

(Document "A" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
45579-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 768

Québec, le 12 août 1957.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, rendue obligatoire par le décret numéro 658 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 259-B et 623-B des 10 mars et 15 juin 1949, 515-B et 973-A des 3 mai et 30 août 1950, 487-D et 541-A des 2 et 30 mai 1951, 887-F et 1043-C des 28 août et 8 octobre 1952, 1157-A du 23 octobre 1953, 325-A du 1er avril 1954, 996 du 14 septembre 1955, 48-H, 503-H et 694-G des 18 janvier 9 mai et 4 juillet 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 768

Quebec, August 12, 1957.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties Drummond, Arthabaska and Nicolet, rendered obligatory by the decree number 658 of May 13, 1948, and amended by Orders in Council Nos. 259-B and 623-B of March 10 and June 15, 1949, 515-B and 973-A of May 3 and August 30, 1950, 487-D and 541-A of May 2 and 30, 1951, 887-F and 1043-C of August 28 and October 8, 1952, 1157-A of October 23, 1953, 325-A of April 1, 1954, 996 of September 14, 1955, 48-H 503-H et 694-G of January 18, May 9 and July 4, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in

Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 658, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires:* a) Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Métiers:	*Taux horaires Zones* I	II
Briqueteur, maçon, plâtrier	$1.75	$1.70
Charpentier-menuisier	1.55	1.50
Chauffeurs de bouilloires à vapeur	1.35	1.30
Chauffeurs de camions	1.20	1.10
Chauffeur de pelle mécanique	1.40	1.30
Entrepreneur travaillant comme électricien selon le sens de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (services personnels)	2.25	2.25
Compagnon électricien:		
1ère année	1.45	1.40
2ième année et plus	1.55	1.50
Entrepreneur en plomberie et chauffage travaillant comme plombier ou mécanicien en tuyauterie ou poseur d'appareils de chauffage ou de brûleurs à l'huile (services personnels)	2.25	2.25
Ferblantier ou travailleur de métal en feuille et couvreur	1.55	1.50
Finisseur de ciment	1.55	1.50
Foreur et préposé au sautage des mines	1.35	1.30
Forgeron	1.30	1.25
Gardien de nuit (semaine de soixante-dix (70) heures	0.75	0.70
Maçon (maçonnerie brute de solage)	1.65	1.60
Manœuvre	1.10	1.05
Journalier	1.10	1.05
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur: grues et malaxeurs	1.45	1.40
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage et de brûleurs à l'huile	1.55	1.50
Soudeur en tuyauterie	1.55	1.50
Compagnon junior — 1ère année.	1.35	1.30
Préposé aux machines fixes ou portatives à gazoline ou à l'électricité (grues)	1.30	1.25
Préposé aux malaxeurs	1.10	1.05
Préposé aux pelles mécaniques	1.45	1.40
Préposé aux tracteurs et compresseurs	1.35	1.30
Préposé aux ascenseurs	1.30	1.25
Peintre au pistolet	1.50	1.45
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble	1.60	1.55
Peintre tapissier	1.45	1.40
Préposé au polissage du terrazzo humide	1.35	1.30
Préposé au polissage du terrazzo à sec	1.60	1.55
Poseur de blocs	1.65	1.60
Poseur de marbre, terrazzo et tuile céramique	1.60	1.55

Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 22, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 658, be amended as follows:

1. Subsection "*a*" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates for the trades hereafter mentioned:

Trades:	*Hourly rates Zones* I	II
Bricklayer, mason, plasterer	$1.75	$1.70
Carpenter-joiner	1.55	1.50
Steam boiler fireman	1.35	1.30
Truck driver	1.20	1.10
Shovel operator	1.40	1.30
Contractor working as electrician under the terms of the Electricians and Electrical Installations Act (personal services)	2.25	2.25
Electrical journeyman:		
1st year	1.45	1.40
2nd year and thereafter	1.55	1.50
Plumbing and heating contractor working as plumber or pipe mechanic or steamfitter or oil burner mechanic (personal services)	2.25	2.25
Tinsmith or sheet metal worker and roofer	1.55	1.50
Cement finisher	1.55	1.50
Drill operator and blaster	1.35	1.30
Blacksmith	1.30	1.25
Night watchman (70-hour week)	0.75	0.70
Mason (rough foundation masonry)	1.65	1.60
Labourer	1.10	1.05
Common worker	1.10	1.05
Stationary or portable steam engineman: crane and miser	1.45	1.40
Pipe mechanic or steamfitter and oil burner mechanic	1.55	1.50
Pipe welder	1.55	1.50
Junior journeyman — 1st year	1.35	1.30
Stationary or portable machine operator — gasoline or electricity (cranes)	1.30	1.25
Mixer operator	1.10	1.05
Shovel operator	1.45	1.40
Tractor and compressor operator	1.35	1.30
Elevator operator	1.30	1.25
Spray painter	1.50	1.45
Painter: Outside work executed more than 45 feet high	1.60	1.55
Painter-paper hanger	1.45	1.40
Terrazzo polisher, wet	1.35	1.30
Terrazzo polisher, dry	1.60	1.55
Block layer	1.65	1.60
Marble, terrazzo and ceramic tile layer	1.60	1.55

Poseur de tuile, linoléum, asphalte ou caoutchouc et couvre-plancher	1.40	1.35
Sableur de plancher	1.30	1.25
Vitrier, poseur de lattes métalliques, poseur de-gyproc, poseur de liège.	1.25	1.20

Tout salarié de métier qui exécute temporairement le travail du finisseur de ciment, du poseur de bloc, du vitrier, du poseur de lattes métalliques, de gyproc ou de liège, poseur de tuile, linoléum, asphalte ou caoutchouc et couvre-plancher, doit recevoir le salaire fixé dans le décret pour son propre métier.

Dans le but d'atténuer le chômage saisonnier, les taux de salaire stipulés aux présentes seront diminués de cinq cents (.05) pendant les mois de janvier, février et mars 1958."

2° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Durée du travail:* La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6. p.m. les lundis, mardis, mercredis et jeudis, et entre 7.00 a.m. et 4.00 p.m. le vendredi.

Toutefois, le salarié qui n'a pas fait ses quarante-huit (48) heures dans la période décrite plus haut peut être appelé à travailler le vendredi de 4.00 p.m. à 6.00 p.m., et le samedi de 7.00 a.m. à midi au taux régulier."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures par semaine ou en dehors des heures normales de la journée, doit être rémunéré aux taux de salaire et demi."

4° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Travail les dimanches et jours de fêtes: a*) Le travail exécuté le dimanche, le Premier de l'An et le jour de Noël, ainsi que le Vendredi-Saint, le 24 juin, le 1er juillet et la fête du Travail, doit être rémunéré au taux de salaire double.

b) Le travail est permis les jours de fêtes de l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception à la condition que l'employé puisse assister à la messe de son choix et que les prescriptions de l'article VI du présent décret soient respectées.

c) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique."

5° Le paragraphe "*g*" de l'article X est remplacé par le suivant:

"*g*) Les taux minima de salaires des apprentis sont les suivants:

	Taux horaires Zones	
Métiers:	*I*	*II*
Briqueteur, maçon, plâtrier, poseur de blocs:		
1ère année	$0.90	$0.85
2ème année	1.00	0.95
3ème année	1.10	1.05
4ème année	1.35	1.30
Charpentier-menuisier:		
1ère année	0.90	0.85
2ème année	1.00	0.95
3ème année	1.10	1.05
4ème année	1.30	1.25
Électricien:		
1ère année	0.70	0.65
2ème année	0.85	0.80
3ème année	1.00	0.95
4ème année	1.15	1.10
Peintre-tapissier:		
1ère année	0.75	0.80
2ème année	0.95	0.90

Tile (linoleum, asphalt or tubber) and oilcloth layer	1.40	1.35
Floor polisher	1.30	1.25
Glazier, metal lather, gyproc layer, cork setter	1.25	1.20

Every skilled worker who does temporarily the work of the cement finisher, block layer, glazier, metal lather, gyproc or cork layer, tile layer, (linoleum, asphalt or rubber), and oilcloth layer shall be paid the rate established in the decree for his own trade.

For the purpose of palliating seasonal unemployment, the above wage rates shall be reduced by $0.05 during the months of January, February and March 1958."

2. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Duration of labour:* The weekly duration of work consists of forty-eight (48) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and between 7.00 a.m. and 4.00 p.m., on Friday.

However, employees who have not worked forty-eight (48) hours in the said period may be called upon to work on Friday from 4.00 p.m. to 6.00 p.m. and on Saturday from 7.00 a.m. to 12.00 (noon) at regular rates."

3. Subsection "*a*" of section VII is replaced by the following:

"VII. *Overtime: a*) All time worked in excess of forty-eight (48) hours per week or beyond the standard hours of the day shall be paid at the rate of time and one half."

4. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Work on Sundays and holiday: a*) All time worked on Sundays, New Year's Day, Christmas Day, Good Friday, June 24, July 1 and Labour Day shall be paid double time.

b) Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day may be worked on the condition that the employees may attend mass on everyone of the above holidays and that the provisions of section VI of the present decree be observed.

c) No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by discharge or suspension, directly or indirectly, a Catholic worker absent from work on a Catholic Day of Obligation."

5. Subsection "*g*" of section X is replaced by the following:

"*g*) The minimum rates of wages of apprentices shall be as follows:

	Hourly rates Zones	
Trades:	*I*	*II*
Bricklayer, mason, plasterer, block layer:		
1st year	$0.90	$0.85
2nd year	1.00	0.95
3rd year	1.10	1.05
4th year	1.35	1.30
Carpenter-joiner:		
1st year	0.90	0.85
2nd year	1.00	0.95
3rd year	1.10	1.05
4th year	1.30	1.25
Electrician:		
1st year	0.70	0.65
2nd year	0.85	0.80
3rd year	1.00	0.95
4th year	1.15	1.10
Painter, paper hanger:		
1st year	0.85	0.80
2nd year	0.95	0.90

3ème année	1.05	1.00
4ème année	1.25	1.20
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille et couvreur:		
1ère année	0.80	0.75
2ème année	0.90	0.85
3ème année	1.00	0.95
4ème année	1.15	1.10
Poseur de tuile d'asphalte ou de caoutchouc, de linoléum et de couvre-plancher:		
1ère année	0.85	0.80
2ème année	0.95	0.90
3ème année	1.05	1.00
4ème année	1.25	1.20
Poseur de marbre, de terrazzo, de tuile céramique, polisseur de marbre et de terrazzo:		
1ère année	1.10	1.05
2ème-année	1.15	1.10
3ème année	1.25	1.20"

6° L'article XV est remplacé par le suivant:

"XV. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1958. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire avant le 1er janvier de l'année 1958 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

45579-o

3rd year	1.05	1.00
4th year	1.25	1.20
Steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker and roofer:		
1st year	0.80	0.75
2nd year	0.90	0.85
3rd year	1.00	0.95
4th year	1.15	1.10
Asphalt or rubber tile, linoleum and oilcloth layer:		
1st year	0.85	0.80
2nd year	0.95	0.90
3rd year	1.05	1.00
4th year	1.25	1.20
Marble setter, terrazo and ceremic tile layer, marble and terrazzo polisher:		
1st year	1.10	1.05
2nd year	1.15	1.10
3rk year	1.25	1.20"

6. Section XV is replaced by the following:

"XV. *Duration of the decree:* The decree remains in force until the first of April 1958. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, before the first of January of the year 1958 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

45579-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DE CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 768

Québec, le 12 août 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 2347 du 27 juin 1944 et amendements, relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié comme suit:

Le nouveau paragraphe "c" dont le texte suit, est ajouté à l'article V de la section 5 dudit décret:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 768

Quebec, August 12, 1957.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Levis and a radius of fifty (50) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 2347 of June 27, 1944 and amendments, relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Levis and a radius of fifty (50) miles from their limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows:

The following new subsection "c" will be added to section V of part 5 of the said decree:

"c) Nonobstant les dispositions précédentes, les manufacturiers de flocons de patates ont le droit d'ograniser en équipes de travail leurs salariés visés par le paragraphe "c" de l'article IV, pourvu que la durée régulière de travail des salariés de chacune de ces équipes n'excède pas celle déterminée audit paragraphe pour la journée ou la semaine normale. L'aménagement des heures de travail peut se faire entre 12.01 a.m. le lundi et midi le samedi et au moins une demi-heure doit être accordée aux salariés pour prendre leur repas. Il n'y aura pas de travai le samedi après-midi.

Le taux pour travail supplémentaire n'est payable qu'en plus de la durée régulière déterminée à l'alinéa précédent. Cependant, une prime de 10% est payable aux salariés d'une équipe travaillant avant 7.00 a.m. ou parès 6.00 p.m. et dont la durée normale de travail ne devra pas être inférieure à quarante (40) heures par semaine."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

"c) Notwithstanding the foregoing provisions, the manufacturers of potato chips have the right to divide into work shifts their employees governed by subsection "c" of section IV providing the standard duration of work of the employees of each shift does not exceed that determined in the said subsection for the standard day or week. The distribution of working hours may be made between 12.01 a.m. Monday and 12.00 (noon) Saturday and a minimum of one half-hour shall be granted to employees for meals. There shall be no work on Saturday afternoon.

Overtime rate is payable only beyond the regular duration of work determined in the foregoing paragraph. However, a 10% premium shall be paid to employees of extra shifts working before 7.00 a.m. or after 6.00 p.m. whose standard duration of work shall not be less than forty (40) hours per week."

(Document "C" annexed to the Ordebe

L. DÉSILETS
45579-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DE CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 768

Québec, le 12 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 513 du 30 avril 1953, amendé par les arrêtés en conseil numéros 860-C et 1201-D des 23 juillet et 28 octobre 1953, 101-A du 10 février 1954, 388-D et 1183-G des 6 avril 1955 et 21 novembre 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 513, soit modifié comme suit:

L'article X est radié et remplacé par le suivant:

"X. *Taux spéciaux: a*) Nul salarié exécutant en entier ou en partie une ou plusieurs des opérations requises dans la confection des vêtements relevant de la juridiction du décret, tel qu'indiqué dans les cédules contenues dans ce décret, qu'il soit payé à l'heure ou à la pièce, ne doit recevoir moins que le taux de salaire minimum à l'heure mentionné dans lesdites cédules, excepté quand un salarié peut être classifié dans l'une ou l'autre des catégories spéciales suivantes:

1° Apprentis;
2° Promotion graduée;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 768

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boy's clothing industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 513 of April 30, 1953, amended by Orders in Council Nos. 860-C and 1201-D of July 23 and October 28, 1953, 101-A of Febrary 10, 1954, 388-D and 1183-G of April 6, 1955 and November 21, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 513, be amended as follows:

Section X is deleted and replaced by the following:

"X. *Special rates: a*) No employee engaged in any of the operations or parts thereof, required in the process of manufacturing cloting subject to the jurisdiction of the decree, as provided for in the shcedules of the said decree, whether paid on an hourly or piece work basis, shall receive less than the hourly minimum wages hereinbefore provided in the said schedules, except when an employee may be classified in any one of the following special categories:

1. Apprentices;
2. Gradual promotion;

3° Permis spéciaux,
tel que ci-après défini.

b) Apprentis: Pour les fins de ce décret, un apprenti est un salarié qui apprend son métier ou son opération mais qui n'a pas encore atteint la compétence d'un salarié qualifié.

Les enleveurs de faufilures ne sont pas considérés comme des apprentis.

Examen des apprentis: Tous les apprentis, à l'exception des apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures, doivent à des intervalles de trois (3) mois, être examinés par le Comité conjoint ou ses agents dûment autorisés à cette fin qui déterminent un taux de salaire pour chacun des apprentis. En déterminant le nouveau taux, les agents du Comité conjoint doivent se baser sur:

i. Le taux à l'heure fixé pour ladite opération, tel qu'indiqué dans les cédules;
ii. L'habilité;
iii. La production.

Le nomvre des apprentis par rapport à celui des salariés qualifiés est limité comme suit:

Zone I: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne doit pas excéder 7½% du nombre total des salariés assujettis au décret.

Exceptions: a) Un manufacturier de vêtements d'enfants et de fillettes dont la production nécessite l'emploi de salariés additionnels mais qui est incapable de se procurer la main-doeuvre qualifiée aux taux établis, peut demander au Comité conjoint ou à ses agents dûment autorisés à cette fin, un permis spécial l'autorisant à augmenter le nombre de ses apprentis. Cette requête peut être agréée pourvu que le nombre additionnel d'apprentis n'excède pas 5% du nombre total de salariés assujettis au décret dans l'établissement de cet employeur.

b) Dans un atelier ou département ou des pantalons non-assortis, tels que définis à l'article I de ce décret, sont confectionnés, le nombre d'apprentis ne doit pas excéder 12½% du nombre total des salariés assujettis à ce décret dans l'atelier ou le département.

Zone II: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne dois pas excéder 20% du nombre total des salariés assujettis au décret.

Zone III: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne doit pas excéder 25% du nombre total des salariés assujettis au décret.

Apprentis additionnels: Zones II et III: Un employeur dont la production nécessite l'emplo de salariés additionnels mais qui est incapable dei se procurer de la main-d'œuvre qualifiée aux taux établis, peut demander au Comité conjoint ou à ses agents dûment autorisés à cette fin, un permis spécial l'autorisant à augmenter le nombre de ses apprentis. Cette requête peut être agréée pourvu que le nombre additionnel d'apprentis n'excède pas 10% du nombre total des salariés assujettis au décret dans l'établissement de cet employeur.

Dans un établissement employant un pourcentage d'apprentis supérieur à celui mentionné plus haut, l'employeur doit, dans un période à être déterminée par le Comité conjoint ou ses représentants autorisés, pourvoir à la promotion de ses apprentis en vue d'en réduire le nombre conformément aux dispositions ci-dessus spécifiant la proportion d'apprentis par rapport au nombre total des salariés assujettis au décret.

c) Promotion graduée: Cette catégorie comprend tout salarié promu dans l'établissement où il est employé à l'exécution d'une opération exigeant un taux de salaire plus élevé que celui de la catégorie de laquelle il est promu.

3. Special permits,
as hereinafter defined.

b) Apprentices: For the purposes of this decree, an apprentice is one who is learning his trade or carft but who has not attained the proficiency of a skilled worker.

Basting pullers shall not be considered as apprentices.

Examination of apprentices: Every apprentice, except apprentice choppers and trimmers shall, at intervals of three months, be examined by the Joint Committee or its agents duly authorized therfor, who shall determine the rate of wages for the said apprentice. In determining the new rate, the agents of the Joint Committee shall be guided by the following:

i. Hourly rate for such operation as indicated in the schedules;
ii. Skill;
iii. Productivity.

The number of apprentices in relation to that of qualified workers is limited as follows:

Zone I: The number of apprentices in a factory shall not exceed 7½% of the total of its employees governed by this decree.

Exceptions: a) Any manufacturer of Children's and Girls' Clothing, whose production necessitates the employment of additional workers but who is unable to obtain sufficent qualified workers at the rates specified, may apply for a special permit to the Joint Committee or its agent duly authorized for that purposes, whereby the said employer may be allowed to increase the number of his apprentices. Such permit may be granted provided that the additional number of apprentices employed does not exceed 5% of the total number of employees governed by this decree in the factory of such employer.

b) In an establishment or department where Odd Pants, as defined in Section I of the present decree, are manufactured, the number of apprentices shall not exceed 12½% of the total number of employees governed by this decree in the establishment or department.

Zone II: The number of apprentices in a factory shall not exceed 20% of the total of its employees governed by this decree.

Zone III: The number of apprentices in a factory shall not exceed 25% of the total of its employees governed by this decree.

Additional apprentices: Zones II and III: Any employer whose production necessitates the employment of additional employees but who is unable to obtain sufficient qualified workers, at the rates specified, may apply for a special permit to the Joint Committee or its agent duly authorized for that purpose, whereby the said employer may be allowed to increase the number of his apprentices. Such permit may be granted provided that the additional number of apprentices employed does not exceed 10% of the total number of employees governed by this decree in the factory of such employer.

In an establishment where a higher percentage of apprentices is employed in accordance with the foregoing provision, the employer, within a period to be determined by the Joint Committee or its authorized representatives, shall provide for the promotion of his apprentices with a view to reducing their number to comply with the regulations hereinabove provided for governing the ratio of apprentices to the total number of employees governed by this decree.

c) Gradual promotion: This category shall include any employee who is promoted within the establishment where he is employed to perform an operation calling for a rate of wages higher than that of the operation from which he is being promoted.

Pendant les trois (3) premiers mois de son entraînement, le salarié a droit à un taux de salaire qui ne doit pas être inférieur au taux minimum de l'opération précédente. Après un entrainement de trois (3) mois à l'exécution de la nouvelle opération, et à la fin de chaque période successive de trois (3) mois jusqu'à ce qu'il ait atteint son minimum, le dit salarié est examiné par le Comité conjoint ou ses agents dûment autorisés à cette fin qui déterminent sont aux de salaire. En déterminant le nouveau taux, les agents du Comité conjoint doivent se baser sur:

i. Le taux à l'heure fixé pour ladite opération, tel qu'indiqué dans les cédules;

ii. L'habilité;

iii. La production.

cc) Crédits aux diplômés des écoles spécialisées: Les diplômés qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé, doivent recevoir un crédit d'apprentissage proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens, et ce dans tous les métiers ou fonctions régis par le présent décret.

d) Permis spéciaux: Le Comité conjoint ou ses représentants dûment autorisés peuvent émettre des permis spéciaux aux salariés dont la production est inférieure à la production moyenne de l'ouvrier qualifié exécutant le même travail ou un travail semblable, dû à leur âge avancé ou à cause d'aptitudes physiques ou mentales restreintes.

Tout employeur qui est convaincu qu'un salarié tombe dans cette catégorie et qui désire la fixation d'un taux spécial pour ce salarié peut demander, par écrit, au Comité conjoint l'émission d'un permis spécial.

Sur réception de cette demande, le Comité conjoint fait enquête et si le salarié tombe dans la catégorie ci-dessus, le Comité conjoint fixe un taux spécial pour ledit salarié et avise de sa décision et l'employeur et le salarié.

L'une ou l'autre des parties qui se croit lésée par la décision du Comité conjoint à droit à un appel pourvu que demande en soit faite par écrit au Comité conjoint dans les sept (7) jours suivant la réception de la décision.

Cette décision du Comité conjoint, après l'appel, est finale.

Tout taux spécial ainsi fixé est revisé chaque année après sa fixation mais ledit taux peut être modifié par le Comité conjoint n'importe quand si les circontances qui ont motive la fixation de ce taux sont changées."

(Document "E" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

45579-o

During the first three months of training, the employee shall be paid a rate of wages not lower than the minimum rate of the operation from which he has been promoted. After a period of three months in the new operation and every three months threreafter, until he has attained his full minimum, the said employee shall be examined by the Joint Committee or its agents duly authorized therefor who shall determine the rate of wages for the said employee. In determining the new rate, the agents of the Joint Committee shall be guided by the following:

i. Hourly rate for such operation as indicated in the schedules;

ii. Skill;

iii. Productivity.

cc) Credit to apprentices certificated by specialized schools: All apprentices certificated by a school regulated by the Specialized Schools Act shall receive an apprenticeship credit in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations; this clause applies to all trades or occupations governed by the present decree.

d) Special permits: The Joint Committee or its duly authorized representatives may issue special permits to employees whose productivity is below that of the average skilled worker performing the same or similar work, because of their advanced age or because of any physical or mental impairment.

Any employer feeling that any employee comes within this category and desiring to have a special rate fixed for said employee, may apply to the Joint Committee, in writting, for the issuance of a special permit.

Upon receipt of such application, the Joint Committee shall make a special investigation and, if the employee comes within the scope of the foregoing definition, the Joint Committee shall fix a special rate for said employee and notify both the employer and the employee of its decision.

Either party, feeling aggrieved by the decision of the Joint Committee, shall have the right to a hearing, provided that he applies to the Joint Committee for such hearing, in writing, within seven days from the receipt of the decision of the Joint Committee.

The decision of the Joint Committee on the hearing shall be final and conclusive.

Any special rate so fixed shall eb reviewed at the expiration of each year from the date of its fixation, but such rate may be varied at any time by the Joint Committee, should the circumstances which existed at the time of fixation change."

(Document "E" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

45579-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 769

Québec, le 12 août 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "I"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 769

Quebec, August 12, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "I"

CONCERNING amendments of the decree relating to the metal trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1390-C du 21 octobre 1948, 883-A et 1197-B des 11 août et 27 octobre 1949, 1904-A du 4 octobre 1950, 93-D et 894-D des 25 janvier et 14 août 1951, 139-B et 503-B des 27 février et 7 mai 1952, 448-A, 860-B et 1157-D des 16 avril, 23 juillet et 23 octobre 1953, 775-C et 1151-F des 28 juillet et 18 novembre 1954, 280-B du 17 mars 1955, 65-G et 1081-J des 25 janvier et 24 octobre 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquences, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "*b*" de l'article II, l'alinéa intitulé "Taux minima de salaires" est biffé et remplacé par le suivant:

"*Taux minima de salaires:* Pour les fins de la présente disposition, les taux horaires minima suivants doivent être payés:

Chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	$1.82
Aide chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	1.37

Les taux de salaires payés aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux chaudronniers, monteurs et mécaniciens comme suit:

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

Les taux de salaires ci-haut mentionnés seront augmentés de $0.08 à compter du 10 juillet 1958.

Le prorata des apprentis est de un (1) pour cinq (5) compagnons."

2° Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"IV. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Zones		
a) Compagnons:	*I*	*II*	*III*
Outilleur	$1.71	$1.64	$1.61
Traceur en mécanique	1.61	1.54	1.51
Traceur en structure	1.41	1.34	1.31
Soudeur général	1.51	1.44	1.41
Soudeur à l'acétylène, électricité	1.46	1.39	1.36
Machiniste général	1.51	1.44	1.41
Mécanicien en métal en feuille	1.46	1.39	1.36
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc.	1.46	1.39	1.36
Mécanicien de marine	1.46	1.39	1.36
Mécanicien ajusteur	1.46	1.39	1.36
Chaudronnier	1.46	1.39	1.36
Mécanicien en tuyauterie	1.46	1.39	1.36
Trempeur	1.46	1.39	1.36
Menuisier d'atelier, mécanique	1.41	1.34	1.31
Forgeron	1.41	1.34	1.31
Découpeur	1.41	1.34	1.31

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 24, 1948, amended by Orders in Council numbers 1390-C of October 21, 1948, 883-A and 1197-B of August 11 and October 27, 1949, 1094-A of October 4, 1950, 93-D and 894-D of January 25 and August 14, 1951, 139-B and 503-B of February 27 and May 7, 1952, 448-A, 860-B and 1157-D of April 16, July 23 and October 23, 1953, 775-C and 1151-F of July 28 and November 18, 1954, 280-B of March 17, 1955, 65-G and 1081-J of January 25, and October 24, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1957;

WHEREAS the objections made have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. In subsection "*b*" of section II, the paragraph entitled "Minimum wage rates" is deleted and replaced by the following:

"*Minimum wage rates:* For the purposes of the present provisions, the minimum hourly rates shall be as follows:

Construction boiler-maker, erector, steam generator mechanic and welder	$1.82
Construction boiler-maker's, erector's, steam generator mechanic's and welder's helper	1.37

Wage rates paid to apprentices are established according to the percentage of the legal minimum wages paid to boiler-makers, erectors and mechanics, as follows:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

The above wage rates will be increased by $0.08 from July 10, 1958.

The ratio of the number of apprentices to that of journeymen shall be one (1) to five (5)".

2. Subsections "*a*" and "*b*" of section IV are replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
a) Journeymen:	*I*	*II*	*III*
Toolmaker	$1.71	$1.64	$1.61
Mechanical tracer	1.61	1.54	1.51
Structural tracer	1.41	1.34	1.31
General welder	1.51	1.44	1.41
Acetylene or electric arc welder	1.46	1.39	1.36
General machinist	1.51	1.44	1.41
Sheet metal mechanic	1.46	1.39	1.36
Lathe, miller, etc. machinist	1.46	1.39	1.36
Marine mechanic	1.46	1.39	1.36
Fitter mechanic	1.46	1.39	1.36
Boiler-maker	1.46	1.39	1.36
Pipe mechanic	1.46	1.39	1.36
Temperer	1.46	1.39	1.36
Machine shop joiner	1.41	1.34	1.31
Blacksmith	1.41	1.34	1.31
Cutter	1.41	1.34	1.31

Assembleur:			
1ère année, 1er semestre	0.73	0.70	0.68
1ère année, 2e semestre	0.81	0.78	0.75
2ème année	0.92	0.88	0.85
3ème année	1.02	0.98	0.95
4ème année	1.12	1.08	1.05
5ème année	1.22	1.18	1.15
Préposé aux machines:			
1ère année, 1er semestre	0.73	0.70	0.68
1ère année, 2è semestre	0.83	0.78	0.76
2ème année	0.89	0.85	0.82
3ème année	0.99	0.95	0.92
4ème année	1.09	1.05	1.02
5ème année	1.22	1.18	1.15
Magasinier en charge	1.31	1.25	1.22
Magasinier	1.26	1.20	1.17
Vérificateur	1.12	1.08	1.06
Expéditeur	1.12	1.08	1.06
Camionneur	1.17	1.13	1.09
Aide	1.12	1.08	1.06
Journalier	1.07	1.03	1.01
b) Apprentis: tous les métiers:			
1ère année	0.73	0.70	0.68
2ème année	0.79	0.75	0.73
3ème année	0.89	0.85	0.83
4ème année	0.99	0.95	0.93"

3° Le paragraphe "*i*" suivant est ajouté à l'article IV:

"*i*) L'échelle des salaires apparaissant aux paragraphes "*a*" et "*b*" sera augmentée de $0.08 pour les zones I, II et III, à compter du 10 juillet 1958".

4° L'alinéa "*v*" du paragraphe "*a*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*v*) Tout établissement doit chômer et payer au taux régulier à ses employés les fêtes suivantes: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël, et à partir du 10 juillet 1958, la fête de l'Ascension."

5° L'article XI est modifié en remplaçant les mots "Le décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1953" par "Le décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1959".

(Document "I" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

Assembler:			
1st year, 1st six months	0.73	0.70	0.68
1st year, 2nd six months	0.81	0.78	0.75
2nd year	0.92	0.88	0.85
3rd year	1.02	0.98	0.95
4th year	1.12	1.08	1.05
5th year	1.22	1.18	1.15
Machine operator:			
1st year, 1st six months	0.73	0.70	0.68
1st year, 2nd six months	0.83	0.78	0.76
2nd year	0.89	0.85	0.82
3rd year	0.99	0.95	0.92
4th year	1.09	1.05	1.02
5th year	1.22	1.18	1.15
Storeman in charge	1.31	1.25	1.22
Storeman	1.26	1.20	1.17
Checker	1.12	1.08	1.06
Shipper	1.12	1.08	1.06
Truck driver	1.17	1.13	1.09
Helper	1.12	1.08	1.06
Labourer	1.07	1.03	1.01
b) Apprentices: all trades:			
1st year	0.73	0.70	0.68
2nd year	0.79	0.75	0.73
3rd year	0.89	0.85	0.83
4th year	0.99	0.95	0.93"

3. The following subsection "*i*" is added to section IV:

"*i*) The wage rates appearing in subsections "*a*" and "*b*" will be increased by $0.08 for zones I, II and II, from July 10, 1958."

4. Paragraph "*v*" of subsection "*a*" of section V is replaced by the following:

"*v*) Every establishment must close on the following holidays and pay straight time to its employees: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day, and Christmas Day and, from July 10, 1958, Ascension Day."

5. Section XI is amended by replacing the words "The decree remains in force until July 10, 1953" by "The decree remains in force until July 10, 1959".

(Document "I" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
45579-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 769

Québec, le 12 août 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "H"

CONCERNANT une correction au décret relatif à la fabrication des cercueils dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section "G" de l'arrêté en conseil numéro 695 du 10 juillet 1957 ayant modifié le décret numéro 101 du 31 janvier 1957, relatif à la fabrication des cercueils dans la province, soit corrigée en radiant les mots "par rapport au taux du décret" apparaissant à la fin du paragraphe "*b*" de l'article V (Amendement numéro 2°).

(Document "H" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 769

Quebec, August 12, 1957.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "H"

CONCERNING a correction of the decree relating to the manufacturing of caskets in the Province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT part "G" of Order in Council number 695 of July 10, 1957, which amended the decree number 101 of January 31, 1957, relating to the manufacturing of caskets in the Province, be corrected by deleting the words "based on the rates of the decree" mentioned at the end of subsection "*b*" of section V (amendment number 2.).

(Document "H" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
45579-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 767

Québec, le 12 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec, Lévis et la ville de Lauzon.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des 14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950, 735-C du 21 juillet 1951, 1396-B du 13 décembre 1951, 556-B du 14 mai 1952, 886-G du 30 juillet 1953, 628-A du 17 juin 1954 et 1207-A du 23 novembre 1955, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*b*" et "*e*" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"*b*) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret est d'au plus quarante-cinq (45) heures, réparties de la façon suivante:

1° Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 5.30 p.m.;

2° Les vendredi et veilles de fêtes: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

3° Du 15 juin au 15 septembre de chaque année, la semaine régulière de travail se termine à midi le samedi.

Toutefois, le sous-paragraphe 3 du paragraphe "*b*" du présent article ne s'applique pas dans les établissements de quincaillerie, ferronnerie et peinture de cinq (5) employés et moins.

Tout employé a droit à une heure et demie (1½) pour prendre ses repas.

En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente dans un établissement régi par le présent décret."

"*e*) Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de fêtes chômés où les magasins sont fermés, soit: les dimanches, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 767

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware and paint trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, and amended by Orders 4200 and 4252 of November 28 and December 1, 1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27, 1949, 915-A of August 9, 1950, 735-C of July 21, 1951, 1396 B of December 13, 1951, 556-B of May 14, 1952, 886 G of July 30, 1953, 628-A of June 17, 1954, and 1207-A of November 23, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1957;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. Subsections "*b*" and "*e*" of section III are replaced by the following:

"*b*) The standard work week in the establishments governed by the present shall not exceed forty-five (45) hours, distributed as follows:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 5.30 p.m.;

2. On Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

3. From June 15 to September 15 of each year, the standard work week shall end at 12.00 (noon) on Saturday.

However, paragraph 3 of subsection "*b*" of the present section does not apply in the hardware and paint stores having but five (5) or less than five (5) employees.

Every employee is entitled to one and a half (1½) hours for his meals.

Outside the hours mentioned above, an employee shall not work and an employer or professional employer shall not cause an employee to work at the sale of merchandise in an establishment governed by the present decree."

"*e*) Every regular employee shall be remunerated for the following days on which stores are closed, namely: Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day,

L'Immaculée Conception et le jour de Noël, le Vendredi-Saint à partir de midi jusqu'à 6.00 p.m., la fête de la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail et le lendemain du Premier de l'An; cependant, lorsque le lendemain du premier de l'An est un dimanche, le jour suivant doit être un jour chômé et rémunéré aux termes du présent décret."

2° Le 4ème alinéa du paragraphe "*i*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"La deuxième semaine de vacances pour les employés qui y ont droit doit être donnée dans l'année commençant le 1er juin après que le droit aux vacances a été acquis, pourvu que l'employé soit avisé au moins trente (30) jours à l'avance de la date à laquelle il pourra prendre cette semaine de vacances. Cette deuxième semaine de vacances peut aussi être donnée en sept (7) jours de travail non consécutifs, au choix de l'employeur."

3° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*i*" de l'article III:

"Toutes rémunérations, en plus du salaire régulier, soit à titre de bonus, commissions ou autres, ne peuvent être considérées en compensation des vacances auxquelles les employés ont droit."

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*l*" de l'article III:

"Toutefois, si les quatre (4) fêtes de l'Épiphanie, de l'Ascension, de la Toussaint et de l'Immaculée-Conception cessaient d'être chômées dans le commerce et l'industrie en général à Québec, les parties pourront s'entendre pour les porter à d'autres jours."

5° Les pragraphes "*a*", "*b*", "*c*", "*f*", "*g*", "*i*", "*k*", "*l*", "*m*" et "*p*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

	par semaine
"*a*) 1° Gérant	$69.00
2° Chef comptable	62.50
3° Premier commis à la vente	62.50
4° Premier commis à la réception et à l'expédition	59.00
5° Premier commis aux commandes	59.00
b) Livreur	51.15
c) Aide-livreur (moins de 21 ans)	31.65
Aide-livreur (21 ans et plus)	38.65
f) Personnel masculin de bureau (Teneur de livres) 9ème année	59.00
g) Commis à la vente et aux écritures de commandes, 9ème année	59.00
i) Commis aux commandes, à la réception et à l'expédition, 9ème année	54.50
k) Commis supplémentaire (*heure*)	1.00
l) Commis surnuméraire (*heure*)	0.70

	par semaine
m) Personnel féminin de bureau:	
Durant 1ère année	$22.00
Durant 2ème année	26.50
Durant 3ème année	31.50
Durant 4ème année	35.00
Durant 5ème année	37.00
p) Employé d'ouvrage général:	
Employé senior:	
moins de 25 ans	44.00
25 ans et plus	50.00"

6° Les paragraphes "*ff*", "*gg*" et "*ii*" suivants sont ajoutés à l'article IV:

"*ff*) Le personnel masculin de bureau ayant complété sa 8ème année d'expérience et étant classé dans le 2ème 50%, doit recevoir le salaire de $54.00 par semaine jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans le 1er 50%."

Immaculate Conception Day and Christmas Day, Good Friday from 12.00 (noon) until 6.00 p.m., St. Jean Baptiste Day, July 1 (Confederation), Labour Day and the day after New Year's Day; However, when the day after New Year's Day falls on Sunday, the following day shall be kept as a holiday with pay under the terms of the present decree."

2. The 4th paragraph of subsection "*i*" of section III is replaced by the following:

"The second week of vacation, for employees entitled to it, shall be given in the year beginning on June 1 after the right to the vacation has been acquired, providing the employee has been notified thirty (30) days in advance of the date on which he may take such week of vacation. This second week of vacation may also be given in seven (7) non consecutive working days, at the option of the employer."

3. The following paragraph is added to subsection "*i*" of section III:

"Any remuneration in excess of the regular wages, whether in the form of bonuses, commissions, etc. cannot be considered as a compensation for the vacation to which employees are entitled."

4. The following paragraph is added to subsection "*l*" of section III:

"However, should the four (4) religious holidays of Epiphany, Ascension, All Saints Day and Immaculate-Conception Day cease to be observed in the commerce and industry in general, in Quebec, the parties may agree upon other holidays in their place."

5. Subsections "*a*", "*b*", "*c*", "*f*", "*g*", "*i*", "*k*", "*l*", "*m*" and "*p*" of section IV are replaced by the following:

	per week
"*a*) 1. Manager	$69.00
2. Chief accountant	62.50
3. Head sales clerk	62.50
4. Head receiving and shipping clerk	59.00
5. Head order clerk	59.00
b) Delivery man	51.15
c) Delivery man's helper (under 21 years of age)	31.65
Delivery man's helper (21 years of age or older)	38.65
f) Male office employee (bookkeeper) 9th year	59.00
g) Sale and order clerk, 9th year	59.00
i) Order, receiving and shipping clerk, 9th year	54.50
k) Extra clerk (*per hour*)	1.00
l) Supernumerary clerk (*per hour*)	0.70

	per week
m) Female office employee:	
During 1st year	$22.00
During 2nd year	26.50
During 3rd year	31.50
During 4th year	35.00
During 5th year	37.00
p) General hand:	
Senior employee:	
under 25 years of age	44.00
25 years of age or older	50.00"

6. The following subsections "*ff*", "*gg*" and "*ii*" are addee to section IV:

"*ff*) Male office employees having completed their 8th year of experience and being classified in the 2nd 50% shall receive $54.00 per week until a vacancy occurs in the 1st 50%."

"*gg*) Les commis à la vente et aux écritures de commandes ayant complété leur 8ème année d'expérience et étant classés dans le 2ème 50%, recevront le salaire de $53.00 par semaine jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans le 1er 50%."

"*ii*) Les commis aux commandes, à la réception et à l'expédition ayant complété leur 8ème année d'expérience et étant classés dans le 2ème 50% recevront le salaire de $50.00 par semaine jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans le 1er 50%."

7° Le paragraphe "*r*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*r*) L'employé exécutant plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du décret doit recevoir, au prorata du temps affecté à chaque charge ou fonction, le salaire établi pour chacune d'elles.

Toutefois, cet article ne s'applique pas aux charges ou fonctions temporaires, lors de vacances ou brève maladie."

8° Les alinéas "i" et "ii" du pragraphe "*t*" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"i. En plus de la semaine régulière de chaque établissement et jusqu'à quarante-cinq (45) heures: salaire régulier."

"ii. Après quarante-cinq (45) heures: salaire et demi."

9° Les taux de salaires pour chacune des classifications suivantes mentionnées au paragraphe 7 de l'article VI-B, sont remplacés par les suivants:

Occupation:	*par semaine*
"*a*) 1° Gérant	$69.50
2° Chef comptable	62.00
3° Premier commis à la vente	62.00
4° Premier commis d'entrepôt:	
1ère année	50.50
2ème année	55.50
b) Livreur	50.65
c) Aide-livreur (moins de 21 ans)	30.65
Aide-livreur (21 ans et plus)	39.65
f) Personnel masculin de bureau (Teneurs de livres), 8ème année	57.50
hh) Employés d'entrepôt: 1ère et 2ème années	40.15
Après deux ans d'expérience	46.65
	l'heure
l) Employé temporaire	1.00
	par semaine
m) Personnel féminin de bureau durant la 5ème année	36.50"

10° Le paragraphe "*ff*" suivant est ajouté à l'article VI-B:

"*ff*) Le personnel masculin de bureau ayant complété sa 7ème année d'expérience et étant classé dans le 2ème 50% doit recevoir le salaire de $52.00 par semaine jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans le 1er 50%."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
45579-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DE CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 768

Québec, le 12 août 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

"*gg*) Sales clerks having completed their 8th year of experience and being classified in the 2nd 50% shall receive $53.00 per week until a vacancy occurs in the 1st 50%."

"*ii*) Orders, receiving and shipping clerks having completed their 8th year of experience and being classified in the 2nd 50% shall receive $50.00 per week until a vacancy occurs in the 1st 50%."

7. Subsection "*r*" of section IV is replaced by the following:

"*r*) Employees whose work belongs to more than one function or charge regulated by the decree shall be remunerated according to the rates set for the functions concerned for all hours so worked.

However, the above provision does not apply to temporary functions or occupations at the time of vacation or brief illness."

8. Paragraphs "i" and "ii" of subsection "*t*" of section IV are replaced by the following:

"i. Beyond the standard work week of each establishment up to forty-five (45) hours: straight time."

"ii. After forty-five (45) hours: time and one half."

9. The wage rates for the following classifications of employment mentioned in subsection 7 of section VI-B are replaced by the following:

Occupation:	*per week*
"*a*) 1. Manager	$69.50
2. Chief accountant	62.00
3. Head sales clerk	62.00
4. Head warehouse-clerk:	
1st year	50.50
2nd year	55.50
b) Delivery man	50.65
c) Delivery man's helper (under 21 years of age)	30.65
21 or over	39.65
f) Male office employee (bookkeeper) 8th year	57.50
hh) Warehousemen: 1st and 2nd years	40.15
after 2 years	46.65
	per hour
l) Temporary employee	$ 1.00
	per week
m) Female office employee 5th year	36.50"

10. A subsection *ff*) is added to section VI-B as follows:

"*ff*) Male office employees having completed their 7th year of experience and being classified in the 2nd 50% shall receive $52.00 per week until a vacancy occurs in the 1st 50%."

(Document "B" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
45579-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 768

Quebec, August 12, 1957.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 sepetmbre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 octobre 1951, 71-C, 387-C et 788-D des 31 janvier, 9 avril et 23 juillet 1952, 374-E et 759-C des 26 mars et 30 juin 1953, 799-A du 5 août 1954, 760-H, 996, 997-E et 1206-J des 13 juillet, 14 septembre et 23 novembre 1955, 48-H et 654-C des 18 janvier et 27 juin 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE le Ministre du Travail a également donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE les avis requis par la Loi à ce sujet ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 15 et 29 juin 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaries:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Métiers:	*Salaires horaires* Terrebonne	Labelle
Briqueteur	$1.75	$1.60
Charpentier-menuisier	1.65	1.50
Charpentier-menuisier junior	1.55	
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ème classe	1.10	1.00
Chauffeur de camion (construction)	1.10	1.10
Chauffeur (construction)	1.10	1.00
Conducteur d'attelage, simple ou double	1.10	1.00
Conducteur de bélier mécanique	1.20	1.10
Conducteur de niveleuse	1.20	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.20	1.10
Conducteur de tracteur	1.10	1.00
Couvreur amiante, ardoise, tuile et composition	1.15	1.10
Entrepreneur électricien travaillant lui-même ou faisant office de contremaître	1.88	2.25
Électricien, compagnon	1.50	1.35
Ferblantier-couvreur	1.25	1.20
Finisseur de ciment	1.15	1.10
Finisseur de plancher (boutique ou chantier)	1.10	1.10
Finisseur de plancher (gratté à la main ou à la machine)	1.10	1.10
Finisseur de plancher en mastic	1.10	1.10
Foreur et dynamiteur	1.15	1.10
Forgeron	1.15	1.10
Aide-forgeron	1.10	1.00
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures.)	1.10	1.00

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory to the decree number 657 of May 13, 1948, amended by Orders in Council numbers 971-E of June 30, 1948, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D 973-A and 1177-B of February 22, August 9 and 30 and October 26, 1950, 926-H and 1228-E of August 22 and October 31, 1951, 71-C, 387-C and 788-D of January 31, April 9 and July 23, 1952, 374-E and 759-C of March 26 and June 30, 1953, 799-A of August 5, 1954, 760-H, 996, 997-E and 1206-J of July 13, September 14 and November 23, 1955, 48-H and 654-C of January 18, and June 27, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendments to the said decree;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments ot the said decree;

WHEREAS the notices required by the Act have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of June 15 and 29, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1° Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The following shall be the minimum wage rates for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades:	*Ratse per hour* Terrebonne	Labelle
Bricklayer	$1.75	$1.60
Carpenter-joiner	1.65	1.50
Junior carpenter-joiner	1.55	
Boiler fireman required to hold 4th class certificate	1.10	1.00
Truck driver (construction)	1.10	1.10
Fireman (construction)	1.10	1.00
Horse driver, single or team	1.10	1.00
Bulldozer operator	1.20	1.10
Grader operator	1.20	1.10
Roller operator (steam or gazoline)	1.20	1.10
Tractor operator	1.10	1.00
Roofer, asbestors, slate, tile and composition	1.15	1.10
Electrical contractor working himself or in the capacity of foreman	1.88	2.25
Electrician, journeyman	1.50	1.35
Tinsmith-roofer	1.25	1.20
Cement finisher	1.15	1.10
Floor finisher (shop or job)	1.10	1.10
Floor finisher (scraped by hand or machine)	1.10	1.10
Mastic floor finisher	1.10	1.10
Drill operator and blaster	1.15	1.10
Blacksmith	1.15	1.10
Blacksmith's helper	1.10	1.00
Watchman also employed as fireman with 4th class certificate (without daily limitation of the duration of work weekly maximum: 72 hours)	1.10	1.00

Graveur	1.10	1.00	Rigger	1.10	1.00
Journalier	1.10	1.05	Labourer	1.10	1.05
Lettreur pour fins commerciales	1.40	1.10	Commercial letterer	1.40	1.10
Limeur de scie	1.27	1.17	Saw setter	1.27	1.17
Machiniste	1.10	1.00	Machinist	1.10	1.00
Maçon (y compris tailleur sur chantier)	1.75	1.60	Mason (inclusing cutter on filed)	1.75	1.60
Manœuvre (aide plâtrier, briqueteur, maçon)	1.20	1.10	Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper)	1.20	1.10
Mécanicien	1.15	1.05	Mechanic	1.15	1.05
Mécanicien en isolement d'amiante	1.20	1.10	Asbestos insulation mechanic	1.20	1.10
Mécanicien de machines fixes ou portatives	1.15	1.05	Stationary or portable engineman	1.15	1.05
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage:			Pipe mechanic, plumber, steamfiter:		
Compagnon	1.60	1.40	Journeyman	1.60	1.40
Compagnon junior	1.45	1.25	Junior journeyman	1.45	1.25
Ouvrier tôlier (boutique)	1.15	1.10	Tinsmith (shop)	1.15	1.10
Peintre, décorateur, vitrier, vaporisateur	1.40	1.20	Painter, decorator, glazier, sprayman	1.40	1.20
Compagnon junior	1.10	1.10	Compagnon junior	1.10	1.10
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	1.10	1.00	Asphalt ramming, smooting and spreading	1.10	1.00
Plâtrier	1.45	1.45	Plasterer	1.45	1.45
Porteur d'eau	1.10	1.00	Water carrier	1.10	1.00
Poseur de blocs de ciment	1.25	1.25	Cement block layer	1.25	1.25
Poseur d'armature métallique de béton	1.10	1.10	Concrete steel reinforcement layer	1.10	1.10
Poseur de gicleurs	1.25	1.15	Sprinkler fitter	1.25	1.15
Poseur de lattes, bois, métal (ten-test, gyproc etc.)	1.15	1.05	Lather, wood, metal (ten-test, gyproc, etc.)	1.15	1.05
Poseur de liège isolateur	1.10	1.00	Cork insulation layer	1.10	1.00
Poseur de linoléum	1.65	1.50	Linoleum layer	1.65	1.50
Poseur de marbre	1.37	1.27	Marble setter	1.37	1.27
Poseur de planchers en mastic	1.15	1.05	Mastic floor layer	1.15	1.05
Poseur de planchers	1.15	1.05	Floor layer	1.15	1.05
Poseur de terrazzo	1.26	1.16	Terrazzo layer	1.26	1.16
Poseur de tuiles	1.36	1.26	Tile layer	1.36	1.26
Poseur de tuiles d'asphalte	1.10	1.00	Asphalt tile layer	1.10	1.00
Poseur de tuiles plastiques, caoutchouc	1.65	1.50	Plastic or rubber tile layer	1.65	1.50
Poseur de "weatherstrips."	1.15	1.05	Weatherstrip layer	1.15	1.05
Préposé aux ascenseurs et monte-charge	1.10	1.00	Elevator operator	1.10	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec	1.15	1.05	Terrazzo polishing machine operator, dry	1.15	1.05
Préposé aux machines à polir le terrazzo à l'eau	1.10	1.00	Terrazzo plishing machine operator, wet	1.10	1.00
Préposé aux grues	1.20	1.10	Crane operator	1.20	1.10
Préposé aux compresseurs	1.10	1.00	Compressor operator	1.10	1.00
Préposé aux malaxeurs à vapeur, gazoline, huile ou électricité	1.15	1.05	Steam, gazoline, oil or electric mixer operator	1.15	1.05
Préposé aux pelles à vapeur, gazoliline, huile ou électricité	1.15	1.05	Steam, gazoline, oil or electric shovel operator	1.15	1.05
Râtisseur d'asphalte	1.10	1.00	Asphalt raker	1.10	1.00
Soudeur en tuyauterie (oxigène ou électricité)	1.60	1.25	Pipe wleder (acetylene or electric arc)	1.60	1.25
Tireur de joints de pierre	1.47	1.47	Joint pointer (stone)	1.47	1.47
Tireur de joints de planches murales	1.35	1.25	Joint pointer (wallboard)	1.35	1.25
Vérificateur du matériel et pointeur, par semaine	36.00	36.00	Material checker and time keeper (per week)	36.00	36.00
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum hedbomadaire 72 heures par semaine)	40.00	35.00	Watchman, field (night and day). The jours of work shall be as required by employer (maximum of 72 hours per week)	40.00	35.00

Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de $0.80 l'heure.

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus doivent être rémunérés au taux de dix ($0.10) cents de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

De plus, à compter du 1er avril 1958, les salaires seront majorés de $0.10 dans le comté de Terrebonne; dans le comté de Labelle, il y aura

The hours of work in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of $0.80 per hour.

Foremen with four (4) or more men under their direction shall receive ten ($0.10) cents more per hours than the rate set for their trade.

Also, from April 1, 1958, wages shall be increased by $0.10 in the county of Terrebonne; in the county of Labelle, there shall be an increase

une augmentation semblable à celle accordée en 1957 mais celle des électriciens ne sera que de $0.05.

Pour les occupations spécialisées énumérées au présent article, et pour lesquelles il n'y a pas d'apprentissage, les normes suivantes sont établies pour une période d'entrainement d'un (1) an:

1er semestre: le taux du journalier.

2ème semestre: taux moyen en prenant comme termes le taux journalier et celui établi dans l'échelle de salaires précédente.

L'employeur doit indiquer sur l'enveloppe de paie ou le chèque le montant du salaire, la rémunération payable à titre de vacances, les déductions se rapportant à l'impôt sur le revenu, à l'assurance-chômage et au prélèvement du Comité paritaire."

2° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. Tout travail exécuté le dimanche, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail est prohibé à moins que l'employeur n'en donne avis au Comité paritaire au préalable; cependant, tel travail doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au salaire régulier."

3° Le paragraphe "*f*" de l'article XI est remplacé par le suivant:

"*f*) Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants à l'exception de ceux mentionnés à l'article III-A:

	Taux horaires *Comtés de* *Terre-bonne*	*La-belle*
1° Apprentis de tous les métiers (à l'exception des électriciens du comté de Terrebonne et des charpentiers-menuisiers du comté de Labelle):		
1ère année	$1.00	$0.80
2ème année	1.10	0.85
3ème année	1.20	0.95
4ème année	1.35	1.05
2° Apprentis électricien du comté de Terrebonne:		
1er semestre	50% du slaire du compagnon	
2ème semestre	55% "	
2ème année	65% "	
3ème année	75% "	
4ème année	85% "	
3° Apprenits charpentiers - menuisiers du comté de Labelle:		
1ère année	$0.95	
2ème année	1.05	
3ème année	1.15	
4ème année	1.30	

Cependant, aucun employeur ne peut se prévaloir des taux minima ci-haut pour réduire les taux payés à ses apprentis."

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*b*" de l'article II:

"L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier sont exemptés des dispositions de ce décret."

5° L'article XVI est remplacé par le suivant:

"XVI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959. Il se renouvelle autamatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier avril de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "D" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

45579-o

similar to that granted in 1957 but the increase, as regards electricians, shall be $0.05 only.

For specialized occupations enumerated in the present section and for which there is no apprenticeship, the following shall be the basis for computing the beginners' rates for a training period of one (1) year:

1st six months: labourer's rate.

2nd six months: averate rate between labourer's rate and the rate established in the foregoing wage scale.

Employers shall mention on the pay envelope or cheque the amount of wages, the amount payable as vacation pay, income tax unemployment insurance and Parity Committee's levy deductions."

2. Section VI is replaced by the following:

"VI. No time shall be worked on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day unless the Parity Committee be notified to that effect, in advance. All such time however, shall be paid at the rate of double time based on the regular wages."

4. Subsection "*f*" of section XI is replaced by the following:

"*f*) The minimum wage rates of apprentices shall be as follows, excepting those mentioned in section III-A:

	Hourly rates *Counties of* *Terre-bonne*	*La-belle*
1. Apprentices of all trades (with the exception of electricians of the county of Terrebonne and of carpenters-joiners of the county of Labelle):		
1st year	$1.00	$0.80
2nd year	1.10	0.85
3rd year	1.20	0.95
4th year	1.35	1.05
2. Apprentice electricians of the county of Terrebonne:		
1st six months	50% *of journeyman's rate*	
2nd six months	55% "	
2nd year	65% "	
3rd year	75% "	
4th year	85% "	
3. Apprentice Carpenters — Joiners of the county of Labelle:		
1st year	$0.95	
2nd year	1.05	
3rd year	1.15	
4th year	1.30	

However, no employer may reduce the wages of his apprentices as a result of the enforcement of the above minimum rates."

4. The following paragraph is added to subsection "*b*" of section II:

"Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from this decree."

5. Section XVI is replaced by the following:

"XVI. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until March 31st, 1959. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to April 1st of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

(Document "D" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

45579-o

Departement du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 828 du 16 juillet 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 769 du 12 août 1957, section "B", et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret et ses amendements, suivant le mode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 25 juillet 1957 au 25 juillet 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, ($61.25) par semaine soit $0.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 828 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement implsé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Minis-

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern townships, formed under decree number 828 of July 16th, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 769 of August 12, 1957, part "B" in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q., 1941, chapter 163 as amended), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree and amendments according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 25, 1957 to July 25, 1958, such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 828 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 828 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, ($61.25) per week namely $0.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 828 and amendments, shall apy to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete ans sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latters' wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which its is exigible. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be given (5) five day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister

tre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 25 juillet 1957 et le 25 juillet 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST
Terrasse Pacifique, Sherbrooke, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 25 juillet 1957 et le 25 juillet 1958.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$6,000.00
Artisans	700.00
Salariés	6,000.00
Honoraires d'examens	100.00
Recettes diverses	200.00
	$13,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétairat et inspection	$7,000.00
Dépenses de voyage-inspecteurs	2,200.00
Local, entretien et électricité	600.00
Examens et assemblées	400.00
Dépenses de bureau et papeterie	500.00
Assurance-chômage	90.00
Téléphone	125.00
Vérification des livres	120.00
Timbres et échange	400.00
Bureau des examinateurs	150.00
Taxes et assurances	600.00
Frais légaux	265.00
Ameublement de bureau	200.00
Divers et imprévu	350.00
	$13,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 août 1957. 45579-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 622 du 20 juin 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 769 du 12 août 1957, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret et ses amendements, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 juin 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équiva-

of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period comprised between July 25, 1957 and July 25, 1958.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE OF THE EASTERN TOWNSHIPS
Terrasse Pacifique, Sherbrooke, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 25, 1957 and July 25, 1958.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$6,000.00
Artisans	700.00
Employees	6,000.00
Examination fees	100.00
Miscellaneous	200.00
	$13,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary's office and inspection	$7,000.00
Travellin expenses Inspection	2,200.00
Office rent, maintenance and electricity	600.00
Examination and meetings	400.00
Office expenses and stationery	500.00
Unemployment insurance	90.00
Telephone	125.00
Audition	120.00
Postage and bank charges	400.00
Board of Examiners	150.00
Taxes and insurance	600.00
Legal fees	265.00
Office equipment	200.00
Various and unforeseen expenses	350.00
	$13,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 17, 1957. 45579-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos, formed under decree number 622 of June 20th, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 769 of August 12, 1957, part "A", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree and its amendments, according to the method and rate hereafter described;

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of *gazetting* of the present by-law to June 30th, 1958; the levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount

lente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 622 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 30 juin 1957 et le 30 juin 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL D'ASBESTOS
Siège social: Asbestos, Québec

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1957 et le 30 juin 1958.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,120.00
Salariés	1,120.00
Artisans	358.00
	$2,598.00
Déboursés:	
Secrétariat	$1,520.00
Administration	120.00
Frais légaux	60.00
Papeterie, timbres, etc.	60.00

equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 622 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent with the assessments of the professional employers and those of their employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employers, the artisans and the employees without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to do so within five (5) days.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the period between June 30, 1957 and June 30, 1958.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF ASBESTOS
Head Office: Asbestos, Quebec.

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 30, 1957 and June 30, 1958.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,120.00
Employees	1,120.00
Artisans	358.00
	$2,598.00
Disbursements:	
Secretary's office	$1,520.00
Administration	120.00
Legal fees	60.00
Stationery, postage, etc.	60.00

Vérification des livres	54.00	Audition	54.00
Jetons de présence	600.00	Meeting expenses	600.00
Dépenses diverses et imprévues	110.00	Various and unforeseen expenses	110.00
	$2,524.00		$2,524.00
Surplus prévu	74.00	Probable surplus	74.00
	$2,598.00		$2,598.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 août 1957. 45579-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 17, 1957. 45579-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 768 du 12 août 1957, section "F", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 août 1957 au 10 août 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements doivent verser au Comité paritaire un montant égal à ½ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret, qui travaillent individuellement ou en société, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum que gagnerait un compagnon pour une semaine complète de travail, telle qu'établie pour la zone où l'artisan exerce son métier.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret numéro 3088 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

Le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette intention par le Comité paritaire, indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district, formed under decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 768 of August 12, 1957, part "F", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from August 10, 1957, to August 10, 1958, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their payroll for all persons, male or female, subject to the said decree.

b) All artisans working individually or in partneship and governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the minimum wages that would be earned by a journeyman for a complete work week, as established for the zone where the artisan plies his trade.

c) All male and female employees governed by the said decree No. 3088 and amendments, shall pay to the Parity Committee and amount equal to ½ of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

2. *Mode of collection*

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a report (on forms furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ, subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article ci-dessus.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district pour la période se terminant le 10 août 1958.

3. *Financial Report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quartely report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district for the period ending August 10th, 1958.

ESTIMÉ DES RECETTES ET DES DÉBOURSÉS DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Pour la période comprise entre le 10 août 1957 et le 10 août 1958.

ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

For the period beginning August 10, 1957 and ending August 10, 1958.

Recettes:			*Receipts:*		
Cotisations (½ de 1%):			Assessments (½ of 1%):		
Employeurs professionnels, artisans et salariés		$176,000.00	Professional employers, employees and artisans		$176,000.00
Dommages liquidés		500.00	Liquidated damages		500.00
Pénalités		300.00	Penalties		300.00
Revenu loyer		2,200.00	Rent Income		2,200.00
		$179,000.00			$179,000.00
Déboursés:			*Expenses:*		
Salaires:			Salaries:		
Bureau		$40,000.00	Office		$40,000.00
Inspecteurs (ville)		19,000.00	Inspectors (town)		19,000.00
Inspecteurs (centres ruraux)		4,600.00	Inspectors (rural centers)		4,600.00
Taxes d'eau		15.00	Water taxes		15.00
Papeterie et fourniture de bureau		8,000.00	Stationery and office equipment		8,000.00
Publications		1,211.00	Publications		1,211.00
Dépenses de voyage:			Travelling expenses:		
Inspections (ville)		2,000.00	Inspection (town)		2,000.00
Inspections (centres ruraux)		2,000.00	Inspection (rural centers)		2,000.00
Frais légaux		5,000.00	Legal fees		5,000.00
Téléphone et télégrammes		2,100.00	Telephone and telegrams		2,100.00
Timbres poste		1,600.00	Postage		1,600.00
Vérification des livres		540.00	Audition of books		540.00
Commission de banque		200.00	Bank commissions		200.00
Frais généraux:			General expenses:		
Loyer I.B.M.	4,159.00		Rent I.B.M.	4,159.00	
Centre Consultatif	600.00		Information Service	600.00	
Frais généraux	3,800.00		General expenses	3,800.00	
		8,559.00			8,559.00
Jetons de présence aux délégués		1,500.00	Attendance fees to members		1,500.00
Frais de déplacement des délégués		2,500.00	Travelling expenses of members		2,500.00
Subvention Commission d'Apprentissage		60,000.00	Subvention — Apprenticeship Commission		60,000.00
Assurance-chômage		525.00	Unemployment insurance		525.00
Fonds de pension		4,300.00	Pension fund		4,300.00
Divers et imprévus		4,000.00	Miscellaneous expenses		4,000.00
Entretien de la propriété:			Maintenance of Property:		
Service de concierge		4,200.00	Janitor service		4,200.00
Chauffage		550.00	Fuel		550.00
Électricité		300.00	Electricity		300.00
Taxes		1,200.00	Taxes		1,200.00
Divers et imprévus — bureau		1,200.00	Miscellaneous and unforeseen expenses — Office		1,200.00

Assurance	750.00
Intérêt sur la propriété	650.00
	$176,500.00
Surplus	2,500.00
	$179,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 août 1957. 45579-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisé par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 769 du 12 août 1957, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1957 au 31 juillet 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations dues, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Insurance	750.00
Interest on property	650.00
	$176,500.00
Surplus	2,500.00
	$179,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 17, 1957. 45579-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice htat the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 769 of August 12, 1957, part "C" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from August 1, 1957, to July 31st, 1958. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the decree No. 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of wages and other remuneration paid to their employees.

b) Employees governed by the decree No. 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their wages and other remuneration.

2. *Mode of Collection*

In order to faciliatate the collection of such assessments the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of each employee, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. Such Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

The report, together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requirable.

3. *Financial report*

According to the Collective agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations ot the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1957 et le 31 juillet 1958.

COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1957 et le 31 juillet 1958.

Recettes probables:	
Calculées sur 12,000 salariés, au salaire moyen de $36.00 par semaine, pour 49 semaines, approximativement $21,168,000.00 comme suit:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$105,800.00
Salariés	105,800.00
Revenu provenant de placements	1,800.00
	$213,400.00
Dépenses probables:	
Salaires:	
Administration	$ 26,000.00
Inspecteurs	66,000.00
Bureau	52,000.00
	$144,000.00
Général:	
Entretien de l'édifice, taxes, assurances	$ 13,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste	10,000.00
Location et entretien de machines I.B.M.	13,000.00
Frais légaux et de vérification	5,000.00
Téléphone et électricité	2,500.00
Dépenses de voyage des inspecteurs	12,000.00
Dépenses des délégués et assemblées	1,500.00
Assurance chômage	1,200.00
Dépenses générales	6,200.00
Assurance vie, accident, santé, etc.	5,000.00
	$213,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 août 1957. 45579-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period between August 1, 1957, and July 31, 1958.

JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and expenses for the period comprised between August 1st 1957 tu July 31 1958.

Estimated income:	
Based on 12,000 employees, each earning an average of $36.00 per week for 49 weeks, approximatively $21,168,000.00 as follows:	
Assessments: (½ of 1%):	
Professional employers	$105,800.00
Employees	105,800.00
Income from investments	1,800.00
	$213,400.00
Estimated expenses:	
Salaries:	
Administration	$ 26,000.00
Inspectors	66,000.00
Office	52,000.00
	$144,000.00
Overhead:	
Building maintenance, taxes, insurance	$ 13,000.00
Stationery, printing & postage	10,000.00
I.B.M. installation, rental & maintenance	13,000.00
Legal & auditing	5,000.00
Telephone & lighting	2,500.00
Inpsectors travel expenses	12,000.00
Representatives expenses & meetings	1,500.00
Unemployment Insurance	1,200.00
General expenses	6,200.00
Life, accident, health and other insurance	5,000.00
	$213,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 17, 1957. 45579-o

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, N° 20,142., Rita Fillion, demanderesse, vs Charles Bélanger, défendeur.

AVIS DE SÉPARATION DE BIENS

Dame Rita Fillion, épouse de Charles Bélanger, camionneur, de Ste-Blandine, district de Rimouski, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Rimouski, ce 8 août 1957.

Le Procureur de la demanderesse.
MAURICE TESSIER.
45597-o

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 20,142., Rita Fillion, plaintiff, vs Charles Bélanger, defendant.

NOTICE OF SEPARATION OF PROPERTY

Dame Rita Fillion, wife of Charles Bélanger, trucker, of Ste-Blandine, district of Rimouski, has instituted against her husband an application for separation as to property.

Rimouski, August 8, 1957.

MAURICE TESSIER,
Attorney for the Plaintiff.
45579

Avis divers

(P.G. 3259-49)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province, a le vingt-quatre juillet 1957, approuvé les règlements de "Le Groupe Touristique de Québec," tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 4 octobre 1956, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente juillet 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45569-o JEAN BRUCHÉSI.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Albert Rousseau Limitée à savoir que:

Règlement "Z"

1° La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens et distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires, et procéder subséquemment à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément aux dispositions applicables de la Loi des compagnies de Québec;

2° Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et accomplir toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exécution du précédent.

Le Secrétaire,
45570 F. ROUSSEAU.

Extrait du procès-verbal d'une Assemblée Spéciale des Actionnaires de la compagnie "Les Pétroles Strato Limitée", tenue à son siège social, 2265, rue Sauriol, Montréal 12, le 28 mai 1957, à 8 heures du soir, à laquelle prenaient part Monsieur Paul Forget, président de la compagnie, Madame Jeannette Forget, vice-présidente de la compagnie et Monsieur Jean-Guy Forget, secrétaire-trésorier de la compagnie, tous trois étant les seuls actionnaires de la compagnie.

Sur motion dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il est résolu d'approuver, de sanctionner et de ratifier le règlement N° 24 relatif au siège social de la compagnie.

Extrait certifié conforme au procès-verbal de l'Assemblée ci-dessus mentionnée, à l'endroit et à la date précités, ce 4ème jour de juillet mil neuf cent cinquante-sept.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
45571-o JEAN GUY FORGET.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gaspé-Sud", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le quatorze juin 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Cap d'Espoir, comté de Gaspé-Sud.

Le Sous-secrétaire de la province,
45573-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(A.G. 3259-49)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Secretary of the Province has, on July twenty-fourth ,1957, approved the by-laws of "Le Groupe Touristique de Québec", as adopted at the special general meeting held on October 4, 1956, and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' act.

Given at the office of the Secretary of the Province, on July thirtieth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45569 Under Secretary of the Province.

Be and it is hereby enacted as a By-law of Albert Rousseau Limitée to be known as:

By-law "Z"

1. The Company be and it is hereby authorized to dispose of its property and distribute its assets rateably amongst its shareholders, and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under the applicable provisions of the Quebec Companies' Act;

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

F. ROUSSEAU,
45570-o Secretary.

Excerpt of the Minutes of a Special Meeting of the Shareholders of the Company "Les Pétroles Strato Limitée", held at its head office, 2265 Sauriol Street, Montreal, 12, on May 28, 1957, at 8 o'clock at night, at which took part Mr. Paul Forget, President of the company, Mrs. Jeannette Forget, Vice-President, of the company and Mr. Jean-Guy Forget, Secretary-Treasurer of the company, all three being the only shareholders of the company.

On motion duly made, seconded and unanimously adopted, it is resolved to approve, sanction and to ratify by-law No. 24 relative to the head office of the company.

Certified excerpt in conformity with the Minutes of the meeting above mentioned, at the place and date above cited, this 4th day of July, one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) JEAN GUY FORGET,
45571 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gaspé-Sud", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on June fourteenth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Cap d'Espoir, county of Gaspé-South.

JEAN BRUCHÉSI,
45573 Under Secretary of the Province,

P.G. 4741-45)

HÔTEL DE LA SALLE INC.

Le règlement N° 71

étant un règlement qui diminue le nombre des directeurs de huit (8) à six (6) se lit comme suit:

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 71 de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de huit (8) à six (6), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de six (6) directeurs.

2° Le quorum aux assemblées des directeurs est, par les présentes, fixé à trois (3) directeurs.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Vraie copie certifiée du règlement N° 71 tel que décrété par les directeurs à une assemblée tenue le 21e jour d'août 1956 et approuvée à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale d'iceux tenue le 10e jour de septembre 1956.

Le Secrétaire,
45572 M. C. HOLT.

(A.G. 4741-45)

HÔTEL DE LA SALLE INC.

By-law No. 71

being a by-law to reduce the number of directors from eight (8) to six (6) reading as follows:

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 71 of the company:

1. The number of Directors of the company be and the same is hereby decreased from eight (8) to six (6), so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of six (6) Directors.

2. The quorum for Directors' meetings is hereby fixed at three (3) Directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified, and revised in order to give effect to this By-law."

Certified a true copy of By-law No. 71 as enacted by the Directors at a meeting held on the 21st day of August, 1956, and unanimously approved by the Shareholders at a Special General Meeting of Shareholders held on the 19th day of September, 1956.

M. C. HOLT,
45572-o Secretary.

Loi du régime des eaux courantes Statuts Refondus, 1941, chapitre 98.

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLAN ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Ville de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, se propose de faire faire un barrage, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux des lacs La Dam, Dumouchel, Amtler, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Labelle à Mont-Laurier.

Le demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONT-LAURIER,
Le Secrétaire-trésorier,
45577-o RENÉ LEDUC.

Water-Course Act, Revised Statutes, 1941, Chapter 98.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLAN AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that the city of Mont-Laurier, in the county of Labelle, intends to execute a dam to store at all seasons the waters of the lakes La Dam, Dumouchel, Amtler, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompagnied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work or the improvement and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Labelle at Mont-Laurier.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

MUNICIPAL CORPORATION OF THE CITY OF MONT-LAURIER,
RENÉ LEDUC,
45577-o Clerk of the City.

Prenez avis que "Mackayville Baptist Church" 1775 avenue Holmes, Mackayville, Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec pour demander sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311, S. R. de Québec, 1941 et amendements.

Montréal, P. Q., 31 juillet 1957.

Les Procureurs de la requérante,
45580-33-4 CERINI & JAMIESON.

Take notice that "Mackayville Baptist Church", 1775 Holmes Avenue, Mackayville, Quebec, will petition the Lieutenant Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311, Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, P. Q., July 31, 1957.

CERINI & JAMIESON,
45580-33-4-o Solicitors for Petitioner.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM
(Lois des Syndicats Coopératifs de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que à une assemblée générale spéciale, le nom de "Canbro Coopérative de Crédit, Division 39" a été changé en celui de "Canbro Credit Union", conformément aux dispositions des articles 4 et 29 de la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1957.

Le Sous-secretaire de la province,
45598 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10554-56)

UNLIMITED SKILLS INC.

Règlement V

qui augmente le nombre des directeurs de la corporation de cinq à sept.

DIRECTEURS

a) Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de sept directeurs qui ne seront pas rétribués pour leurs services.

b) Le quorum à l'assemblée des directeurs sera de quatre (4) directeurs.

Certifié sous le sceau de la corporation comme étant une vraie copie des sous-articles (*a*) et (*h*) du règlement V tel qu'amendé par les directeurs de Unlimited Skills Inc., à une assemblée tenue le 9 décembre 1956 et confirmé à l'assemblée générale annuelle de la corporation tenue le 19 décembre 1956.

Montréal, Québec, 9 juillet 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
45599 T.O. STANGELAND.

(P.G. 12039-57)

"UNGAVA IRON ORES COMPANY"

Règlement dix-huit

Augmentation du nombre de directeurs.

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté et il est augmenté de cinq (5) à quinze (15) de manière que le bureau des directeurs de la compagnie soit dorénavant composé de quinze (15) directeurs.

2° L'article 1 du règlement trois de la compagnie est, par les présentes, amendé pour se lire:

"Article 1. Nombre des directeurs. Le nombre des directeurs de la compagnie sera de quinze (15)".

Vraie copie certifiée.

Daté à Montréal, P.Q., ce 25e jour de juillet 1957.

Le Directeur,
45611 JEAN A. DESJARDINS.

NOTICE OF CHANGE OF NAME
(Quebec Co-Operative Syndicates Act)

Notice is hereby given that, at a Special General Meeting, the name of "Canbro Coopérative de Crédit, Division 39" has been changed to that of "Canbro Credit Union", in conformity with the provisons of sections 4 and 29 of the Quebec Co-Operatives Syndicates Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45598-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 10554-56)

UNLIMITED SKILLS INC.

By-law V

increasing the number of the Corporation's directors from five to seven.

DIRECTORS

a) The affairs of the Corporation shall be managed by a board of seven directors who shall not be remunerated for their services.

b) The quorum for Directors' Meetings shall be four (4) Directors.

Certified under the seal of the Corporation to be a true copy subsections (*a*) and (*h*) of By-law V as amended by the Directors of Unlimited Skills Inc., at a meeting held on the 9th December, 1956 and confirmed at the Annual General Meeting of the Corporation held on 19th December, 1956.

Montreal, Quebec, 9th July, 1957.

(Seal) T.O. STANGELAND,
45598-o Secretary.

(A.G. 12039-57)

"UNGAVA IRON ORES COMPANY"

By-law eighteen

Increase in number of Directors.

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five (5) to fifteen (15) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of fifteen (15) directors.

2. Article 1 of By-law three of the company is hereby amended to read:

"Article 1. Number of directors. The number of directors of the company shall be fifteen (15)".

Certified true copy.

Dated at Montreal, P.Q., this 25th day of July 1957.

JEAN A. DESJARDINS,
45611-o Director.

Chartes — Abandon de

AVIS DE LA DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Prenez avis que la compagnie "Giroux Motor Sales Limited", constituée sous l'empire de la loi des compagnies de Québec, ayant son bureau principal à 1,100 Avenue Royale, Beauport-Est, Québec, P.Q., demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 9e jour de juillet 1957.

Le Secrétaire,
45612-o C. GARIÉPY.

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Take notice that the Company "Giroux Motor Sales Limited", incorporated under the authority of the Quebec Companies' Act, having its head office at 1,100 Royal Avenue, Beauport-East, Quebec, P.Q., shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 9th, day of July 1957.

C. GARIEPY,
45612 Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné que R. A. Thibaudeau Inc., (En liquidation volontaire), une corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Québec, dans la Province de Québec, s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce quatorzième jour d'août 1957.

Le Liquidateur,
45600-o MONTREAL TRUST COMPANY.

NOTICE

Notice is hereby given that R. A. Thibaudeau Inc., (In Voluntary Liquidation) a corporation duly constituted under the Quebec Companies' Act and having its head Office and principal place of business in the city of Quebec, in the Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec this fourteenth day of August 1957.

MONTREAL TRUST COMPANY,
45600-o Liquidator.

AVIS DE LA DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Prenez avis que la compagnie "Welch Immeubles Limitée", constituée sous l'empire de la loi des compagnies de Québec, ayant son bureau principal à 1,100 Avenue Royale, Beauport-Est, Québec, P.Q., demandera au Procureur Général la permissions d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 9e jour de juillet 1957.

Le Secrétaire,
45613-o C. GARIÉPY.

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Take notice that the Company "Welch Immeubles Limitée", incorporated under the authority of the Quebec Companies' Act, having its head office at 1,100 Royal Avenue, Beauport-East, Quebec, P.Q., shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 9th, day of July 1957.

C. GARIÉPY,
45613 Secretary.

AVIS DE LA DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Prenez avis que la compagnie "Welch Motor Sales Limited", constituée sous l'empire de la loi des compagnies de Québec, ayant son bureau principal à 1,100 Avenue Royale, Beauport-Est, Québec, P.Q., demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 9e jour de juillet 1957.

Le Secrétaire,
45614-o C. GARIÉPY.

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Take notice that the Company "Welch Motor Sales Limited", incorporated under the authority of the Quebec Companies' Act, having its head office at 1,100 Royal Avenue, Beauport-East, Quebec, P.Q., shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 9th, day of July 1957.

C. GARIÉPY,
45614 Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 445-57)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Cabot Lines, Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 1010 rue Common, cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle est M. James Murray Short, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45567 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 448-57)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Newfoundland-Great Lakes Steamships Limited", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 445-57)

Notice is hereby given that "The Cabot Lines, Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1010 Common Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. James Murray Short, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45567-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 448-57)

Notice is hereby given that "The Newfoundland-Great Lakes Steamships Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, sera établi à 1010 rue common, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. James Murray Short, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45567 JEAN BRUCHÉSI,

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1010 Common Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. James Murray Short, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45567-o Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Province de Québec
COMTÉ DE DRUMMOND

Avis public est par les présentes donné que Claude Rocheleau, sergent de police de la Sûreté Provinciale, de Drummondville, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser les légataires fiduciaires nommés par le testament de feue Dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau, à lui remettre sa part d'héritage sans attendre qu'il ait atteint l'âge de 35 ans, tel que mentionné au testament.

L'avocat du requérant,
45457-30-4-o PAUL ROUSSEAU, C.R.

Application to Legislature

Province of Quebec
COUNTY OF DRUMMOND

Public notice is hereby given by these presents that Claude Rocheleau, Police Sergeant for the Provincial Police Force of Drummondville, will apply to the Quebec Legislature at its next session, for the adoption of an Act for the purposes of authorizing the fiduciary legatees named in the will of the late Dame Julie Lalanne, widow of Antoine Rocheleau, to remit to him his share of the inheritance without waiting until he reaches the age of 35, as mentioned in the testament.

PAUL ROUSSEAU, Q.C.,
45457-30-4 Advocate of the Petitioner.

Département de l'Instruction Publique

N° 345-56.

Québec, le 1er août 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Bruno, dans le comté de Chambly, en celui de "La municipalité scolaire de St-Bruno, dans le comté de Chambly".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45542-32-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

ERRATUM

N° 1029-C.

Québec, le 2 août 1957.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 13 et 20 juillet 1957, concernant l'annexion de certains territoires non organisés, à la municipalité scolaire de Laure Canton, dans le comté de Québec, il faut ajouter, dans la 2ème ligne, entre les mots "Trudel et Gendron" le mot "Bickerdike".

Le Surintendant de l'Instruction publique.
45578-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 412-57.

ERRATUM

Québec, le 12 août 1957.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 13 et 21 juillet 1957, concernant l'annexion de la municipalité scolaire de St-Pierre, dans le comté de Lac St-Jean, il faut changer le 2ème paragraphe par le suivant.

"Ce territoire comprend les lots 1 à 6 inclusivement du rang I ouest; 1 à 16 inclusivement du rang II est et 1 à 7 inclusivement et la demi-sud des lots 8 et 9 tous du rang III est du cadastre officiel du canton Labarre".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45606-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 345-56.

Quebec, August 1st, 1957.

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Bruno, in the county of Chambly, into that of "The School Municipality of St-Bruno, in the county of Chambly".

O. J. DÉSAULNIERS,
45542-32-2 Superintendent of Education.

ERRATUM

No. 1029-C.

Quebec, August 2, 1957.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, on the 13 and and 20th of July, 1957, concerning the annexation of certain non-organized territories, to the school municipality of Township Laure, in the county of Quebec, there must be added, in the 2nd line, between the words "Trudel and Gendron" the word "Bickerdike".

O. J. DÉSAULNIERS,
45578 Superintendent of Education.

No. 412-57.

ERRATUM

Quebec, August 12, 1957.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, on July 13th and 21st, 1957, concerning the annexation of the school municipality of St. Pierre, in the county of Lake St-John, the 2nd paragraph must be changed for the following:

"This territory comprises lots 1 to 6 inclusively of range I West; 1 to 16 inclusively of range II East and 1 to 7 inclusively and the south-half of lots 8 and 9 all of range III East of the official cadaster of the Labarre township."

O. J. DÉSAULNIERS,
45606 Superintendent of Education.

N° 341-57.

Québec, 8 août 1957.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La Municipalité Scolaire Protestante de Bourlamaque-Val d'Or", comté Abitibi-Est, le territoire actuel de la Municipalité scolaire protestante de Bourlamaque et celui de la Municipalité scolaires protestante de Val d'Or.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
45581-33-2 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1255-53.

Québec, le 7 août 1957.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La municipalité scolaire de La Bostonnais", dans le comté de Laviolette, tout le territoire du canton Bourgeois, même comté, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45582-33-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1434-55.

Québec, le 8 août 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, comté de Mégantic, les lots 192 à 203 inclusivement du rang III et 269 à 278 inclusivement du rang IV du cadastre officiel de St-Pierre-Baptiste, pour les annexer à la municipalité scolaire de Laurierville, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45583-33-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 341-57.

Quebec, August 8th 1957.

Application is made to erect into a separate and distinct school municipality for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Bourlamaque-Val d'Or", in the county of Abitibi East, the actual territory of the Protestant school municipality of Bourlamaque and of the Protestant school municipality of Val d'Or.

O. J. DÉSAULNIERS,
45581-33-2-o Superintendant of Education.

No. 1255-53.

Quebec, August 7, 1957.

Application is made to erect into a school municipality, under the name of "The School Municipality of "La Bostonnais", in the county of Laviolette, all the territory of the Bourgeois township, same county, territory as yet non-organized from an educational point of view.

O. J. DÉSAULNIERS,
45582-33-2 Superintendent of Education.

No. 1434-55.

Quebec, August 8, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre Baptiste, county of Megantic, lots 192 to 203 inclusively of range III and 269 to 278 inclusively of range IV of the official cadastre of St. Pierre-Baptiste, to annex them to the school municipality of Laurierville, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
45583-33-2 Superintendent of Education.

Départements des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la proisse de N.-D. du Mont Carmel municipalité du village de Shawinigan-Sud division d'enregistrement de Champlain.

Avis est par la présente donné que les lots 903-201 à 903-203 et 904-90 à 904-92 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45568-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la municipalité du canton de Shipton division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que le lot 20-K-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 juillet 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
45568-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel du Canton de Aylwin division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 12 à 15 Rang X sont corrigé et les lots 1 à 32 du

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel municipality of the village of Shawinigan - South registration division of Champlain.

Notice is hereby given that lots 903-201 to 903-203 and 904-90 to 904-92 are acncelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 1st, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45568-o Deputy Minister.

Official cadastre of the municipality of the township of Shipton registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lot 20-K-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 16th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
45568-o Deputy Minister.

Official cadastre of the township of Aylwin registratio n division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 12 to 15 of range X are corrected and lots 1 to 32 of range A

Rang A et 1 à 26 du rang B son ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45568-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Paul-l'Ermite municipalité du village incorporé de Charlemagne division d'enregistrement de l'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 28-17 à 28-63, 28-65 à 28-75, 28-77 à 28-162, 28-164 à 28-193, 28-197 à 28-219, 28-279 à 28-294 et une partie du lot 28-163 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 août 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45568-o

Cadastre officiel de la cité de Québec, quartier St-Jean division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4483 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 juillet 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45568-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski municipalité de la ville de Rimouski division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 212-54 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-minisrre,
AVILA BÉDARD.

45568-o

Cadastr eofficiel de la paroisse de Ste-Marguerite (municipalité de Ste-Marguerite du Lac Masson) division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 14-34, 14-35, 14-88 à 14-90, 14-207, 14-232, 14-237 à 14-246, 14-262 à 14-265, 14-293, 14-294, 14-304 à 14-306, 14-309, 14-322 à 14-324, 14-327, 14-336, 14-352, 14-363, 14-370, 14-390, 14-408, 14-410 à 14-413, 14-422, 14-425 à 14-427, 14-429, 14-433, 14-436, 14-438, 14-451, 14-452, 14-459, 14-461, 14-462, 14-475, 14-492, 14-499, 14-502, 14-503, 14-530 à 14-532, 14-599, 14-611, 14-612, 14-615, 14-620, 14-629, 14-630, 14-643, 14-677, 14-696, 14-698 et 14-716, 15-2, 15-53, 15-54, 15-71, 15-72, 15-156, 15-168, 15-172, 15-176 à 15-178, 15-183, 15-195 à 15-201, 15-287, 15-288, 15-303, 15-333, 15-342, 15-346 à 15-349, 15-370, 15-433, 15-434 à 15-437, 15-470 à 15-473, 15-484, 15-517 à 15-520, 15-552, 15-584, 15-600, 15-613, 15-682, 15-692, 15-693, 15-694, 15-703 du Rang V, canton de Wexford sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 juillet 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45568-o

and 1 to 26 of range B are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 7th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45568-o

Official cadastre of the parish of St. Paul-l'Ermite municipality of the incorporated village of Charlemange registration division of l'Assomption.

Notice is hereby given that lots 28-17 to 28-63, 28-65 to 28-75, 28-77 to 28-162, 28-164 to 28-193, 28-197 to 28-219, 28-279 to 28-294 and part of lot 28-163 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 6th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45568-o

Official cadastre of the city of Quebec, St-John Ward registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 4483 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 25th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45568-o

Official cadastre of the parish of St. Germain de Rimouski municipality of the town of Rimouski registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 212-54 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 26th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45568-o

Official cadastre of the parish of Ste-Marguerite (Municipality of Ste-Marguerite du Lac Masson) registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 14-34, 14-35, 14-88 to 14-90, 14-207, 14-232, 14-237 to 14-246, 14-262 to 14-265, 14-293, 14-294, 14-304 to 14-306, 14-309, 14-322 to 14-324, 14-327, 14-336, 14-352, 14-363, 14-370, 14-390, 14-408, 14-410 to 14-413, 14-422, 14-425 to 14-427, 14-429, 14-433, 14-436, 14-438, 14-451, 14-452, 14-459, 14-461, 14-462, 14-475, 14-492, 14-499, 14-502, 14-503, 14-530 to 14-532, 14-599, 14-611, 14-612, 14-615, 14-620, 14-629, 14-630, 14-643, 14-677, 14-696, 14-698 and 14-716, 15-2, 15-53, 15-54, 15-71, 15-72, 15-156, 15-168, 15-172, 15-176 to 15-178, 15-183, 15-195 to 15-201, 15-287, 15-288, 15-303, 15-333, 15-342, 15-346 to 15-349, 15-370, 15-433, 15-434 to 15-437, 15-470 to 15-473, 15-484, 15-517 to 15-520, 15-552, 15-584, 15-600, 15-613, 15-682, 15-692, 15-693, 15-694, 15-703 Range V, town- ship of Wexford are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 31, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45568-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Âge	Résidence — Résidence	Collèges — Colleges
Biron	M. Jean Yves	19	Drummondville	Jean de Brébœuf, Montréal.
Garneau	M. Roger	20	Arthabaska	Séminaire de Québec.

Arthabaska, ce 9 août 1957 — Arthabaska, 9rd August, 1957.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
JEAN MOISAN,
45602-o Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Âge	Résidence — Résidence	Collège — College
Fréchette	Raynald	23	Asbestos	Université de Sherbrooke.

Sherbrooke, ce 9 août 1957 — Sherbrooke, August 9th, 1957.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
CHARLES GAGNON,
45602-o Secretary of the Bar of St. Francis.

Liquidation avis de:

(Sec. P. 1591-19)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Breakeyville Stores Co. Ltd.", tenue à Breakeyville le 8 juillet 1957, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que M. E.-A.-C. Boileau, c.a., a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six août 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45601-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

(Sec. P. 1591-19)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the shareholders of the company "Breakeyville Stores Co. Ltd." held at Breakeyville, on July 8, 1957, a resolution was unanimously adopted that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the winding-up Act, and R.S.Q. 1941, chap. 278, for such purposes, that Mr. E.-A.-C. Boileau, C.A., has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, August sixth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45601 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "American Manufacturers Mutual Insurance Company", dont le siège social est situé à Chicago, Illinois, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de "Lumbermens Mutual Casualty Company", dont le siège social est situé à Chicago, Illinois, États-Unis d'Amérique,

Department of Finance
Issurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "American Manufacturers Mutual Insurance Company", whose head office is situate in Chicago, Illinois, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Lumbermens Mutual Casualty Company", whose head office is situate in Chicago, Illinois, United States of America,

en vertu d'un contrat de réassurance qui a pris effet le 31 décembre 1956;

Attendu que "American Manufacturers Mutual Insurance Company" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "American Manufacturers Mutual Insurance Company" est annulé à compter du 1er juillet 1957.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
45541-31-2-o Surintendant des assurances.

according to a reinsurance agreement which has taken effect on the 31st of December 1956;

Whereas "American Manufacturers Mutual Insurance Company" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of "American Manufacturers Mutual Insurance Company" is cancelled as from the 1st of July 1957.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on the 31st of July 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
45541-31-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Taxi Owners Reciprocal Insurance Association", une association dont les membres s'assurent réciproquement, enregistrée sous le numéro 594, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 460 qui l'autorise, à compter du 1er juin 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Accident; Automobile.

Cette association a son bureau principal d'affaires au numéro 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, province de Québec, et a nommé monsieur Maurice-C. Coupal son fondé de pouvoir.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 août 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
45584-33-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Taxi Owners Reciprocal Insurance Association", an association whose members reciprocally insured themselves, registered under number 594, has obtained the license and certificate of registry number 460 authorizing it, as from the 1st of June 1957, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Automobile.

This association has its principal place of business at 1231 West, Ste. Catherine Street, Montreal, Province of Quebec, and has appointed Mr. Maurice C. Coupal its attorney-in-fact.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of August 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
45584-33-2-o Superintendent of Insurance.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par 100% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint est désigné: "Le plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait à la laiterie Mont Saint-Bruno".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la laiterie Mont Saint-Bruno" et il aura sa place d'affaires à Saint-Bruno, comté de Chambly, P.Q.

Cet office de producteurs sera formé de cinq membres qui devront être des producteurs de lait *bona fide* fournisseurs à la laiterie Mont Saint-Bruno, Saint-Bruno, comté de Chambly, dont un sera Président, un Vice-président et un troisième, Trésorier.

Les membres provisoires de l'office des producteurs ci-dessus seront:

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by 100% in number and value of all the producers concerned.

The plan is designated as: "The Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers Plan".

The producers' board established following the approval of the plan shall be designated as "The Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board" and will have its office in St. Bruno, county of Chambly, P.Q.

The producers' board shall consist of five members who must be *bona fide* milk producers suppliers to Mont St. Bruno Dairy, St. Bruno, county of Chambly, P.Q., one of whom shall be president, one vice-president, another treasurer.

The provisional members of the producers' board shall be:

Nom — Name	Occupation — Occupation	Adresse — Address
ANGELBERT MONGEAU,	Cultivateur-producteur — Dairy-farmer	Saint-Basile le Grand.
LAURENT BURELLE,	Cultivateur-producteur — Dairy-farmer	Belœil.
CHARLEMAGNE GRISÉ,	Cultivateur-producteur — Dairy-farmer	Saint-Bruno.
GERMAIN CHAGNON,	Cultivateur-producteur — Dairy-farmer	Saint-Basile le Grand.
ROBERT BOUSQUET,	Cultivateur-producteur — Dairy-farmer	Saint-Denis.

Ils resteront en fonction pour au plus douze mois à partir de la sanction du plan conjoint par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, à moins d'être démis de leurs fonctions par une majorité des producteurs soumis au plan ou par l'effet de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Subséquemment, les membres de l'office seront élus à la majorité des voix par une assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint, laquelle sera tenue dans un délai qui n'excèdera pas soixante jours de la présentation du rapport financier annuel.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la laiterie Mont Saint-Bruno, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, fournisseurs à la laiterie Mont Saint-Bruno, Saint-Bruno, comté de Chambly.

Les pouvoirs, les attributions et les obligations de l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la laiterie Mont Saint-Bruno, en plus de ceux qui lui ressortiront de la personnalité civile et corporative, seront les suivants:

EN GÉNÉRAL:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

d) Négocier avec l'acheteur la mise en marché et la vente du lait et produits laitiers, produits sur les fermes des producteurs régis par le plan conjoint. L'agent de négociation et de vente sera l'office des producteurs de lait du Québec à la laiterie Mont Saint-Bruno, ou ses délégués;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classifications décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception de l'acheteur;

They shall hold office for not more than twelve months after the sanctioning of the present plan by the Quebec Agricultural Marketing Board unless they have been relieved of their office by a majority of the producers bound by the plan or consequent to the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act.

The subsequent members of the producers' board shall be elected by a majority of the votes cast at the annual meeting of all the producers bound by the plan which meeting shall be held not later than sixty days after presentation of the annual financial report.

The administration and direction of the plan which is entrusted to "The Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board" shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk and dairy products to any of the Mont St. Bruno Dairy, St. Bruno, county of Chambly, P.Q.

The powers, functions and obligations of the Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board shall, in addition to the powers and prerogatives arising out of its civil and corporate capacity, be the following:

GENERALLY:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan, of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

d) Negociate with the buyer the marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan. The negotiating and selling agent, shall be the Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board of its delegates;

e) Orient production according to the needs of the market, profit by existing markets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

PARTICULARLY:

a) The conditions of admission and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plant;

b) The conditions, modalities, prices of haulage of milk and dairy products to the plant or receiving stations of the purchaser;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs de lait du Québec à la laiterie Mont Saint-Bruno;

d) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements de l'acheteur;

e) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume du lait envoyé à l'écrémage;

f) Négocier les conditions de disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide dans l'usine de l'acheteur;

g) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

h) Autorisation d'un prélevé par l'acheteur, à même les montants payables aux producteurs pour l'achat de leur produit, pour le remettre à l'office des producteurs aux fins exclusives de défrayer les dépenses normales d'administration du plan conjoint. Ce prélevé sera de un sou les cent livres de lait au maximum et dans nul cas il ne devra excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace, y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marché initiale du plan: dépassé ce niveau, les trop-perçus seront sujets à ristourne;

Le prélevé sera payable par tous les producteurs soumis au plan conjoint et de la manière prescrite par l'office des producteurs, sauf toute exemption ou exception consentie par l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

i) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;

j) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

k) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

l) Former, faute d'accord avec l'acheteur, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

m) Fixer la durée et la date de renouvellement du plan conjoint et des conventions qui pourront en découler;

n) Protéger les producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

o) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "l'office des producteurs-fournisseurs de lait à la laiterie Mont Saint-Bruno", Saint-Bruno, comté de Chambly, qui est investi

c) Representation on behalf of the producers, by competent and duly accredited representatives appointed by the Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board, for the appreciation of the quality, quantity, assaying and weighing of the products delivered by the producers;

d) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyer;

e) The enforcement and agreed upon quota system by which the volume of milk declared "surplus" would be reducted to the minimum;

f) Negociate the conditions of disposal at the buyer's plant of the milk surplus not marketed as fluid milk;

g) Sales price and conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

h) Authorization of a levy to be deducted by the buyer or the selling agents from the sums payable to the producers for the sale of their products, such levy to be remitted to the producers' board in order to defray the normal administration expenditures of the joint plan. The maximum levy shall be one cent ($0.01) per hundred pounds and in no case shall it exceed the probable and foreseeable costs of an efficient administration, including the necessary or useful expenditures incurred in the preparation, presentation, approval and initial application of the plan;

The levies remaining with the producers' board after the above-designated expenditures have been paid, shall be subject to reimbursement to the producers. The levy shall be payable by all the producers bound by the plan in the manner prescribed by the producers' board, subject however to any exemption or exception granted by the Quebec Agricultural Marketing Board;

i) Work out sales promotion for the dairy products delivered to the buyer's plant;

j) Appoint a "Bonne Entente" Committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour the settle the grievances;

k) Establish with the buyer a Committee of co-operation to decide upon the grievances which may arise between them and the producers' board in the course of the execution of the plan;

l) Failing agreement with the buyer, either in the negociation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board;

m) Fix the duration and renewal of the plan and the agreements arising therefrom;

n) Protect the producers, their officers or representatives against reprisals which might be exercised against them for their activities in the presentation, adoption or application of the plan;

o) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Mont St. Bruno Dairy Milk Producers-Suppliers' Board", St. Bruno, county of Chambly, P.Q., which is vested with civil

de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 25 juillet 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
45576-o LÉONARD ROY.

and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, July 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
45576-o Secretary.

Sièges sociaux

Extrait du procès-verbal d'une assemblée spéciale des directeurs de la compagnie "Les Pétroles Strato Limitée", tenue à Montréal, au N° 10 de la rue St-Jacques Ouest, le 28 mai 1957, à 10 heures de l'avant-midi, à laquelle prenaient part Monsieur Paul Forget, président de la compagnie, Madame Jeannette Forget, vice-présidente de la compagnie et Monsieur Jean-Guy Forget, Secrétaire-trésorier de la compagnie, tous trois étant les seuls directeurs de la compagnie.

Monsieur Paul Forget, président de l'Assemblée, fait remarquer que la compagnie a son siège social à Montréal, en vertu des lettres patentes qui incorporent la compagnie et en vertu des règlements généraux de la compagnie, amsi que l'adresse précise de ce siège social devait être déterminée.

Sur motion proposée par Monsieur Jean-Guy Forget, secondée par Madame Jeannette Forget, il est unanimement résolu d'adopter le règlement N° 24 de la compagnie, statuant que le siège social de la compagnie sera situé à 2265, de la rue Sauriol, à Montréal 12.

Extrait certifié conforme au procès-verbal de l'Assemblée ci-dessus mentionnée, à l'endroit et à ladate précités, ce 4ème jour de juillet mil neuf cent cinquante-sept.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
45571-o JEAN GUY FORGET.

Head Offices

Excerpt of the Minutes of a Special Meeting of the Directors of the Company "Les Pétroles Strato Limitée", held at Montreal, at No. 10 St-James Street, West, on May 28, 1957, at 10 o;clock in the forenoon, at which took part Mr. Paul Forget, president of the company, Mrs. Jeannette Forget, Vice-President of the company and Mr. Jean-Guy Forget, Secretary-Treasurer of the company, all three being the only Directors of the company.

Mr. Paul Forget, President of the Meeting, states that the company has its head office at Montreal, under letters patent incorporating the company and under the general by-laws of the company, but that the precise address of this head office should be determinated.

On a motion proposed by Mr. Jean-Guy Forget, seconded by Mrs. Jeannette Forget, it is unanimously resolved to adopt by-law No. 24 of the company, enacting that the head office of the company shall be situated at 2265 Sauriol Street, at Montreal 12.

Certified excerpt in conformity with the Minutes of the Meeting above mentioned, at the place and date above cited, this 4th day of July, one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) JEAN GUY FORGET,
45571 Secretary-Treasurer.

WOMEN'S VOLUNTARY SERVICES (MONTREAL) — SERVICES VOLONTAIRES FÉMININS (INC).

Avis est, par les présentes, donné que la corporation Women's Voluntary Services (Montreal) — Services Volontaires Féminins (Inc.) constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal a transporté son bureau de 151 Édifice Sun Life, Montréal à 1019 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Montréal, le 30e jour de juillet 1957.

Le Président,
45574 PHILLIS H. PARKER.

WOMEN'S VOLUNTARY SERVICES (MONTREAL) — SERVICES VOLONTAIRES FÉMININS (INC.)

Notice is hereby given that Women's Voluntary Services (Montreal) — Services Volontaires Féminins (Inc.) incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal has moved its office from 151 Sun Life Building, Montreal to 1019 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Montreal, the 30th day of July, 1957.

PHILLIS H. PARKER,
45574-o President.

Avis est donné que la compagnie La Cie Métallique Victoria Ltée et/or The Victoria Metallic Co. Ltd., constituée en corporation par lettres patentes en date du 29ième jour de Mars 1939 et ayant son bureau principal dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1384 de la rue St. Antoine, l'a transporté au numéro 230 de la rue Colborne.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29ième jour de juillet 1957.

Le Vice-président,
45575-o J. RENÉ PAYNE.

Notice is hereby given that the company La Cie Métallique Victoria Ltée and/or The Victoria Metallic Co. Ltd., incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1939 and having its head office situated until this date at number 1384 St. Antoine St., has transferred it to number 230 Colborne Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 29th day of July, 1957.

J. RENÉ PAYNE,
45575 Vice-President.

Soumsssions

Province de Québec

VILLE DE HAUTERIVE
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gilbert Moffatt, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Hauterive, comté de Saguenay, jusqu'à 7.30 hrs. p.m., mardi, le 3 septembre 1957, pour l'achat de $130,000.00 d'obligations de la ville de Hauterive, comté de Saguenay, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 20 — Travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $130,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$3,500.00
1er octobre 1959	4,000.00
1er octobre 1960	4,000.00
1er octobre 1961	4,500.00
1er octobre 1962	4,500.00
1er octobre 1963	5,000.00
1er octobre 1964	5,000.00
1er octobre 1965	5,500.00
1er octobre 1966	5,500.00
1er octobre 1967	6,000.00
1er octobre 1968	6,500.00
1er octobre 1969	6,500.00
1er octobre 1970	7,000.00
1er octobre 1971	7,500.00
1er octobre 1972	8,000.00
1er octobre 1973	8,500.00
1er octobre 1974	9,000.00
1er octobre 1975	9,500.00
1er octobre 1976	9,500.00
1er octobre 1977	10,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive, comté de Saguenay.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF HAUTERIVE
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilbert Moffatt, Secretary-Treasurer, Town Hall, Hauterive, county of Saguenay, until 7.30 o'clock p.m. Tuesday, September 3, 1957, for the purchase of an issue of $130,000.00 of bonds of the town of Hauterive, county of Saguenay, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 20 — Work on aqueduct, sewers and Roads Dept.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $130,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$3,500.00
October 1st, 1959	4,000.00
October 1st, 1960	4,000.00
October 1st, 1961	4,500.00
October 1st, 1962	4,500.00
October 1st, 1963	5,000.00
October 1st, 1964	5,000.00
October 1st, 1965	5,500.00
October 1st, 1966	5,500.00
October 1st, 1967	6,000.00
October 1st, 1968	6,500.00
October 1st, 1969	6,500.00
October 1st, 1970	7,000.00
October 1st, 1971	7,500.00
October 1st, 1972	8,000.00
October 1st, 1973	8,500.00
October 1st, 1974	9,000.00
October 1st, 1975	9,500.00
October 1st, 1976	9,500.00
October 1st, 1977	10,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest if any, by certified cheque payable at par at Hauterive, county of Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1re octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 septembre 1957, à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Hauterive, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive, (Comté de Saguenay), ce 9 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GILBERT MOFFATT.

Hôtel de Ville Hauterive,
(Comté de Saguenay), P.Q. 45593-o

Province de Québec

VILLE DE SAINTE-ROSE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Labonville, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 216 Blvd Sainte-Rose, Sainte-Rose, jusqu'à 8.30 hrs. p.m., mardi, le 3 septembre 1957 pour l'achat de $82,000.00 d'obligations de la ville de Sainte-Rose, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 350 — $13,000.00 — construction de trottoirs; 367 — $65,000.00 — travaux d'améliorations locales; et 368 — $4,000.00 — construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $82,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$3,500.00
1er octobre 1959	3,500.00
1er octobre 1960	3,500.00
1er octobre 1961	3,500.00
1er octobre 1962	3,500.00
1er octobre 1963	4,000.00
1er octobre 1964	4,000.00
1er octogre 1965	4,000.00
1er octobre 1966	4,000.00
1er octobre 1967	4,000.00
1er octobre 1968	4,000.00

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 3, 1957, at 7.30 o'clock, at the Town Hall, Hauterive, county of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive, (County of Saguenay), Aug. 9, 1957.

GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Hauterive,
(County of Saguenay), P.Q. 45593

Province of Quebec

TOWN OF SAINTE-ROSE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. Labonville, Secretary-Treasurer, Town Hall, 216 Sainte-Rose Blvd. Sainte-Rose, until 8.30 o'clock p.m. Tuesday, September 3, 1957, for the purchase of an issue of $82,000.00 of bonds of the town of Sainte-Rose, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 350 — $13,000.00 — construction of sidewalks; 367 — $65,000.00 — work on local-improvements; and 368 — $4,000.00 — construction of sidewalks.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $82,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$3,500.00
October 1st, 1959	3,500.00
October 1st, 1960	3,500.00
October 1st, 1961	3,500.00
October 1st, 1962	3,500.00
October 1st, 1963	4,000.00
October 1st, 1964	4,000.00
October 1st, 1965	4,000.00
October 1st, 1966	4,000.00
October 1st, 1967	4,000.00
October 1st, 1968	4,000.00

1er octobre 1969	4,000.00
1er octobre 1970	4,000.00
1er octobre 1971	4,000.00
1er octobre 1972	4,000.00
1er octobre 1973	4,500.00
1er octobre 1974	5,000.00
1er octobre 1975	5,000.00
1er octobre 1976	5,000.00
1er octobre 1977	5,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Rose.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout, ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 septembre 1957, à 8.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 216 Blvd Sainte-Rose, Sainte-Rose.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Rose, ce 12 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

Adresse postale:
Hôtel de Ville, C.P. 890,
216 Blvd Sainte-Rose,
Sainte-Rose, P.Q. 45594-o

October 1st, 1969	4,000.00
October 1st, 1970	4,000.00
October 1st, 1971	4,000.00
October 1st, 1972	4,000.00
October 1st, 1973	4,500.00
October 1st, 1974	5,000.00
October 1st, 1975	5,000.00
October 1st, 1976	5,000.00
October 1st, 1977	5,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Rose.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 3, 1957, at 8.30 o.clock at the Town Hall, 216 Sainte-Rose Blvd., Sainte-Rose.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Rose, August 12, 1957.

L. LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

Postal Address:
Town Hall, P.O.B. 890,
216, Sainte-Rose Blvd.
Sainte-Rose, P.Q. 45594

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Aberdeen
(Comté de Pontiac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand-R. Meilleur, secrétaire-trésorier, Rapides des Joachims, comté de Pontiac, jusqu'à 7.30 hres p.m., mardi, le 3 septembre 1957, pour l'achat de $65,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Aberdeen, comté de Pontiac, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le

Province of Quebec

The School Commissioners for the municipality of the township of Aberdeen
(County of Pontiac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand-R. Meilleur, Secretary-Treasurer, Rapide des Joachims, county of Pontiac, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, September 3, 1957 for the purchase of an issue of $65,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the township of Aberdeen, county of Pontiac, dated October 1st, 1957, and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 février 1957 — Reconstruction de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $65,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	x $23,500.00
1er octobre 1959	x 24,500.00
1er octobre 1960	1,000.00
1er octobre 1961	1,000.00
1er octobre 1962	1,000.00
1er octobre 1963	1,000.00
1er octobre 1964	1,000.00
1er octobre 1965	1,500.00
1er octobre 1966	1,500.00
1er octobre 1967	1,500.00
1er octobre 1968	1,500.00
1er octobre 1969	1,500.00
1er octobre 1970	1,500.00
1er octobre 1971	1,500.00
1er octobre 1972	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $50,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $25,000.00 chacun, en 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à paye les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pembroke, Ontario.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt au Canada.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque ccepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur libraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 3 septembre 1957, à 7.30 heures p.m., à l'école du village, Rapides des Joachims, comté de Pontiac.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rapides des Joachims (Comté de Pontiac), ce 9 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND-R. MEILLEUR.

Rapides des Joachims,
(Comté de Pontiac), P. Q. 45592-o

the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 25, 1957 — Reconstruction of the village school.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $65,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	x $23,500.00
October 1st, 1959	x 24,500.00
October 1st, 1960	1,000.00
October 1st, 1961	1,000.00
October 1st, 1962	1,000.00
October 1st, 1963	1,000.00
October 1st, 1964	1,000.00
October 1st, 1965	1,500.00
October 1st, 1966	1,500.00
October 1st, 1967	1,500.00
October 1st, 1968	1,500.00
October 1st, 1969	1,500.00
October 1st, 1970	1,500.00
October 1st, 1971	1,500.00
October 1st, 1972	2,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $50,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $25,000.00 each, from 1958 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term. Ajudication shall be made according to law.

The successful tendeter agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pembroke, Ontario.

Capital and interest are payable at all the branches of the bank mentioned in the loan procedure, in Canada.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively, if issued at ten-year short term, and prior to October 1st, 1965 inclusively, if issued for a fifteen year term, after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 3, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at the village school, Rapides des Joachims, county of Pontiac.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rapides des Joachims (County of Pontiac), August 9, 1957.

ARMAND-R. MEILLEUR,
Secretary-Treasurer.

Rapides des Joachims,
(County of Pontiac), P. Q. 45592

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, 12 rue St-Antoine-Sud, Granby, jusqu'à 8.00 heures p.m., jeudi, le 5 septembre 1957, pour l'achat de $185,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 27 mai 1957, telle que modifiée — agrandissement de l'école Immaculée Conception.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $185,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1958	x $26,500.00
1er septembre 1959	x 27,500.00
1er septembre 1960	x 29,000.00
1er septembre 1961	x 31,000.00
1er septembre 1962	3,000.00
1er septembre 1963	3,000.00
1er septembre 1964	3,000.00
1er septembre 1965	3,500.00
1er septembre 1966	3,500.00
1er septembre 1967	4,000.00
1er septembre 1968	4,000.00
1er septembre 1969	4,000.00
1er septembre 1970	4,500.00
1er septembre 1971	4,500.00
1er septembre 1972	5,000.00
1er septembre 1973	5,000.00
1er septembre 1974	5,500.00
1er septembre 1975	6,000.00
1er septembre 1976	6,000.00
1er septembre 1977	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $118,507.82, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 4 versements dont un de $29,626.97 et les trois autres de $29,626.95 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 et 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétreault, N.P., Secretary-Treasurer, 12 St. Antoine St., South, Granby, until 8.00 o'clock p.m. Thursday, September 5, 1957, for the purchase of an issue of $185,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the city of Granby, county of Shefford, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 27, 1957, as amended — enlargement of the Immaculée Conception School.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $185,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1958	x $26,500.00
September 1st, 1959	x 27,500.00
September 1st, 1960	x 29,000.00
September 1st, 1961	x 31,000.00
September 1st, 1962	3,000.00
September 1st, 1963	3,000.00
September 1st, 1964	3,000.00
September 1st, 1965	3,500.00
September 1st, 1966	3,500.00
September 1st, 1967	4,000.00
September 1st, 1968	4,000.00
September 1st, 1969	4,000.00
September 1st, 1970	4,500.00
September 1st, 1971	4,500.00
September 1st, 1972	5,000.00
September 1st, 1973	5,000.00
September 1st, 1974	5,500.00
September 1st, 1975	6,000.00
September 1st, 1976	6,000.00
September 1st, 1977	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $118,507.82 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments one of $29,626.97 and the other three of $29,626.95 each from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term of fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds and prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued for a

si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 5 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'école du Christ-Roi, rue Cort, Granby.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, ce 13 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÉTREAULT, N.P.

Adresse postale:
C.P. 487,
12 rue St-Antoine-Sud,
Granby, P.Q. 45596-o

Province de Québec

CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Primeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Beauharnois, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 4 septembre 1957, pour l'achat de $400,000.00 d'obligations de la cité de Beauharnois, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Première tranche du règlement N° 226 au montant total de $910,000.00 — $400,000.00 — travaux de voirie, achat d'équipement, travaux d'aqueduc et d'égouts, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $400,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$11,000.00
1er octobre 1959	12,000.00
1er octobre 1960	12,000.00
1er octobre 1961	13,000.00
1er octobre 1962	14,000.00
1er octobre 1963	15,000.00
1er octobre 1964	16,000.00
1er octobre 1965	17,000.00
1er octobre 1966	17,000.00
1er octobre 1967	18,000.00
1er octobre 1968	20,000.00
1er octobre 1969	21,000.00
1er octobre 1970	22,000.00
1er octobre 1971	23,000.00
1er octobre 1972	25,000.00
1er octobre 1973	25,000.00
1er octobre 1974	27,000.00
1er octobre 1975	29,000.00
1er octobre 1976	30,000.00
1er octobre 1977	33,000.00

twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, September 5, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Christ-Roi School, Cort St., Granby.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Granby, August 13, 1957.

LINDOR TÉTREAULT, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal Address:
P.O.B. 487,
12 St. Antoine St.-South,
Granby, P.Q. 45596

Province of Quebec

CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Primeau, Secretary-Treasurer, city Hall, Beauharnois, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, September 4, 1957, for the purchase of an issue of $400,000.00 of bonds of the city of Beauharnois, dated October 1st, 1957, and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

First instalment of by-law No. 226 for the total amount of $910,000.00 — $400,000.00 — work for Roads Department, purchase of equipment, work on aqueduct and sewers, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $400,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$11,000.00
October 1st, 1959	12,000.00
October 1st, 1960	12,000.00
October 1st, 1961	13,000.00
October 1st, 1962	14,000.00
October 1st, 1963	15,000.90
October 1st, 1964	16,000.00
October 1st, 1965	17,000.00
October 1st, 1966	17,000.00
October 1st, 1967	18,000.00
October 1st, 1968	20,000.00
October 1st, 1969	21,000.00
October 1st, 1970	22,000.00
October 1st, 1971	23,000.00
October 1st, 1972	25,000.00
October 1st, 1973	25,000.00
October 1st, 1974	27,000.00
October 1st, 1975	29,000.00
October 1st, 1976	30,000.00
October 1st, 1977	33,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 4 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois, ce 12 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN PRIMEAU.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 530,
Beauharnois, P.Q. 45603-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE STE-THÉRÈSE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endoséses "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Antonio Forget, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 hrs. p.m., à 78a rue Blainville-Ouest, ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, ou jusqu'à 8.00 hrs. p.m., à l'école secondaire des garçons, 8 rue Tassé, ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, mercredi, le 4 septembre 1957, pour l'achat de $320,000.00 d'obligations des sommissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusivement, avec intétêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 mars 1957, telle que modifiée — dépenses supplémentaires re: construction d'écoles et consolidation de déficit.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er cotobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on September 4, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Beauharnois.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois, August 12, 1957.

LUCIEN PRIMEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: City Hall, P.O.B. 530,
Beauharnois, P.Q. 45603

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE-THÉRÈSE
(County of Terreborne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antonio Forget, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. 78a Blainville St. West, town of Ste-Thérèse, county Terrebonne, or at the Boys' High School, 8 Tassé St., town of St. Thérèse, county of Terrebonne until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, September 4 1957 for the purchase of an issue of $320,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st 1977 inclusively, with interest at a frate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 29, 1957, as amended — supplementary expenses re: construction of schools and consolidation of deficit.

For purposes of adjudication only interest shall be calculated as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $320,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1958	x$33,500.00
1er septembre 1959	x 35,000.00
1er septembre 1960	x 37,000.00
1er septembre 1961	x 39,000.00
1er septembre 1962	x 41,500.00
1er septembre 1963	6,000.00
1er septembre 1964	6,500.00
1er septembre 1965	6,500.00
1er septembre 1966	7,000.00
1er septembre 1967	7,500.00
1er septembre 1968	8,000.00
1er septembre 1969	8,500.00
1er septembre 1970	8,500.00
1er septembre 1971	9,000.00
1re septembre 1972	9,500.00
1er septembre 1973	10,000.00
1er septembre 1974	11,000.00
1er septembre 1975	11,500.00
1er septembre 1976	12,000.00
1er septembre 1977	12,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $187,909.60, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $37,581.92 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudiaction sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 4 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., à l'école secondaire des garçons, 8 rue Tassé, ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 13 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO FORGET.

Adresse postale:
78a rue Blainville-Ouest,
ville de Ste-Thérèse,
(comté de Terrebonne), P.Q. 45595-o

Table of redemption — $320,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1958	x$33,500.00
September 1st, 1959	x 35,000.00
September 1st, 1960	x 37,000.00
September 1st, 1961	x 39,000.00
September 1st, 1962	x 41,500.00
September 1st, 1963	6,000.00
September 1st, 1964	6,500.00
September 1st, 1965	6,500.00
September 1st, 1966	7,000.00
September 1st, 1967	7,500.00
September 1st, 1968	8,000.00
September 1st, 1969	8,500.00
September 1st, 1970	8,500.00
September 1st, 1971	9,000.00
September 1st, 1972	9,500.00
September 1st, 1973	10,000.00
September 1st, 1974	11,000.00
September 1st, 1975	11,500.00
September 1st, 1976	12,000.00
September 1st, 1977	12,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $187,909.60 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $37,581.92 each, from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1965 incluisve if issued as fifteen-year short-term bonds, an prior to September 1st, 1967, inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 4, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Boys' High School, 8 Tassé St., Town of Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of Ste-Thérèse (county of Terrebonne), this August 13, 1957.

ANTONIO FORGET,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
78a Blainville-West,
town of Ste-Thérèse,
(county of Terrebonne), P.Q. 45595

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE CLERMONT
(Comté de Charlevoix)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-P. Lapointe, secrétaire-trésorier, jusqu'à 9.00 heures a.m., à 39 rue Lapointe, Clermont, comté de Charlevoix, ou jusqu'à 9.30 heures a.m., à la salle de l'école Jean Talon, Clermont, comté de Charlevoix, dimanche, le 1er septembre 1957, pour l'achat de $210,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Clermont, comté de Charlevoix, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 juin 1957 — agrandissement du couvent.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $210,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	x$23,500.00
1er octobre 1959	x 25,000.00
1er octobre 1960	x 26,500.00
1er octobre 1961	x 28,000.00
1er octobre 1962	4,500.00
1er octobre 1963	4,500.00
1er octobre 1964	5,000.00
1er octobre 1965	5,000.00
1er octobre 1966	5,500.00
1er octobre 1967	5,500.00
1er octobre 1968	6,000.00
1er octobre 1969	6,500.00
1er octobre 1970	6,500.00
1er octobre 1971	7,000.00
1er octobre 1972	7,500.00
1er octobre 1973	8,500.00
1er octobre 1974	8,500.00
1er octobre 1975	8,500.00
1er octobre 1976	9,000.00
1er octobre 1977	9,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $100,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $25,000.00 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Malbaie, comté de Charlevoix.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CLERMONT
(County of Charlevoix)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-P. Lapointe, Secretary-Treasurer, until 9.00 a.m., at 39 Lapointe St., Clermont county of Charlevoix, or until 9.30 o'clock a.m. at the School Hall Jean Talon, Clermont, county of Charlevoix, Sunday, September 1, 1957 for the purchase of an issue of $210,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Clermont, county of Charlevoix, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law dated June 12, 1957 — enlargement of the convent.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $210,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	x$23,500.00
October 1st, 1959	x 25,000.00
October 1st, 1960	x 26,500.00
October 1st, 1961	x 28,000.00
October 1st, 1962	4,500.00
October 1st, 1963	4,500.00
October 1st, 1964	5,000.00
October 1st, 1965	5,000.00
October 1st, 1966	5,500.00
October 1st, 1967	5,500.00
October 1st, 1968	6,000.00
October 1st, 1969	6,500.00
October 1st, 1970	6,500.00
October 1st, 1971	7,000.00
October 1st, 1972	7,500.00
October 1st, 1973	8,000.00
October 1st, 1974	8,500.00
October 1st, 1975	8,500.00
October 1st, 1976	9,000.00
October 1st, 1977	9,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $100,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $25,000.00 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at La Malbaie, county of Charlevoix.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds

dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 1er septembre 1957, à 9.30 heures a.m., en la salle de l'école Jean Talon, Clermont, comté de Charlevoix.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Clermont, (Comté de Charlevoix), ce 13 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-P. LAPOINTE.

Adresse postale: C.P. 10,
39, rue Lapointe, Clermont,
(Comté de Charlevoix), P.Q. 45605-o

Province de Québec

PAROISSE DE BAGOTVILLE
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Nap.-A. Tremblay, secrétaire-tréosrier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 118 rue Bagot, Bagotville, comté de Chicoutimi, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à 14 rue Albert, Bagotville, comté de Chicoutimi, mercredi, le 4 septembre 1957 pour l'achat de $26,500.00 d'obligations de la paroisse de Bagotville, comté de Chicoutimi, datées du 1er octobre 1957 et remboursables par séries du 1er octobre 1958 au 1er octobre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieure à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 69 — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $26,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1958	$1,000.00
1er octobre 1959	1,000.00
1er octobre 1960	1,000.00
1er octobre 1961	1,000.00
1er octobre 1962	1,000.00
1er octobre 1963	1,000.00
1er octobre 1964	1,000.00
1er octobre 1965	1,000.00
1er octobre 1966	1,000.00
1er octobre 1967	1,500.00
1er octobre 1968	1,500.00
1er octobre 1969	1,500.00
1er octobre 1970	1,500.00
1er octobre 1971	1,500.00

prior to October 1st, 1965, inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967, inclusively, if issued for a twenty-year, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Sunday, September, 1st 1957, at 9.30 o'clock p.m., at the School Hall Jean Talon, Clermont, county of Charlevoix.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Clermont, (County of Charlevoix), August 13, 1957.

L.-P. LAPOINTE.
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 10,
39 Lapointe St., Clermont,
(County of Charlevoix), P.Q. 45605

Province of Quebec

PARISH OF BAGOTVILLE
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Nap.-A. Tremblay, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. at 118 Bagot St., Bagotville, county of Chicoutimi, or Wednesday, September 4, 1957 until 8.00 o'clock p.m. at 14 Albert St., Bagotville, county of Chicoutimi, for the purchase of an issue of $26,500.00 of bonds of the parish of Bagotville, county of Chicoutimi, dated October 1st, 1957 and redeemable serially from October 1st, 1958 to October 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 69 — work on sewers.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $26,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1958	$1,000.00
October 1st, 1959	1,000.00
October 1st, 1960	1,000.00
October 1st, 1961	1,000.00
October 1st, 1962	1,000.00
October 1st, 1963	1,000.00
October 1st, 1964	1,000.00
October 1st, 1965	1,000.00
October 1st, 1966	1,000.00
October 1st, 1967	1,500.00
October 1st, 1968	1,500.00
October 1st, 1969	1,500.00
October 1st, 1970	1,500.00
October 1st, 1971	1,500.00

1er octobre 1972	1,500.00
1er octobre 1973	1,500.00
1er octobre 1974	1,500.00
1er octobre 1975	1,500.00
1er octobre 1976	2,000.00
1er octobre 1977	2,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bagotville, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 4 septembre 1957, à 8.00 heures p.m., à 14 rue Albert, Bagtoville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bagotville, (comté de Chicoutimi), ce 13 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
NAP.-A. TREMBLAY.

Adresse postale: 118, rue Bagot, Bagotville,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 45604-o

October 1st, 1972	1,500.00
October 1st, 1973	1,500.00
October 1st, 1974	1,500.00
October 1st, 1975	1,500.00
October 1st, 1976	2,000.00
October 1st, 1977	2,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bagotville, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bounds shall not be redeemable by anticipation prior of October 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to October 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1967 inclusive if sisued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, September 4, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at 14 Albert St., Bagotville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bagotville, (county of Chicoutimi), August 13, 1957.

NAP.-A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

118 Bagot Street, Bagotville,
(County of Chicoutimi), P.Q. 45604

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure N° F-67, (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Roland Bernier, St-Octave de Métis, comté de Matane, district de Rimouski, failli, & Henri-A. Martin, syndic.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à St-Octave de Métis, comté de Matane, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Partie du lot N° cent soixante-cinq (165) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis étant un terrain de cent pieds (100′) de profondeur est-ouest par cent pieds (100′) de largeur nord-sud; mesures anglaises. Borné au nord à Roger Dubé, à l'ouest et au sud à Jean

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court No. F-67, (Sitting in Bankruptcy). In the affair of the bankruptcy of: Roland Bernier, St-Octave de Métis, county of Matane, district of Rimouski, bankrupt, & Henri-A. Martin, trustee.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, SEPTEMBER EIGHTEENTH, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door, at St. Octave de Métis, county of Matane, the immoveable hereinafter described, to wit:

Part of lot one hundred and sixty-five (165) of the official cadaster of the parish of St. Octave de Métis, being a lot of land of one hundred feet (100′) in depth, east-west, by one hundred feet (100′) in width north-south; English measure. Bounded on the north by Roger Dubé, and on the

Martin, à l'est à la route de St-Octave de Métis via Padoue, avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, sujet à une rente de terrain de $50.00 par année payable le 1er juillet de chaque année à Monsieur Jean Martin de St-Octave de Métis.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Rimouski, ce 14 août 1957.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 45610-33-2-o

south by Jean Martin, on the east, by the route of St-Octave de Métis via Padoue, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to a ground rent of $50.00 per year payable on July 1st of each year to Mr. Jean Martin of St-Octave de Métis.

This item shall be sold to the highest and last bidder subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. and also to article 55 of the Bankruptcy Act; this sale is the equivalent of a Sheriff's sale. The whole according to judgment rendered by the Honourable Tribunal of Bankruptcies, for the district of Rimouski.

Conditions of sale: Cash.
Rimouski, August 14, 1957.

HENRI-A. MARTIN,
Licenced Trustee.

Office: 152-A de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 45610-33-2

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure N° 14334. Dame Dora Bourassa, ménagère, épouse séparée de biens de Clovis Jean, surveillant, avec lequel elle demeure et ledit Clovis Jean pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes tous deux domiciliés à Shawinigan Sud, demandeurs vs Bourbeau Bourassa, épicier, Isidore Bourassa, huissier, Albert Bourassa, rentier, tous trois domiciliés à Shawinigan Falls, Lucien Bourrassa, journalier, Jacques Bourassa, journalier, Alfred Bourassa, concierge, tous trois domiciliés à Montréal et Roch Bourassa, sans emploi, domicilié à Ottawa, Ontario, défendeurs.

AVIS DE LICITATION SELON C.P. 1047

Avis est, par la présente, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant aux Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, le 18 mars 1957, dans cette cause dans laquelle dame Dora Bourassa Jean, ménagère, épouse séparée de biens de Clovis Jean, surveillant, avec lequel elle demeure et ledit Clovis Jean pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes tous deux domiciliés à Shawinigan Sud sont demandeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Un emplacement situé à Shawinigan Falls, connu et désigné comme étant le lot numéro 53 de la subdivision du lot-numéro six cent vingt-huit (628-53) aux plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de Ste-Flore, mesurant 50′ de largeur par 92′ de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, borné en front par la 3e rue, en arrière par la ruelle, du côté est par le lot 628-52 et du côté ouest par le lot numéro 628-54 des plan et livre de renvoi officiel avec ensemble la maison et autres bâtisses y érigées",

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Trois-Rivières,

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 14334. Dame Dora Bourassa, housewife, wife separate as to property of Clovis Jean, supervisor, with whom she has lived and the said Clovis Jean, to authorize and assist his said wife for these present purposes, both domiciled at Shawinigan-South, plaintiffs, vs Bourbeau Bourassa, grocer, Isidore Bourassa, bailiff, Albert Bourassa, annuitant, all three domiciled at Shawinigan Falls, Lucien Bourassa, laborer, Jacques Bourassa, laborer, Alfred Bourassa, janitor, all three domiciled at Montreal, and Roch Bourassa, without employement, domiciled at Ottawa, Ontario, defendants.

NOTICE OF LICITATION ACCORDING TO C.P. 1047

Notice is, by these presents, given that under judgment of the Superior Court sitting at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, on March 18, 1957, in this case in which dame Dora Bourassa Jean, housewife, wife separate as to property of Clovis Jean, supervisor, with whom she resides and the said Clovis Jean to authorize and assist his said wife for these present purposes, both domiciled at Shawinigan South, are plaintiffs, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

"An emplacement situated at Shawinigan Falls, known and designated as being lot number 53 of the subdivision of lot number six hundred and twenty-eight (628-53) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Flore, measuring 50′ in width by 92′ in depth, English measure, more or less, bounded in front by 3rd street, in rear by the lane, on the east side by lot 628-52 and on the west side by lot number 628-54 on the official plan and in the book of reference together with the house and other buildings thereon erected",

The immoveable above designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER, 1957, in open Court, in the Conference Hall of the City Hall of Trois-Rivières,

sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposées au greffe du Protonotaire de ladite Cour;

Et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication;

Et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans le délai prescrit par la présente, elles seront forcloses du droit de le faire;

Trois-Rivières, le 22 juillet 1957.

Vraie copie L'Avocat des demandeurs,
45497-31-2-o (Signé) ALEX BASTIEN.

subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court;

And that any oppositions for cancellation, for purposes of charges or for purposes of withdrawal from the said licitation, shall be filed with the clerk of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale, and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication;

And in default of the parties to file the said oppositions within the delay prescribed by these presents, they shall be forclosed from the right of doing so;

Trois-Rivières, July 22, 1957.

True copy (Signed) ALEX. BASTIEN,
45497-31-2 Advocate of the Plaintiffs.

Vente pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-LAURENT

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la cité de Saint-Laurent, seront vendues à l'enchère publique, au bureau de l'Hôtel-de-Ville, 1390 rue de l'Église, Saint-Laurent, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

CITY OF SAINT-LAURENT

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the city of Saint-Laurent, will be sold by Public Auction, at the office of the Tow Hall, 1390 de l'Église Street, Saint-Laurent, on TUESDAY the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, nineteen hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions
Giannini, Luigi	357	149.
Anderson, E.	357	35.
Chartrand, Succ.-Est. Lizzie	256	173.
Waugh, Isabella	254	31.
Waugh, Isabella	242	703A.
McDonald, Rev. Duncan	242	323A.
Holiday, H. B.	241	10.
Griffiths, Mme A.	210	215.
Champagne, Succ.-Est. J.	210	285, 286.
Taylor, Wm. Robertson	251	99-169.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Trimm, James H.	242	976-2, 978.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Grégoire, Henri	454	245.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Jonas, Nicholas	409	23, 24, 25.
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Waugh, Isabella	254	P. 32.
Un terrain de forme rectangulaire mesurant 12 pieds en front et 71 pieds en profondeur, ayant une superficie de 852 pieds carrés et borné comme suit: au nord-ouest, par le lot n. 254-31 et au nord-est par une aprtie du lot no 254-39 (rue Barré); au sud-est par une autre partie du lot n. 254-32 et au sud-ouest par le lot no 254-270 (rue Chamberland).	An emplacement of rectangular form measuring 12 feet in frontage and 71 feet in deth, with a total area of 852 sq. feet and bounded as follows: on the north-est, by lot no. 254-31, on the north-east, by part of lot no. 254-39 (Barré Street); on the south-east by another part of lot no. 254-32 and on the south-west by lot no. 254-270 (Chamberland Street).	
Waugh, Isabella	254	P. 32.
Un terrain de forme rectangulaire mesurant 18 pieds en front par 71 pieds en prorondeur, ayant une superficie de 1,278 pieds carrés et borné comme suit: au nord-ouest, par une autre partie du lot no 254-32, au nord-est par une partie du lot no 254-39 (rue Barré), au sud-est par le lot no 254-33 et au sud-ouest par le lot no 254-303.	An emplacement of rectangular form measuring 18 feet in frontage by 71 feet in depth, with a total area of 1,278 sq. feet and bounded as follows: on the north-west, by another part of lot no. 254-32, on the north-east by part of lot no. 254-39 (Barré Street), and on the south-east by lot no. 254-33, and on the south-west by lot no. 254-303.	

Schreter, Ignarz		P. 11

Un terrain de forme irrégulière ayant une superficie de sept (7) arpents plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada (voies appelées Mount-Royal Subdivision), au nord-est par la partie de lot no 4 situé dans la cité de Saint-Laurent, au sud-est par le lot no 253-1 et au sud-ouest par une partie du lot no 12 situé dans la cité de Saint-Laurent.

An emplacement of irregular form with a total area of seven (7) arpents more or less, and bounded as follows: on the north-est by the property of Canadian National Railways (known as Mount-Royal Subdivision), on the north-east by the part of lot no. 4 situated in the city of Saint-Laurent; on the south-east by lot no. 253-1 and on the south-west by part of lot no.12 situated in the city of Saint-Laurent.

Shepherd, R. A.		P. 184

Un terrain de forme irrégulière ayant une superficie de 28,320 pieds carrés plus ou moins et borné comme suit: au nord-ouest par une autre partie du lot no 184, au nord-est par le lot no 188, au sud-est par la Montée Saint-François et au sud-ouest par une autre partie du lot no 184, avec bâtisses dessus érigées.

An emplacement of irregular form with a total area of 28,320 sq. feet more or less and bounded as follows: on the north-est by another part of lot no. 184, on the north-east by lot no. 188, on the south-east by Montée Saint-François and on the north-west by another part of lot no. 184, with buildings thereon erected.

Union Housing Corp. Ltd.	242	P. 959A.

Un terrain de forme rectangulaire mesurant 12.5 pieds en front par une profondeur de 80 pieds, ayant une superficie totale de 1,000 pieds plus ou moins, et borné comme suit: au nord-ouest par le lot no 242-958A, au nord-est par le lot no 242-9 5A (rue Saint-Germain), au sud-est par une autre partie du lot no 242-959A et au sud-ouest par le lot na 242-1152-3.

An emplacement of rectangular form measuring 12.5 feet in frontage by 80 feet in depth, with a total area of 1,000 sq. feet more or elss and bounded as follows: on the north-est by lot no. 242-958A, on the north-east by lot no. 242-945A (Saint-Germain Street), on the south-east by another part of lot no. 242-959A and on the south-west by lot no. 242-1152-3.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse Saint-Laurent et situés dans la cité de Saint-Laurent.

Donné à Saint-Laurent, ce douzième jour d'août mil neuf cent cinquante-sept (12 août 1957).

Le Greffier,
45585-33-2-o ADRIEN LIMOGES.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Given at Saint-Laurent, this twelfth day of August nineteen hundred and fifty-seven (August 12th, 1957).

ADRIEN LIMOGES,
45585-33-2-o Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 11,851. { FERRONNERIE DESFORGES LTÉE, corps légalement constitué ayant son siège social à Drummondville, demanderesse vs CAMILLE GÉLINAS, de Drummondville, défendeur.

"Deux terrains, avec bâtisses, portant les numéros cent cinquante-trois et cent cinquante-cinq, des subdivisions officielles du lot numéro cent quarante-neuf (149-153 et 155) du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste, ville de Drummondville, JEUDI le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1957 à TROIS heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 17 juillet 1957. 45462-30-2-o

BEAUCE

Fieris Facias de Terris
Dans la Cour Supérieure
District de Beauce

St-Joseph de Beauce N° 25,398. à savoir: { HONORIUS SIMARD, cultivateur de Sainte-Marie, comté de Beauce, contre JOSEPH AL-

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11,851. { FERRONNERIE DESFORGES LTÉE, a body legally incorporated having its head office at Drummondville, plaintiff, vs CAMILLE GÉLINAS, of Drummondville, defendant.

"Two lots of land, with buildings, bearing numbers one hundred and fifty-three and one hundred and fifty-five, of the official subdivisions of lot number one hundred and forty-nine (149-153 and 155) of the cadaster of the township of Grantham, county of Drummond".

To be sold at the parochial church door of St. Jean-Baptiste, town of Drummondville, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of AUGUST, 1957, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 17, 1957. 45462-30-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
In the Superior Court
District of Beauce

St. Joseph de Beauce No. 25,398. to wit: { HONORIUS SIMARD, farmer of Sainte-Marie, county of Beauce, against JOSEPH AL-

FRED THÉBERGE, marchand de la cité de Québec, et J. P. Bédard, en sa qualité de syndic à la faillite dudit J. Alfred Théberge, ayant leur bureau au N° 71, rue St-Pierre, Québec, mis en cause à savoir:

Un certain terrain situé à Sainte-Marie de Beauce, étant l'extrémité nord-ouest de l'île Perreault, mesurant environ quatre arpents en superficie, plus ou moins étant toute cette partie boisée, borné au sud-est à cette partie de l'île restant au vendeur et de chaque côté à la Rivière Chaudière étant partie du lot numéro six-cent quatre-vingt-quinze (Ptie 695) du cadastre officiel de Sainte-Marie, Beauce, circonstances et dépendances et tel que le tout est actuellement, ce que le preneur dit connaître.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Sainte-Marie de Beauce, le VINGTIEME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, le 13 août 1957.
45607-33-2-o

[Première insertion: 17 août 1957.]
[Seconde insertion: 31 août 1957.]

FRED THÉBERGE, merchant of the city of Quebec, and J. P. Bédard, in his quality of Trustee in the bankruptcy of the said J. Alfred Théberge, having their offices at No. 71 St. Peter Street, Quebec, mis-en-cause, to wit:

A certain plot of land situated at Sainte-Marie de Beauce, being at the nortwest extremity of the "Ile Perreault", measuring about four arpents in area, more or less, being all that wooded part, bounded on the southeast to that part of the island remaining to the vendor and on each side by the Chaudière River, being part of lot number six hundred and ninety-five (Pt. 695) of the official cadaster of Sainte-Marie, Beauce, circumstances and dependencies and such as the whole is presently to be found, of which the taker is said to have knowledge.

To be sold at the parochial church door in the parish of Sainte-Marie de Beauce, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, August 13, 1957.
45607-33-2

[Firest insertion: August 17, 1957.]
[Second insertion: August 31, 1957.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 7511. ALBEA MESSIER LTD., corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires à Granby, district de Bedford, demanderesse vs VINCENT GAUTHIER, de Granby, district de Bedford, défendeur.

"Un immeuble situé sur le côté nord de la rue Duvernay, en la cité de Granby, district de Bedford, et composé des cinquante-cinq pieds et demi ouest du lot numéro trois cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-trois et des cinquante-cinq pieds et demi ouest du lot numéro cent quatre-vingt-un de la sudbivision officielle du lot originaire numéro sept cent dix-neuf aux Plan et Livre de renvoi officiels du cadastre du canton maintenant Cité de Granby, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église de la paroisse St-Benoit, en la ville de Granby, district de Bedford, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. ce 6 août 1957. 45586-33-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 7511. ALBEA MESSIER LTD., legally incorporated corporation and having its head office at Granby, district of Bedford, plaintiff vs VINCENT GAUTHIER, of Granby, district of Bedford, defendant.

"An immoveable situated on the north side of Duvernay Street, in the city of Granby, district of Bedford and composed of the fifty-five feet and one-half west of lot number three hundred and twenty-one of the official subdivision of the original lot number four hundred and forty-three and of the fifty-five feet and one-half feet west of lot number one hundred and eighty-one of the official subdivision of the original lot number seven hundred and nineteen on the official plan and in the book of reference of the township presently city of Granby, with buildings thereon erected."

To be sold in block, at the door of the church of the parish of St-Benoit, in the city of Granby, district of Bedford, on SEPTEMBER the EIGHTEENTH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que. August 6, 1957. 45586-33-2

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 7199. MARCEL CAZEAULT, employé d'usine, de la cité de Granby, district de Bedford, et Dame ADÉLINE CÔTÉ, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse contractuellement séparée de biens d'Isidore Cazeault, agent des mêmes lieux, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, demandeurs; vs Dame JEANNETTE D'ETCHEVERY, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Parizeault, plombier, des mêmes lieux, avec lequel elle demeure à Montréal, et ce dernier pour l'autorisation nécessaire à son épouse et la validité de la procédure, défendeurs.

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 7199. MARCEL CAZEAULT, factory employee of the city of Granby, district of Bedford, and Dame ADÉLINE CÔTÉ, of the city of Granby, district of Bedford, wife contractually separate as to property of Isidore Cazeault, agent for the same place, duly authorized by the latter for these present purposes, plaintiffs; vs Dame JEANNETTE D'ETCHEVERY, of the city and district of Montreal, wife contractually separate as to property of Roland Parizeault, plumber, of the same place, with whom she lives in Montreal, and the latter for the necessary authorization for this wife and the validity of the procedure, defendants.

Un immeuble situé sur le côté est de la rue St-Joseph, en la cité de Granby, connu et désigné comme étant la partie nord du lot trois cent soixante-six (Pt. N° 366) aux plan et livre de renvoi officielle du village de Granby, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur en front sur ladite rue St-Joseph, quarante pieds de largeur le long de la ligne est, par toute la profondeur dudit lot, avec bâtisses dessus construites, sujet à un droit de passage en commun, et à distraire les parties de lot vendues à Dame Th. Delorme et H. Langlois, par actes enregistrés Nos 65497 et 72957.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église Notre-Dame de Granby, district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif.
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué., ce 6 août 1957.
45587-33-2-o

An immoveable situated on the east side of St. Joseph Street, in the city of Granby, known and designated as being the north part of lot three hundred and sixty-six (Pt. No. 366) on the official plan and in the book of reference of the village of Granby, measuring fifty-four feet in width in front of the said St. Joseph Street, forty feet in width along the east line, by the entire depth of the said lot, with buildings thereon erected, subject to a common right of way, and to withdraw the parts of lot sold to Dame Th. Delorme and H. Langlois, by registered deed Nos. 65497 and 72957.

To be sold in block, at the door of the church of Notre-Dame de Granby, district of Bedford, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., August 6, 1957.
45587-33-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 416892. J. J. LALONDE LIMITED, corps politique dûment incorporé d'après la loi ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse vs MARCEL BÉLAND, domicilié et résidant à 262 rue Laurier, en les cité et district de St-Jean d'Iberville, défendeur.

"Un certain emplacement en la paroisse de Cowansville comté de Missisquoi, connu et désigné sous le numéro 18 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 89 des plan et livre de renvoi officiels du village de Cowansville, comté de Missisquoi, de forme irrégulière, borné au nord par le lot 89, subdivision 19 et le chemin public, au sud par le lot 89, subdivision 20, à l'est par les lots 89, subdivision 17 et 89, subdivision 20; à l'ouest par la rivière Yamaska, lot 89 subdivision 19 et le lot 88 mesurant vers le nord-ouest en front 173 pieds de largeur et en arrière vers le sud-est 290 pieds, de là 35 pieds de largeur sur une profondeur de 498 pieds de la ligne nord-est et 309 pieds et de là 109 pieds de la ligne sud-ouest, plus ou moins, mesures anglaises avec quatre maisons y élevées et autres dépendances."

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, en la ville de Cowansville, district de Bedford, le VINGT-SIX SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif. ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué., ce 13 août 1957. 45608-33-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 416892. J. J. LALONDE LIMITED, body politic duly incorporated according to law, having its head office and its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs MARCEL BÉLAND, domiciled and residing at 262 Laurier Street, in the city and district of St. John's, Iberville, defendant.

"A certain emplacement in the parish of Cowansville, county of Missisquoi, known and designated under number 18 of the official subdivision of original lot 89 on the official plan and in the book of reference of the village of Cowansville, county of Missisquoi, of irregular form, bounded on the north by lot 89, subdivision 19 and the public road, on the south, by lot 89, subdivision 20, on the east, by lots 89, subdivision 17 and 89, subdivision 20; on the west, by the Yamaska River, lot 89, subdivision 19 and lot 88 measuring on the northwest in front 173 feet in width and in rear on the southeast, 290 feet from thence 35 feet in width by a depth of 498 feet in the northeast line and 309 feet and from thence, 109 feet in the southwest line, more or less, English measure with four houses thereon erected and other dependencies."

To be sold in block, at the parochial church door of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, in the town of Cowansville, district of Bedford, on SEPTEMBER TWENTY-SIX, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, Que., August 13, 1957. 45608-33-2

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 7745. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant vs ALBERT LEBLANC, de Eastman, comté de Brome, intimé.

"Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro douze cent quatre-vingt-seize (1296) au plan officiel du canton de Bolton, avec toutes les bâtisses dessus; sujet à la réserve des droits de mines; de la contenance de cent neuf (109) acres de terre, plus ou moins.

Une terre connue et désignée comme étant les lots numéros onze cent soixante et onze (1171) onze cent soixante et treize (1173) et douze cent

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 7745. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, petitioner, vs ALBERT LEBLANC, of Eastman, county of Brome, respondent.

"A farm known and designated as being lot number twelve hundred and ninety-six (1296) on the official plan and in the township of Bolton, with all the buildings thereon; subject to the reserve of mining rights containing one hundred and nine (109) acres of land, more or less.

A farm known and designated as being lots numbers eleven hundred and seventy-one (1171) eleven hundred and seventy-three (1173) and

quatre-vingt-dix-sept (1297) du rang huit, ce dernier étant sujet à des droits de mines minéraux suivant titres, aux plan et livres de renvoi officiels du canton de Bolton, avec bâtisses dessus".

Pour être vendues en bloc, à l'église paroissiale d'Eastman, district de Bedford, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif. ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. ce 6 août 1957. 45588-33-2-o

twelve hundred and ninety-seven (1297) of range eight, the latter being subject to the mineral mining rights according to titles, on the official plan and in the book of reference of the township of Bolton, with buildings thereon."

To be sold in block, at the door of the parochial church of Eastman, district of Bedford, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que. August 6, 1957. 45588-33-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 5612. LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, une banque dûment constituée en corporation ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario, et une succursale en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs DENIS MCLAUGHLIN, de Kirk's Ferry, dans la province de Québec, employé civil, défendeur.

"Toute cette parcelle de terrain étant composée de cette partie de la demi-nord du lot numéro douze (p. de ½ N. 12) dans le dixième rang du canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, et ladite parcelle de terrain décrite plus particulièrement comme suit: Commençant à un point sur ledit lot numéro douze distant de cent trente-six pieds (136′) mesurée dans une direction magnétique nord trente degrés trente minutes est (N.30°30′E), d'un point sur la ligne séparative entre le nord et la demi-sud dudit lot numéro douze, lequel dernier point mentionné est distant de quatre cent trente pieds et cinq dixièmes (430′5) mesuré dans une direction magnétique sud quatre-vingt-deux degrés et quarante minutes est (S.82°40′E) et le long de ladite ligne séparative de la ligne séparative entre ledit lot numéro douze et le lot numéro treize du même rang; de là, dans une direction magnétique nord trente degrés trente minutes est (N.30°30′E), une distance de deux cent quatre pieds (204′); de là, dans une direction magnétique sud quatre-vingts degrés trente minutes est (S.80°30′E), une distance de quatre-vingt-dix-neuf pieds (99′); de là, sud trente degrés 30 minutes ouest (S.30s30′O.) une distance de deux cent quatre pieds (204′); de là dans une direction magnétique nord quatre-vingt-deux degrés quarante minutes ouest (N.82°40′O), une distance de quatre-vingt-dix-neuf pieds (99′) jusqu'au point de départ, la parcelle de terrain susdite est bornée comme suit: vers le nord-ouest par un chemin public conduisant au chemin Gatineau; vers le nord-est, le sud-est par une autre parcelle du même lot la propriété de M. & Mme Thomas J. Nankin ou représentants; vres le sud-ouest par une autre parcelle du même lot la propriété de C. H. Church ou ayants droit; la parcelle de terrain vendue par la présente telle qu'indiquée en rouge sur un plan fait par S. E. Farley, arpenteur géomètre, en date du 7 septembre 1927 et annexé au numéro originaire 24560 du répertoire de Me Henri DesRosiers, notaire de Hull."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Étienne, à Chelsea, district de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour du mois D'AOÛT 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 17 juillet 1957. 45463-30-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5612. THE CANADIAN BANK OF COMMERCE, a bank duly incorporated having its Head Office in the city of Toronto, in the Province of Ontario, and a Branch in the city and district of Montreal, plaintiff, vs DENIS MCLAUGHLIN, of Kirk's Ferry, in the Province of Quebec, civil servant, defendant.

"All that parcel of land being composed of that part of the north half of lot number twelve (pt. of N. ½ 12) in the tenth range of the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, and said parcel of land more particularly described as follows: Commencing at a point on the said lot number twelve distant one hundred and thirty-six feet (136′) measured on a bearing of north thirty degrees thirty minutes east (N.30° 30′E) magnetic from a point on the division line between the north and the south half of said lot number twelve, which last mentioned point is distant four hundred and thirty feet and five tenths (430′5) measured on a bearing of south eighty-two degrees and forty minutes east magnetic (S.82°40′E) and along the said division line from the division line between said lot number twelve and lot number thirteen of the same range; thence north thirty degrees thirty minutes east (N.30°30′E) magnetic, a distance of two hundred and four feet (204′); thence south eighty degrees and thirty minutes east (S.80°30′E) magnetic, a distance of ninety-nine feet (99′); thence south thirty degrees and thirty minutes west (S.30° 30′W) a distance of two hundred and four feet (204′); thence north eighty-two degrees and forty minutes west (N.82°40′W) magnetic, a distance of ninety-nine feet (99′) to the point of commencement, the above parcel of land bounded as follows: northwesterly by a public road leading to the Gatineau Highway; northeasterly, southeasterly by another portion of the same lot, the property of Mr. & Mrs. Thomas J. Nankin or representatives; southwesterly by another portion of the same lot, the property of C. H. Church or his assigns; the parcel of land presently sold as shown in red on a plan made by S. E. Farley, Q.L.S. dated on the 7th September 1927 and annexed to original number 24560 of the repertory of Me Henri DesRosiers, notary at Hull."

To be sold at the parochial church door of St. Étienne, at Chelsea, district of Hull, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, July 17, 1957. 45463-30-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 5565. { OTTAWA CIVIL SERVICE RECREATIONAL ASSOCIATION, corps civil, légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à Ottawa, dans le district de Carleton, en la Province d'Ontario, demanderesse, vs GILLES TRAHAN, hommes d'affaires, domicilié et résidant à Hull, dit district, défendeur.

Un immeuble sis en la cité de Hull, province de Québec, consistant en toutes ces propriétés désignées comme étant

1° Le lot sept cent dix-sept (717) du quartier trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull;

2° Le lot sept cent dix-huit (718) du quartier trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull;

3° Le lot sept cent dix-neuf (719) du quartier trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull;

4° Toutes les bâtisses dessus érigées, sur l'un quelconque des susdits lots, circonstances et dépendances et telles bâtisses portant, les numéros civiques 78 à 88, inclusivement, rue Wellington, cité de Hull.

Subordonné aux servitudes actives et passives pouvant affecter lesdits immeubles.

Un immueble situé dans le canton de Hull, comté de Gatineau, Province de Québec, consistant en toute cette propriété désignée comme étant le lot sept "C" (7/C) dans le quatrième rang du canton de Hull, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton. Sans bâtisse.

Subordonné à toutes servitudes actives et passives affectant le susdit lot; A exclure du susdit lot 7C parties d'icelui vendues à

1° Commission du District Fédéral contenant 23.75 acres de terre en superficie et telle que plus au long décrite et bornée dnas un acre de vente en date du 14 mai, 1952, enregistré au Bureau d'Enregistrement de la Division de Gatineau à Maniwaki, le 16 mai, 1952, sous le numéro 28876;

2° Commission du District Fédéral et telle que plus au long décrite et bornée dans un acte de vente en date du 8 juillet, 1954, enregistré à Maniwaki le 23 août, 1954, sous le numéro 34324;

3° Petrofina Petroleum Company Ltd., (vente non encore complétée) mesurant cent pieds (100′) dans sa limite nord-ouest, cent pieds (100′) dans sa limite est, cent pieds (100′) dans a limite sud-est; cent pieds (100′) dans sa limite ouest et ladite partie de terrain indiquée par un poteau de fer planté à chaque coin et tel qu'apparaissant sur un plan préparé par Marcel Ste-Marie (N° 999) arpenteur géomètre, en date du 23 octobre ,1954, et ladite partie bornée comme suit: au nord ou nord-ouest par cette partie du terrain gravelé en bordure du chemin de la Montagne; à l'est, au sud-est et à l'ouest par autre partie dudit lot 7C".

Pour être vendus (en bloc) à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 22 juillet 1957. 45464-30-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5565. { OTTAWA CIVIL SERVICE RECREATIONAL ASSOCIATION, civil body, legally incorporated having it head office at Ottawa in the district of Carleton, in the Province of Ontario, plaintiff, vs GILLES TRAHAN, business man, domiciled and residing at Hull, said district, defendant.

An immoveable situated in the city of Hull, Province of Quebec, consisting of all those properties designated as follows

1. Lot seven hundred and seventeen (717) in Ward three, of the official plan and book of reference of the city of Hull;

2. Lot seven hundred and eighteen (718) of Ward three, of the official plan and book of reference of the city of Hull;

3. Lot seven hundred and nineteen (719) of Ward three, of the official plan and book of reference of the city of Hull;

4. All buildings erected on any of the above lots circumstances and dependencies and such buildings bearing civic numbers 78 to 88, inclusive, on Wellington street, city of Hull.

Subject to the active and passive servitudes affecting said immoveables.

An immoveable situated in the township of Hull, county of Gatineau, province of Quebec, consisting of all that property designated as being lot seven "C" (7/C) in range four of the township of Hull, on the official plan and book of reference of said township, minus buildings.

Subject to all active and passive servitudes affecting the above lot; save and except those parts of the abovementioned lot 7C, sold to:

1. Federal District Commission, containing an area of 23,75 acres of land such as described and bounded, at greater length, in a deed of sale dated May 14th, 1952, registered in the Registry Office of the division of Gatineau at Maniwaki, May 16th, 1952, under number 28876;

2. Federal District Commission and such as described and bounded, at greater length, in a deed of sale dated July 8, 1954, registered at Maniwaki August 23rd, 1954, under number 34324;

3. Petrofina Petroleum Company Ltd., (sale not as yet completed) measuring one hundred feet (100′) within its northwesterly boundary, one hundred feet (100′) within its easterly boundary, one hundred feet (100′) within its southeasterly boundary; one hundred feet (100′) within its westerly boundary and the said portion of land indicated by an iron post planted at each corner, as indicated on a plan prepared by Marcel Ste. Marie (No. 999) Land Surbeyor, under date of October 23rd, 1954, and the said part bounded as follows: northerly and northwesterly by that part of land covered with gravel bordering the Mountain Road; easterly, southeasterly and westerly by another part of said lot 7C".

To be sold (in block) at my Office, at the Court House, in the city of Hull, the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, July 22, 1957. 45464-30-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 77,173. { DAME MARGUERITE BROUSSEAU, épouse commune en biens de Lucien Matte, journalier, de la cité de Montréal et ledit Lucien Matte tant personnellement que pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, contre ADOLPHE BRUNEAU, de Lomer, comté de Portneuf.

1° Une terre située en la paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Potrneuf, mesurant cinq perches et deux pieds de largeur, sur trente-deux arpents de profondeur, plus ou moins, à distraire le terrain pris par la compagnie du Pacifique Canadien, bornée au nord-ouest par le lot quatre cent vingt et un, au sud-est par les lots quatre cent neuf et quatre cent sept, au nord-est par le lot quatre cent dix-huit, et au sud-ouest par leslots quatre cent vingt et quatre cent vingt et un; ladite terre connue et désignée sous le numéro quatre cent dix-neuf (419) du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf;

2° Une terre située au même endroit, mesurant un arpent et quatre pieds de largeur, sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, à distraire le terrain pris par la compagnie du Pacifique Canadien; bornée au nord-ouest par le lot quatre cent vingt et un, au sud-est par le lot quatre cent sept, au nord-est par le lot quatre cent dix-neuf, et au sud-ouest par le lot quatre cent vingt-deux; ladite terre connue et désignée sous le numéro quatre cent vingt (420) du cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf;

3° Une partie du lot quatre cent vingt-deux (P. 422) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, avec les améliorations mesurant un demi arpent de largeur par toute la longueur du lot, bornée au nord aux terres de Ste-Jeanne de Neuville, vers l'est par Arthur Jobin, vers le sud au trait carré et vers l'ouest par le lot numéro quatre cent vingt-trois;

4° Une terre mesurant cinq perches et deux pieds de largeur, sur quarante arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro quatre cent vingt-trois (423) dudit cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf.

A distraire:

a) la partie du lot 420 vendue par Adolphe Bruneau à Georges Daigle par acte enregistré le 3 juin 1957 sous le N° 142,750, de la contenance de cent vingt-huit pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin de front appelé "Chemin de Dorval" en allant vers le sud jusqu'au trait carré des terres de la 2ème Concession de Pointe-aux-Trembles et comprise dans les bornes suivantes: Bornée en front au nord au "Chemin de Dorval", au sud au trait carré des terres de la deuxième concession, d'un côté à l'est au résidu et d'autre côté à l'ouest à Armand Isabelle;

b) la partie du lot 422 vendue par Adolphe Bruneau à Armand Isabelle par vente enregistrée sous le N° 142,749 de la contenance de cent vingt-huit pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin de front appelé "Chemin de Dorval" en allant vers le sud jusqu'au trait carré des terres de la deuxième concession de Pointe-aux-Trembles, et comprise dans les bornes suivantes: bornée en

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 77,173. { DAME MARGUERITE BROUSSEAU, wife common as to property of Lucien Matte, laborer, of the city of Montreal, and the said Lucien Matte, as much personally as to assist and authorize his wife for these present purposes, against ADOLPHE BRUNEAU, of Lomer, county of Portneuf.

1. A farm situated in the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, measuring five rods and two feet in width, by thirty-two arpents in depth, more or less, to withdraw the ground taken by the Canadian Pacific Company, bounded on the northwest by lot four hundred and twenty-one, on the southeast by lots four hundred and nine and four hundred and seven, on the northeast, by lot four hundred and eighteen, and on the southwest by lots four hundred and twenty and four hundred and twenty-one; the said land known and designated under number four hundred and nineteen (419) of the official cadaster of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf;

2. A farm situated at the same place, measuring an arpent and four feet in width, by fifteen arpents in depth, more or less, to withdraw the ground taken for the Canadian Pacific Company: bounded on the northwest by lot four hundred and twenty-one, on the southeast by lot four hundred and seven, on the northeast by lot four hundred and nineteen, and on the southwest by lot four hundred and twenty-two; the said land known and designated under number four hundred and twenty (420) of the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf;

3. A part of lot four hundred and twenty-two (Pt. 422) on the official plan and in the book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles, with the improvements measuring a half-arpent in width by the whole length of the lot, bounded on the north by the farms of Ste-Jeanne de Neuville, on the east by Arthur Jobin, on the south by the "trait-carré" and on the west by lot number four hundred and twenty-three;

4. A farm measuring five rods and two feet in width, by forty arpents in depth, known and designated under number four hundred and twenty-three (423) of the said official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf.

To withdraw:

a) that part of lot 420 sold by Adolphe Bruneau to Georges Daigle by registered deed on June 3, 1957 under No. 142,750 containing one hundred and twenty-eight feet in width, English measure, by the depth that there may be from the front road called "Dorval Road", going towards the south as far as the trait carré of the farms of the 2nd Concession of Pointe-aux-Trembles and comprised within the following boundaries: Bounded in front on the north by the "Dorval Road", on the south by the trait carré of the farms of the second concession, on one side, on the east, by the residue and on the other side on the west by Armand Isabelle;

b) that part of lot 422 sold by Adolphe Bruneau to Armand Isabelle by registered bill of sale under No. 142,749 containing one hundred and twenty-eight feet in width, English measure, by the depth that there may be from the front road called "Dorval Road", going towards the south as far as the trait carré of the farms of the second concession of Pointe-aux-Trembles, and comprised within the following boundaries: bounded

front au nord au "Chemin Dorval", au sud au trait carré des terres de la 2ème concession, d'un côté à l'est à Georges Daigle, et d'autre côté à l'ouest à Robert Bruneau;

c) la partie des lots N° 422 et 423 vendue à Robert Bruneau par acte enregistré sous le N° 133,377 mesurant un arpent de largeur par la profondeur qui se trouve depuis le trait carré du 2ème rang au sud jusqu'au chemin de Dorval au nord.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Pointe-aux-Trembles (Neuville), comté de Portneuf le TRENTIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 24 juillet 1957. 45480-30-2-o
[Première insertion: 27 juillet 1957.]
[Deuxième insertion: 17 août 1957.]

in front on the north by the "Dorval Road", on the south, by the trait carré of the farms of the 2nd concession, on one side, on the east, by Georges Daigle, and on the other side on the west, by Robert Bruneau;

c) that part of lots No. 422 and 423 sold to Robert Bruneau by registered bill of sale under No. 133, 377, measuring an arpent in width by the depth which is to be found from the trait carré of the 2nd range to the south as far as the Dorval road on the north.

To be sold at the church door of the Parish of Pointe-aux-Trembles (Neuville), county of Portneuf, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, July 24, 1957. 45480-30-2
[First insertion: July 27, 1957.]
[Second insertion: August 17, 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,788. CHALIFOUR & FRÈRE, marchand en gros, Grondine, comté de Portneuf, P.Q., contre ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, comté de Portneuf, P.Q.

"Le numéro trois cent dix-neuf (N° 319) municipalité de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, comté de Portneuf, le TRENTIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J. R. GOBEIL.
Québec, le 17 juillet 1957. 45465-30-2-o
[Première insertion: 27 juillet 1957]
[Deuxième insertion: 17 août 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86,788. CHALIFOUR & FRÈRE, wholesale merchant, Grondines, county of Portneuf, P.Q. against ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf, Station county of Portneuf, P.Q.

"Number three hundred and nineteen (No. 319) municipality of the parish of Deschambault, county of Portneuf, P. Q.

To be sold at parochial church door of Deschambault, County of Portneuf, on the THIRTIETH day of AUGUST, next at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 17, 1597. 45465-30-2
[First insertion: July 27, 1957)]
[Second insertion: August 17, 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,788. CHALIFOUR & FRÈRE, marchand en gros, Grondines, comté Portneuf, P.Q., contre ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf Station, comté de Portneuf, P.Q.

"Le lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (N° 282) municipalité de la paroisse de Portneuf Station, comté de Portneuf.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, le TRENTIÈME jour d'AOÛT prochain à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 17 juillet 1957. 45466-30-2-o
[Première insertion: 27 juillet 1957]
[Deuxième insertion: 17 août 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86,788. CHALIFOUR & FRÈRE, wholesale merchant, Grondines, county of Portneuf, P.Q., against ÉMILIEN PICHÉ, Portneuf, Station, county of Portneuf, P.Q.

"Number two hundred and eighty-two (No. 282) municipality of the parish of Portneuf Station, county of Portneuf.

To be sold at parochial church door of Notre-Dame de Portneuf, county Portneuf, on the THIRTIETH day of AUGUST, next at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

DR J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 17, 1957. 45466-30-2
[First insertion: July 27, 1957]
[Second insertion: August 17, 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 82,619 RENÉ TALBOT LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social au N° 205 rue St-Paul, cité et district de Québec, contre YVON LÉTOURNEAU, domicilé à St-Romuald, comté de Lévis, district de Québec.

"Un immeuble connu comme étant les resubdivisions huit et treize (8 et 13) de la subdivision numéro un (1) du lot numéro trois cent soixante-sept (367) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Romuald, avec bâtisses dessus construites, mais sans comprendre, cependant, les biens prêtés à Yvon Létourneau par la Canadian Oil

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 82,619. RENÉ TALBOT LIMITÉE, legally constituted corporation, having its head office at No. 205 St-Paul, St., city and district of Quebec, against YVON LÉTOURNEAU, domiciled at St-Romuald, county of Levis, district of Quebec.

"An immoveable known as being the resubdivisions eight and thirteen (8 and 13) of the subdivision number one (1) of lot number three hundred and sixty-seven (367) of the official cadaster for the parish of St-Romuald, with buildings thereon erected, but without comprising, however, the property loaned to Yvon Létourneau

Company Ltd et énumérés à un acte de prêt sous seing privé signé à St-Romuald le 7 décembre 1954.

Pour être vendu à la charge du bail sous seing privé consenti à Canadian Oil Companies Ltd., par Yvon Létourneau le 19 janvier 1955 et enrégistré à Lévis, sous le numéro 110,359.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Romuald, comté de Lévis, le TRENTIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 24 juillet 1957. 45481-30-2-o
[Première insertion: 27 juillet 1957.]
[Deuxième insertion: 17 août 1957.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 33,712. DESJARDINS LIMITÉE, corps politique et dûment incorporé ayant son bureau d'affaires à St-André de Kamouraska, demanderesse vs ANTOINE PERRON, commerçant, de St-Gabriel-Est, district de Rimouski, défendeur.

1. Partie des lots nos vingt-et-un-B, (P.-21-B), vingt-et-un-C (P.-21-C) 5ième rang, au cadastre officiel du Canton Fleuriault, étant un terrain ou emplacement mesurant trois cents pieds de front est-ouest, sur huit cents pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, borné au nord à la Rivière Rouge, à l'est à la route Massé, au sud à Adrien Valcourt, à la cloture actuellement existante, à l'ouest au ruisseau qui s'y rencontre, avec le moulin à scie dessus construit, circonstances et dépendances, y compris toutes machines, machineries pouvant se trouver dans lesdites bâtisses que l'acquéreur déclare bien connaître pour en être déjà en possession.

2. Partie des lots nos vingt-et-un-A (P.-21-A) et vingt-et-un-C (P.-21-C), 5ième rang, au cadastre officiel du Canton Fleuriault, étant un terrain ou emplacement, mesurant cent pieds de front est-ouest par deux cents pieds nord-sud de profondeur mesure anglaise, borné au nord à la coulée qui s'y rencontre, à l'est et au sud à la Rivière Rouge, à l'ouest à Adrien Valcourt, au droit de passage avec la maison, dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Gabriel, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 12 août 1957. 45590-33-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 32. ANDRÉ-ALBERT GAGNÉ, marchant, de St-Charles Garnier, district de Rimouski, demandeur; vs DOMINIQUE D'AUTEUIL, de St-Charles Garnier, district de Rimouski, défendeur.

Le lot dix-neuf (19) de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par la ligne entre les rangs

by the Canadian Oil Company Ltd and enumerated in a deed of loan under private seal at St-Romuald on December 7, 1954.

To be sold chargeable to the lease under private seal consented to the Canadian Oil Companies Ltd., by Yvon Létourneau on January 19, 1955 and registered at Levis under number 110,359.

To be sold at the parochial church door of St. Romuald, county of Levis, on the THIRTIETH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, July 24, 1957. 45481-30-2
[First insertion: July 27, 1957.]
[Second insertion: August 17, 1957.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 33,712. DESJARDINS LIMITÉE, body politic and duly incorporated having its head office at St. André of Kamouraska, district of Kamouraska, plaintiff vs ANTOINE PERRON, dealer, of St. Gabriel-East, district of Rimouski, defendant.

1. Part of lots Nos. twenty-one-B, (Pt. 21-B) twenty-one C (Pt. 21-C) 5th range, of the official cadaster of the township Fleuriault, being a plot of land or emplacement measuring three hundred feet in front east-west, by eight hundred feet in depth, north-south, english measure, bounded on the north by the Red River, on the east, by the Massé Route, on the South, by Adrien Valcourt, by the fence presently in existence, on the west, by the brook which meets with the saw mill thereon erected, circumstances and dependencies, comprised therein all machines, machinery which may be found within the said buildings which the purchaser declares to have full knowledge, having alreadry possessed same.

2. Part of lots Nos. twenty-one-A (Pt. 21-A) and twenty-one-C (Pt.-21-C), 5th range, on the official cadaster of the township Fleuriault, being a lot or emplacement, measuring one hundred feet in front, east-west, by two hundred feet north-south in depth, english measure, bounded on the north by the gully which is to be found therein, on the east and on the south, by the Red River, on the west, by Adrien Valcourt, on the right of the passage with the house thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of St-Gabriel, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office Deputy Sheriff.
Rimouski, August 12, 1957. 45590-33-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 32. ANDRÉ-ALBERT GAGNÉ, merchant, of St-Charles Garnier, district of Rimouski, plaintiff; vs DOMINIQUE D'AUTEUIL, of St. Charles Garnier, district of Rimouski, defendant.

Lot nineteen (19) of the primitive survey, bounded on the northwest by the line between

V et VI, au nord-est par le lot numéro vingt (20), au sud-est par la ligne entre les rangs VI et VII, au sud-ouest par le lot numéro dix-huit (18), les droits de préemption, les défrichements, les améliorations, et les impences sur ledit lot et tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Charles Garnier, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 12 août 1957. 45591-33-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, de Roberval, N° 19,123. } MME THÉRÈSE PERRON PHILIPPE, épouse de Paul Philippe, Pointe Bleue, faisant affaires sous le nom de Magasin Central Enrg., Pointe Bleue, district de Roverval, demanderesse vs EMERY CONNELLY, Pointe Bleue, défendeur.

"Le lot numéro vingt-cinq (N° 25), rang C, du canton Ouiatchouan, dans la réserve indienne de la Pointe Bleue, ainsi que les bâtisses figurant sur ledit lot et propriété de Emery Connelly."

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe Bleue dans le comté de Roberval, le VINGT-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-sept, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval, ce 23 juillet, 1957.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
45468-30-2-o Shérif du District de Roberval.
[Première insertion: Samedi le 27 juillet, 1957]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, de Roberval, N° 19,159 } MME THÉRÈSE PERRON PHIIPPE, épouse de Paul Philippe, Pointe Bleue, faisant affaires sous le nom de MAGASIN CENTRAL ENRG., Pointe Bleue, district de Roberval, demanderesse, vs BASO (JOSEPH) BOIVIN, Pointe Bleue, défendeur.

"Le lot numéro dix-neuf (N° 19), rang A du canton Ouiatchouan, dans la réserve indienne de la Pointe Bleue, ainsi que les bâtisses figurant sur ledit lot et propriété de Joseph (Baso) Boivin."

Pour être vendus à la porte de l'église de Pointe Bleue dans le comté de Roberval, le VINGT-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
District de Roberval,
ce 23 juillet, 1957. 45469-30-2-o
[Première insertion: Samedi, le 27 juillet, 1957.]

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, of Roberval, No. 19,123. } MRS. THÉRÈSE PERRON PHILIPPE, wife of Paul Philippe, Pointe Bleue, carrying on business under the name of Magasin Central Enrg., Pointe Bleue, district of Roberval, plaintiff, vs EMERY CONNELLY, Pointe Bleue, defendant.

"Lot number twenty-five (No. 25), range C, of the township of Ouiatchouan, in the Indian Reserve of Pointe Bleue, as well as the buildings which figure on the said lot and property of Emery Connelly."

To be sold at the church door of Pointe Bleue in the county of Roberval, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred anf fifty-seven, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval, this July 23rd, 1957.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
45468-30-2 Sheriff of the district of Roberval.
[First insertion: Saturday, July 27, 1957]

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, of Roberval, No. 19,159. } MRS. THÉRÈSE PERRON PHILIPPE, wife of Paul Philippe, Pointe Bleue, carrying on business under the name of MAGASIN CENTRAL ENRG., Pointe Bleue, district of Roberval, plaintiff, vs BASO (JOSEPH) BOIVIN, Pointe Bleue, defendant.

"Lot number nineteen (No. 19), range A of the Towship Ouiatchouan, in the Indian Reserve of Pointe Bleue, as well as the buildings which figure on the said lot and property of Joseph (Baso) Boivin."

To be sold at the church door of Pointe Bleue in the county of Roberval, on the TWENTY-EIGHTH day of month of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff of the district of Roberval.
Court House,
District of Roberval,
this July 23rd, 1957. 45469-30-2
[First insertion: Saturday, July 27, 1957.]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, District de Québec, N° 189,863. HÔPITAL DU ST-SACREMENT, Québec, demanderesse, vs RICHARD TREMBLAY, Hébertville, défendeur.

a) La partie nord du lot de terre numéro un (N° 1) du cadastre pour le troisième rang est du canton de Mésy, de cent acres en superficie, bornée au sud à la partie sud du même lot, à l'est au lot N° 2, et à l'ouest à la ligne de division des cantons Mésy & Caron; et à en distraire la servitude de The Shawinigan Water and Power Company et la partie vendu à la Voirie; et

b) La demie-sud du lot numéro quatorze (½ sud 14) du cadastre pour le rang ouest du chemin Kénogami, canton Labarre, de la contenance de cinquante trois acres en superficie, et bornée au sud à la Belle-Rivière, au nord au résidu dudit lot appartenant à François Lapointe, et à l'est au lot N° 13, et à l'ouest au lot N° 14, sauf et avec réserve des enregistrements affectant le système d'aqueduc; et

c) La partie sud-ouest des lots dix-sept-B et dix-sept-C (Pties S.O. 17-b et 17-c) du cadastre pour rang ouest du chemin Kénogami dans le canton Labarre, de la contenance totale de trente-deux acres en superficie; et le lot numéro dix-sept-A (N° 17-A) du cadastre pour le rang ouest du chemin Kénogami, canton Labarre, de la contenance de cinquante-six acres en superficie; sauf à en distraire les parties vendues à William Villeneuve ou représentants, et tous les enregistrements affectant le système d'aqueduc.

Le tout avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits immeubles appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame d'Hébertville, comté Lac St-Jean, le VINGT-NEUVIÈME jour D'AOÛT, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
District de Roberval, ce 22 juillet, 1957.
45467-30-2-o

[Première insertion: samedi le 27 juillet 1957.]

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, District of Quebec, No. 189,863. ST-SACREMENT HOSPITAL, Quebec, plaintiff, vs RICHARD TREMBLAY, Hébertville, defendant.

a) The northern part of lot number one (No. 1) of the cadaster for the third range east of the township of Mésy, of one hundred acres in area, bounded on the south by the south part of the same lot, on the east, by lot No. 2, and on the west, by the dividing line of the townships of Mésy & Caron; and to withdraw the servitude of The Shawinigan Water and Power Company and that part sold to the Roads Department; and

b) The south-half of lot number fourteen (½ south 14) of the cadaster for the west range of the Kénogami road, township Labarre, containing fifty-three acres in area, and bounded on the south by the Belle-River, on the north by the residue of the said lot belonging to François Lapointe, and on the east, by lot No. 13, and on the west, by lot No. 14, save with reserve of the registrations affecting the aqueduct system and

c) The southwest part of lots seventeen-B and seventeen-C (Pts. S.W. 17-b and 17-c) of the cadaster for the west range of the Kénogami road in the township Labarre, containing a total of thirty-two acres in area; and lot number seventeen-A (No. 17-A) of the cadaster for range west of the Kénogami road, township Labarre, containing fifty-six acres in area; save to withdraw the parts sold to William Villeneuve or representatives, and all the registrations affecting the aqueduct system.

The whole with all the buildings erected on the said immoveables appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame of Hébertville, county of Lake St. John, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty-seven at, TWO (2) o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Shériff's Office, Sheriff of the district of Roberval.
Court House,
District of Roberval, July 22, 1957.
45467-30-2

[First insertion: Saturday, July 27, 1957.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure. N° 4339. ROMÉO PERRON, cultivateur domicilié à Roulier, district de Rouyn Noranda, demandeur vs ROLLAND BRAZEAU, domicilié à Roulier, dans le district de Rouyn Noranda, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur.

Les droits acquis au défendeur sur le lot 17, rang 3, canton Montreuil, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église St-Vincent de Paul de Montreuil, P.Q., le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 12 août 1957. 45609-33-2-o

[Première insertion: le 17 août 1957.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Superior Court, No. 4339. ROMÉO PERRON, farmer domicilied at Roulier, district of Rouyn-Noranda, defendant vs ROLLAND BRAZEAU, domiciled at Roulier, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Seized as belonging to the defendant.

The acquired rights of the defendant in lot number 17 rang 3, Montreuil township, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the church door of St-Vincent de Paul of Montreuil, P.Q., on the TWENTY-FOUR day of SEPTEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's office, Sheriff.
Rouyn, August the 12th, 1957. 45609-33-2-o

[First insertion August the 17th, 1957.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de l'Échiquier, N° 134319. { SA MAJESTÉ LA REINE, (Impôt sur le revenu), demanderesse vs JEAN-PIERRE DESMARAIS, de Pont Viau, Province de Québec, défendeur.

Un terrain situé à la Côte St-François, en la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, composé:

1. Les lots numéros quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-trois (Nos 422 et 423) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse.

2. De partie du lot numéro quatre cent vingt-quatre (pt 424) du même cadastre, bornée comme suit: en avant, vers le sud, par le chemin de la côte St-François, en arrière, vers le nord, par les terres de la concession de la Côte St-Louis, d'un côté vers l'est, par le reste dudit lot No 424, appartenant audit Jean-Pierre Desmarais, et de l'autre côté vers l'ouest par lesdits lots Nos 422 et 423 ci-dessus décrits.

3. De partie du lot numéro quatre cent vingt-et-un (pt 421) du même cadastre, bornée comme suit; en avant, vers le sud par le chemin de la côte St-François, en arrière, vers le nord, par les terres de la concession de la Côte St-Louis: d'un côté vers l'est par les dits lots Nos 422 et 423, ci-dessus décrit, et de l'autre côté vers l'ouest, par le reste dudit lot N° 421 appartenant à John Wiggins ou représentants.

Une terre située dans la deuxième concession du Coteau St-Louis, en la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, composée:

a) De la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-quatre (pt 424) au cadastre officiel de la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cinquante-pieds de largeur mesure anglaise, sur toute la profondeur dudit lot, et bornée comme suit: en front par le chemin de la Côte St-François, en arrière, par les terres de la concession de la Côte St-Louis, vers le sud-ouest, par le résidu dudit lot N° 424, appartenant à Moïse Lachapelle, et vers le nord-est par le lot N° 425 du même cadastre.

b) Du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-cinq (425) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville.

c) Du lot commun et désigné sous le numéro quatre cent vingt-six (426) du cadastre officiel de ladite paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cent quatre-vingt-sept pieds de largeur, mesure anglaise. Le tout mesurant trois cent trente-trois pieds, mesure anglaise. Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Par acte enregistré sous N° 180175 il appert que c'est par erreur que le lot N° 426 a été désigné comme ayant été vendu en entier, alors qu'il aurait dû être désigné comme suit:

Le lot connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-six au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, a distraire cependant une lisière de terrain vendue par ledit José Maria Suarez à Gordon Green, par acte de vente reçu devant Me J. M. Vermette, notaire, le 4 avril 1949 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne sous le N° 163579, ladite lisière de terrain mesurant six pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit; en front vers le sud par le rang du Cordon ou côte St-François; en arrière, vers le nord et d'un côté vers l'ouest par parties dudit lot N° 426 appartenant

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Exchequer Court, No. 134319. { HER MAJESTY, THE QUEEN, (Income Tax), plaintiff, vs JEAN-PIERRE DESMARAIS, of Pont Viau, Province of Quebec, defendant.

A plot of land situated on the St-François Hill, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, composed:

1. Lots numbers four hundred and twenty-two and four hundred and twenty-three (Nos 422 & 423) on the official cadaster of the parish of Ste. Thérèse.

2. Part of lot number four hundred and twenty-four (Pt. 424) of the same cadaster, bounded as follows: in front, on the south, by the road of St. François Hill, in rear, on the north, by the farms of the Concession of St. Louis Hill, on one side on the east, by the remainder of the said lot No. 424, belonging to the said Jean-Pierre Desmarais, and on the other side on the West, by the said lots Nos. 422 & 423 hereinabove described.

3. Part of lot number four hundred and twenty-one (Pt. 421) of the same cadaster, bounded as follows: in front, on the south by the road of St. François Hill, in rear, on the north, by the farms of the Concession of St. Louis Hill; on one side on the east, by the said lots Nos. 422 and 423, hereinabove described, and on the other side, on the west, by the remainder of the said lot No. 421 belonging to John Wiggins or representatives.

A farm situated in the second concession of St. Louis Hill, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, composed:

a) Of the northeast part of lot known and designated under number four hundred and twenty-four (Pt. 424) on the official cadaster of the parish of Ste. Thérèse de Blainville, measuring fifty feet in width, English measure, by the whole depth of the said lot, and bounded as follows: in front by the road of the St. François Hill, in rear, by the farms of the concession of St. Louis Hill, on the southwest, by the residue of the said lot No. 424, belonging to Moïse Lachapelle, and on the northeast by lot No. 425 of the same cadaster.

b) By lot known and designated under number four hundred and twenty-five (425) of the official cadaster of the parish of Ste. Thérèse de Blainville.

c) Lot known and designated under number four hundred and twenty-six (426) of the official cadaster of the said parish of Ste. Thérèse de Blainville, measuring one hundred and eighty-seven feet in width, english measure. The whole measuring three hundred and thirty-three feet, english measure. With all the buildings thereon erected.

By registered deed under No. 180175, it would appear that it was by error that lot No. 426 was designated as having been entirely sold, whereas it should have been designated as follows:

Lot known and designated under number four hundred and twenty-six on the official cadaster of the parish of Ste. Thérèse de Blainville, to withdraw, however, a strip of land sold by the said José Maria Suarez to Gordon Green, by deed of sale before Me J. M. Vermette, notary, on April 4, 1949, and registered at the Registry Office of the county of Terrebonne under No. 163579, the said strip of land measuring six feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the south, by range "du Cordon" or St. François Hill; in rear, on the north and on one side, on the west, by parts of the said lot

au vendeur (maintenant Jean-Pierre Desmarais) et de l'autre côté vers l'est par partie du lot N° 427 du même cadastre, appartenant à Gordon Green.

Pour être vendu à la porte de l'église de Coeur Immaculée de Marie, de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, MARDI le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 7 août 1957. 45589-33-2-o

No. 426 belonging to vendor (presently Jean-Pierre Desmarais) and on the other side, on the east, by part of lot No. 427 of the same cadaster, belonging to Gordon Green.

To be sold at the church door of the church of the "Coeur Immaculée de Marie", parish of Ste-Thérèse de Blainville, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, August 7, 1957. 45589-33-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 33

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Fillion vs Bélanger 2874

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

729 — Concernant certains actes administratifs du département de la chasse et des pêcheries 2849
767-A — Chauffeurs de taxi dans la région de Montréal 2852
767-B — Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture, cités de Québec, Lévis et la ville de Lauzon .. 2862
768-A — Industrie du verre dans la région de Québec 2852
768-B — Industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet 2853
768-C — Fabrication et commerce de gros de produits de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis 2856
768-D — Industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle 2864
768-E — Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la Province 2857
769-H — Fabrication des cercueils dans la Province (Correction) 2861
769-I — Métiers de la métallurgie dans la région de Québec 2859

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2837

Réception des annonces 2837

AVIS DIVERS:

Albert Rousseau Limitée (Dist. de l'actif) 2875
Canbro Credit Union (Nom changé) ... 2877
Hôtel de La Salle Inc. (Directeurs) 2876
Le Groupe Touristique de Québec (Règlements) 2875
Les Pétroles Strato Limitée (Règlement) 2875
Mackayville Baptist Church (Constitution) 2876
Mont-Laurier, ville (Barrage) 2876
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gaspé-Sud (Formation) 2875
Ungava Iron Ores Company (Directeurs) 2877
Unlimited Skills Inc. (Directeurs) 2877

CHARTES — ABANDON DE:

Giroux Motor Sales Limited 2877

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Fillion vs Bélanger 2874

ORDERS IN COUNCIL:

729 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries 2849
767-A — Taxi drivers in the region of Montreal 2852
767-B — Hardware and paint trade, cities of Quebec, Levis and the town of Lauzon 2862
768-A — Glass industry in the region of Quebec 2852
768-B — Construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet 2853
768-C — Food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Levis 2856
768-D — Construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle 2864
768-E — Men's and boys' clothing industry in the Province 2857
769-H — Manufacturing of caskets in the Province (Correction) 2861
769-I — Metal trades in the region of Quebec 2859

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2837

Receipt of advertising copies 2837

MISCELLANEOUS NOTICES:

Albert Rousseau Limitée (Dist. of the assets) 2875
Canbro Credit Union (Name changed) . 2877
Hôtel de La Salle Inc. (Directors) 2876
Le Groupe Touristique de Québec (By-Laws) 2875
Les Pétroles Strato Limitée (By-Law) .. 2875
Mackayville Baptist Church (Constitution) 2876
Mont-Laurier, town (Dam) 2876
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gaspé-Sud (Formation) 2875
Ungava Iron Ores Company (Directors) 2877
Unlimited Skills Inc. (Directors) 2877

CHARTERS — SURRENDER OF:

Giroux Motor Sales Limited 2877

R. A. Thibaudeau Inc. 2878
Welch Immeubles Limitée. 2878
Welch Motor Sales Limited 2878

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

The Cabot Lines, Limited 2878
The Newfoundland-Great Lakes Steamships Limited 2878

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Rocheleau, Claude 2879

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Bourlamaque-Val d'Or (Prot.) 2880
La Bostonnais 2880
Laure, canton (Erratum) 2879
Laurierville 2880
St-Bruno 2879
St-Pierre (Erratum) 2879

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Aylwin, canton 2880
Notre-Dame-du-Mont-Carmel, paroisse 2880
Québec, cité 2881
Shipton, paroisse 2880
Ste-Marguerite, paroisse 2881
St-Germain-de-Rimouski, paroisse 2881
St-Paul-l'Ermite, paroisse 2881

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Automobile des Cantons de l'Est (Prélèvement) 2868
Commerce de détail d'Asbestos (Prélèvement) 2869
Imprimerie de Montréal (Prélèvement). 2871
Robe dans la Province (Prélèvement) .. 2873

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit 2882
St-François: étude du droit 2882

LETTRES PATENTES:

A.B.C. Remnants & Drygoods Inc... 2838
Amicale Mariste Belœil Inc. 2839
Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc. 2839
Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc. 2840
Atam Paper Box Ltd. 2840
Autobus Montmagny Inc. 2840
Brabant & Philips Ltée 2841
Centre Paroissial St-Denis Inc. 2841
CHNC-TV Inc. 2841
Dallaire Inc. 2842
Éthier et Duquette Compagnie Limitée. 2842
Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne 2842
Fleurco Industries Ltd 2843
Foyer du Cadeau Inc 2843
Goyette Construction Limited 2843
Holiday Shoe Corp. 2844
Jacques Martel Ltée 2844
Laboratoires Pro Doc Limitée 2844
La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc. 2845

R. A. Thibaudeau Inc. 2878
Welch Immeubles Limitée. 2878
Welch Motor Sales Limited 2878

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

The Cabot Lines, Limited 2878
The Newfoundland-Great Lakes Steamships Limited 2878

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Rocheleau, Claude 2879

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Bourlamaque-Val d'Or (Prot.) 2880
La Bostonnais 2880
Laure, township (Erratum) 2879
Laurierville 2880
St-Bruno 2879
St-Pierre (Erratum) 2879

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Aylwin, township 2880
Notre-Dame-du-Mont-Carmel, parish 2880
Quebec, city 2881
Shipton, parish 2880
Ste-Marguerite, parish 2881
St-Germain-de-Rimouski, parish 2881
St-Paul-l'Ermite, parish 2881

LABOUR:
Industry or Trades of:

Automobile of the Eastern Townships (Levy) 2868
Retail trade of Asbestos (Levy) 2869
Printing of Montreal (Levy) 2871
Dress in the Province (Levy) 2873

BAR EXAMINATIONS:

Arthbaska: study of law 2882
St. Francis: study of law 2882

LETTERS PATENT:

A.B.C. Remnants & Drygoods Inc... 2838
Amicale Mariste Belœil Inc. 2839
Association des Détaillants d'Essence du Bas St-Laurent, Inc. 2839
Association des Taxis de la Ville de Forestville Inc. 2840
Atam Paper Box Ltd. 2840
Autobus Montmagny Inc. 2840
Brabant & Philips Ltée 2841
Centre Paroissial St-Denis Inc. 2841
CHNC-TV Inc. 2841
Dallaire Inc. 2842
Éthier et Duquette Compagnie Limitée. 2842
Fédération des Oeuvres de Charité de Terrebonne 2842
Fleurco Industries Ltd 2843
Foyer du Cadeau Inc 2843
Goyette Construction Limited 2843
Holiday Shoe Corp. 2844
Jacques Martel Ltée 2844
Laboratoires Pro Doc Limitée 2844
La Compagnie de Télévision Pohenegamooke Inc. 2845

La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.... 2845
Laval Fortin Ltée..... 2845
Le Pavillon Mercier Inc..... 2846
Les Loisirs-de Ste-Adèle Inc..... 2846
Montrachet Inc..... 2846
Nettoyeurs Sept-Iles Inc..... 2847
New Quebec Nickel Mines Limited.... 2847
Placements Laquerre Inc.— Laquerre Investments Inc..... 2847
Roger Charbonneau Ltée..... 2848
Roland Inc..... 2848
Rosemont Construction Limitée 2848
St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd..... 2849
Terry Construction Co. Ltd..... 2849

LIQUIDATION, AVIS DE:

Breakeyville Stores Co. Ltd..... 2882

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

American Manufacturers Mutual Insurance Company..... 2882
Taxi Owners Raciprocal Insurance Association..... 2883

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:
Avis de mise en vigueur de plan conjoint et constitution d'office de producteurs:

Le Plan Conjoint des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Mont Saint-Bruno..... 2883

SIÈGES SOCIAUX:

La Cie Métallique Victoria Ltée — The Victoria Metallic Co. Ltd..... 2887
Les Pétroles Strato Limitée..... 2886
Women's Voluntary Services (Montreal) — Service Volontaires Féminins Inc..... 2886

SOUMISSIONS:

Aberdeen, comm. scol. du canton..... 2889
Bagotville, paroisse..... 2896
Beauharnois, cité..... 2892
Clermont, comm. scolaire 2895
Granby, comm. scol. de la cité..... 2891
Hauterive, ville..... 2887
Ste-Rose, ville..... 2888
Ste-Thérèse, comm. scol. de la ville.... 2893

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Bernier, Roland..... 2887

VENTE PAR LICITATION:

Bourassa *et vir* vs Bourassa *et al*..... 2898

VENTE POUR TAXES:

St-Laurent, cité..... 2899

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Ferronnerie des Forges vs Gélinas..... 2900

BEAUCE:

Simard vs Théberge..... 2900

La Ligue des Petits Lits Blancs Inc.... 2845
Laval Fortin Ltée..... 2845
Le Pavillon Mercier Inc..... 2846
Les Loisirs-de Ste-Adèle Inc..... 2846
Montrachet Inc..... 2846
Nettoyeurs Sept-Iles Inc..... 2847
New Quebec Nickel Mines Limited.... 2847
Placements Laquerre Inc.— Laquerre Investments Inc..... 2847
Roger Charbonneau Ltée..... 2848
Roland Inc..... 2848
Rosemont Construction Limitée 2848
St. Lawrence Shipping and Forwarding Co. Ltd..... 2849
Terry Construction Co. Ltd..... 2849

WINDING UP NOTICE:

Breakeyville Stores Co. Ltd..... 2882

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

American Manufacturers Mutual Insurance Company..... 2882
Taxi Owners Raciprocal Insurance Association..... 2883

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:
Notice of coming into force of marketing plan and constitution of producers board:

The Mont St-Bruno Dairy Milk Producers — Suppliers Plan..... 2883

HEAD OFFICES:

La Cie Métallique Victoria Ltée — The Victoria Metallic Co. Ltd..... 2887
Les Pétroles Strato Limitée..... 2886
Women's Voluntary Services (Montreal) — Services Volontaires Féminins Inc..... 2886

TENDERS:

Aberdeen, School Comm. of the township..... 2889
Bagotville, parish..... 2896
Beauharnois, city..... 2892
Clermont, School Comm..... 2895
Granby, School Comm. of the city.... 2891
Hauterive, town..... 2887
Ste-Rose, town..... 2888
Ste-Thérèse, School Comm. of the town. 2893

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Bernier, Roland..... 2887

SALE BY LICITATION:

Bourassa *et vir* vs Bourassa *et al*..... 2898

SALE FOR TAXES:

St-Laurent, city..... 2899

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Ferronnerie des Forges vs Gélinas..... 2900

BEAUCE:

Simard vs Théberge..... 2900

BEDFORD:

Albea Messier Ltd. vs Gauthier..... 2901
Cazeau *et vir* vs D'Etchevery *et vir*.... 2901
J. J. Lalonde Limited vs Béland..... 2902
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Leblanc..... 2902

HULL:

La Banque Canadienne de Commerce vs McLaughlin..... 2903
Ottawa Civil Service Recreation Association vs Trahan..... 2904

QUÉBEC:

Brousseau *et vir* vs Bruneau..... 2905
Chalifour & Frère vs Piché (Deschambault)..... 2906
Chalifour & Frère vs Piché (N.-D. de Portneuf)..... 2906
René Talbot Limitée vs Létourneau... 2906

RIMOUSKI:

Desjardins Limitée vs Perron..... 2907
Gagné vs D'Auteuil..... 2907

ROBERVAL:

Hôpital du St-Sacrement vs Tremblay 2909
Philippe vs Boivin..... 2908
Philippe vs Connelly..... 2908

ROUYN-NORANDA:

Perron vs Brazeau..... 2909

TERREBONNE:

Sa Majesté la Reine vs Desmarais..... 2910

45567-o

BEDFORD:

Albea Messier Ltd. vs Gauthier..... 2901
Cazeau *et vir* vs D'Etchevery *et vir*.... 2901
J. J. Lalonde Limited vs Béland..... 2902
Quebec Farm Credit Bureau vs Leblanc..... 2902

HULL:

The Canadian Bank of Commerce vs McLaughlin..... 2903
Ottawa Civil Service Recreation Association vs Trahan..... 2904

QUEBEC:

Brousseau *et vir* vs Bruneau..... 2905
Chalifour & Frère vs Piché, (Deschambault)..... 2906
Chalifour & Frère vs Piché (N.-D. de Portneuf)..... 2906
René Talbot Limitée vs Létourneau... 2906

RIMOUSKI:

Desjardins Limitéee vs Perron..... 2907
Gagné vs D'Auteuil..... 2907

ROBERVAL:

Hôpital du St-Sacrement vs Tremblay. 2909
Philippe vs Boivin..... 2908
Philippe vs Connelly..... 2908

ROUYN-NORANDA:

Perron vs Brazeau..... 2909

TERREBONNE:

Her Majesty the Queen vs Desmarais.. 2910

45567-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.